

L'OGRESSE ET LES EXPERTS

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU DOCTEUR DOYEN

Le Malade et le Médecin, 1 vol.

Le Procès Crocker-Doyen, 1 vol.

POUR PARAÎTRE INCESSAMMENT

Le Cancer et les maladies infectieuses. 1 vol.

DE FERNAND HAUSER

L'Affaire Syveton, 1 vol. illustré.

*Tous droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays,
y compris la Suède, la Norvège, le Danemark et la Hollande.*

Publié le 28.6 1906.

*Privilege of copyright in the United States reserved under the act approved
the 3 march 1906, by Doctor Doyen et F. Hauser.*

78120
D^r E. DOYEN & FERNAND HAUSER

L'AFFAIRE JEANNE WEBER

L'OGRESSE

ET LES EXPERTS



78123

PARIS

LIBRAIRIE UNIVERSELLE

33, RUE DE PROVENCE, 33

L'OGRESSE & LES EXPERTS

I

DEVANT LES JUGES

Au seuil de ce livre, où nous voulons raconter l'épouvantable histoire de Jeanne Weber, et dire pourquoi et comment cette tueuse d'enfants put poursuivre pendant un si long temps son horrible carrière, il est indispensable de donner la physionomie exacte des extraordinaires débats qui se déroulèrent en janvier 1906, devant les Assises de la Seine.

Tout spectateur de ces débats tragiques en a conservé l'inoubliable et angoissant souvenir.

Au reste, en ces deux journées, toute l'affaire Weber fut-elle évoquée, et si un des témoins n'avait pas affirmé avec l'auto-

rité que lui donnait son titre de professeur de médecine légale, *l'innocence de l'ogresse*, celle-ci, que tout accusait, qui s'accusait elle-même par son attitude, était condamnée et mise désormais hors d'état de nuire...

C'est le 29 janvier 1906, que Jeanne Weber comparut devant les jurés de la Seine. Depuis quelques jours, déjà, les journaux se préoccupaient du cas singulier de l'ogresse : deux opinions s'étaient formées ; certains journalistes inclinaient à croire que Jeanne Weber était innocente, et ils plaignaient cette « victime de la fatalité » ; d'autres, àprement, soutenaient la thèse de la culpabilité ; et, de feuille à feuille, l'on se renvoyait les arguments, l'on discutait, l'on bataillait.

Le procès, avant même de venir devant les Assises, était ainsi discuté sur la place publique.

C'est au milieu de cette atmosphère de lutte que la Cour tint séance.

Dès l'ouverture de l'audience, les yeux des curieux se portèrent sur cette petite Bretonne à la figure ronde et sans expression ; et ce fut pour chacun une déception.

Eh quoi ? C'était là l'ogresse dont on avait tant parlé ! C'était là cette femme énigmatique, dont on avait voulu faire l'héroïne d'une cause célèbre ?

Tout d'abord, Jeanne pleura ; puis, le

président Bertulus l'accablant de questions précises et nettes, elle sembla se rendre compte qu'elle allait avoir à soutenir un assaut; et l'on vit ses traits se durcir, ses yeux lancer de fauves lueurs.

Comme un animal traqué, Jeanne, en présence du danger pressant, fait tête à l'adversaire.

Le président Bertulus, en termes mesurés, rappelle à l'accusée qu'en quelques semaines, trois enfants sont morts entre ses mains, et que le quatrième n'échappa que par miracle à la mort, qui, déjà, planait au-dessus de sa tête frêle.

— Toujours, dit-il, les parents ont fait les mêmes remarques; les victimes avaient la figure violacée, les membres contractés, les yeux hors des orbites, l'écume aux lèvres.

« Toujours, aussi, l'on avait vu d'abord Jeanne Weber, laissée seule auprès du bébé bien portant; tout à coup, elle appelait les parents, qui trouvaient l'enfant à l'agonie; alors, le père ou la mère prenait le petit dans ses bras, et celui-ci revenait à la vie.

« Rasturés, les parents s'éloignaient, et quand ils revenaient, ils trouvaient un cadavre! »

On pouvait s'imaginer qu'à ces paroles du président, Jeanne Weber allait s'indigner, bondir, protester avec véhémence.

Non... Elle n'a ni un geste de dénégation,

ni un cri d'indignation, ni un mouvement d'horreur à la pensée qu'on l'accuse d'assassinat.

Elle est à son banc, impassible et têtue, mauvaise et obstinée, discutant l'accusation qui pèse sur elle, comme s'il s'agissait d'une autre...

Aussi bien, a-t-elle, pour l'aider, la trop grande bienveillance du président Bertulus, qui préside depuis peu les Assises, et qui a peut-être le trop grand souci de ne pas vouloir paraître partial en son interrogatoire.

M^r Henri Robert, qui défend Jeanne, a tout de suite vu le parti qu'il pouvait tirer de l'inexpérience, de l'indécision du président Bertulus. Et chaque fois que celui-ci met en lumière les charges qui pèsent contre l'accusée, on voit M^r Henri Robert se dresser et on l'entend opposer d'une voix mordante, aux dires de M. Bertulus, la parole des experts.

Tant et si bien qu'à la fin, impatienté, M. Bertulus menace l'avocat de lui retirer la parole, dût-il, pour cela, lever l'audience :

— Bien, fait M^r Robert, je recommencerai à la reprise !...

M. Bertulus, devant cette obstination d'un avocat qui ne lâche pas facilement prise, dut laisser celui-ci intervenir chaque fois qu'il le voulut, poser des questions aux témoins, rappeler à chaque minute les con-

clusions des experts, en *leitmotiv* lancinant.

M. Bertulus, cependant, poursuit son interrogatoire, qui est plutôt un récit de l'affaire.

— Jeanne Weber, dit-il, a perdu, il y a quelques années, trois enfants, morts tous trois rapidement; convulsions? croup? méningite?

Elle ne sait pas... elle pleure.

Le président rappelle la mort des petites Georgette, Suzanne et Germaine Weber.

Jeanne Weber ne répond pas.

Le président lui pose des questions de détail : elle les élude, avec une déconcertante habileté.

« Les enfants sont morts; elle ne sait pas pourquoi; qu'on lui dise pourquoi elle les a fait tués; quel intérêt avait-elle à les voir mourir? »

Et le fait est, qu'à cet instant, le mobile de ces crimes ne se peut deviner; Jeanne Weber n'avait pas de vengeance à exercer; elle n'était pas folle; elle n'avait rien, dans son passé, qui la signalât aux criminalistes.

Le président en vient à l'affaire de Maurice Weber, trouvé tout noir entre les bras de Jeanne, quelques jours après les morts de Georgette, de Suzanne et de Germaine.

— Malheureuse! s'est écrié la mère, en entrant, *il va encore te passer entre les mains, comme les autres!*...

Puis, lorsqu'elle a vu un sillon noir autour du cou de l'enfant, la mère a clamé :

— *Coquine ! Tu m'as étranglé mon enfant !*

Une émotion terrible étreint les assistants, quand, d'une voix théâtrale, le président Bertulus a rappelé cette scène dramatique.

Avec angoisse, on attend la réponse de l'ogresse.

Elle arrive, fluette, hésitante :

Jeanne Weber ne se souvient pas !...

Voici le défilé des témoins : il est tragique :

La mère de Georgette et de Suzanne déclare :

— « Georgette agonisait ; elle avait de l'écume aux lèvres ; Jeanne Weber serrait le lacet de sa chemise.

« Sortez donc votre main de là ! » lui dis-je. Mais il me fallut lui arracher sa main de dessous les vêtements de l'enfant. »

A ces mots, on entend Jeanne proférer :

— Tout ça, c'est des mensonges !

Mais la mère des deux petites mortes poursuit :

— Pour ma petite Suzanne, quand elle est morte, j'ai fait remarquer que ce n'était pas naturel ; deux enfants en dix jours !...

D. — Pourquoi, pas naturel ?

R. — Parce qu'elles avaient la figure violacée.

D. — Qu'est-ce que ce foulard mis au cou de Suzanne ?

R. — C'est madame (Jeanne) qui s'est permis de fouiller dans ma commode.

D. — Elle dit que c'est vous qui lui avez dit de le prendre.

R. — C'est faux !

D. — Elle dit qu'il ne fut mis que le lendemain.

R. — Non, le jour même, et tout de suite après la mort...

Le mari, Pierre Weber, père des petites victimes, a reçu le dernier soupir de sa seconde enfant :

— Elle était, dit-il, si congestionnée, que quand j'ai voulu lui ouvrir la bouche, elle a coupé le bout de mes pouces, et sa langue avec ses dents !

Et comme on lui demande quelle fut l'attitude de Jeanne, à l'arrivée du médecin de l'état civil, il dit ces mots :

— Jeanne releva ses robes, fit voir le petit ventre de l'enfant ; il était bleu d'un bout à l'autre ; mais elle ne montra pas son cou, où il y avait des traces noires...

D. — L'accusée n'avait pas couché chez vous, la nuit qui a précédé le crime ?

R. — Si. Même elle avait voulu faire avec moi des orgies...

La mère de Germaine vient faire elle aussi une déposition accablante pour l'accusée ; et sa grand'mère, Mme Lerigoleur, se dresse, comme la mère, en accusatrice.

Et pourtant, à un moment, cette vieille femme hésite; avant de prononcer le mot qui peut conduire Jeanne à l'échafaud, elle sent ses yeux se voiler; elle se trouble; si cependant, elle se trompait!

Et comme M^r Henri Robert, qui la voit hésiter, lui demande :

— Vous croyez l'accusée coupable?... » elle attend un instant, puis, toute tremblante, flageolant sur ses jambes, elle murmure :

— J'ai tout de même des doutes!...

Et une émotion compréhensible secoue l'assistance, partagée entre des sentiments divers.

C'est alors que le docteur Archer dépose.

Il a examiné Suzanne Weber; le médecin de l'état civil avait refusé le permis d'inhumer; le docteur Archer, chargé par le commissaire de police de procéder à une enquête, résume ainsi ses observations :

— Il n'y avait rien d'anormal, au cou, ni à la figure de l'enfant; la muqueuse des lèvres était toutefois plus pâle que d'habitude.

« J'ai beaucoup d'ouvriers dans ma clientèle; ils boivent beaucoup, et au moins deux litres de vin par jour; ils sont donc tous ou presque tous alcooliques. Dès lors, on ne peut s'étonner si leurs enfants ont des convulsions et en meurent.

UN JURÉ. — En combien de temps un

enfant pris de violentes convulsions peut-il être enlevé?

R. — En quelques minutes.

M^e HENRI ROBERT. — Les parents des victimes sont des charretiers, qui boivent beaucoup...

C'est sur ces mots que l'audience est levée.

Le lendemain, 30 janvier, l'audience s'ouvre par une déposition du docteur Labelle.

Celui-ci a vu cinq fois la petite Germaine, qui a eu une agonie terrible, de plus de vingt-quatre heures.

C'était Mme Lerigoleur qui avait appelé le praticien auprès de sa petite-fille.

Le docteur Labelle auscultait l'enfant, l'examina, et ne trouva pas trace d'indisposition.

On lui montra des traces rouges autour du cou de la petite; il fut embarrassé pour leur assigner une cause; il n'en fut pas ému.

Quand il vit enfin l'enfant morte, il s'étonna:

— Cependant, dit-il, je connaissais si bien l'honorabilité de la famille, que j'aurais considéré comme un sacrilège de déshabiller le petit cadavre pour me livrer à des investigations; aucun soupçon ne me vint à l'esprit; je dois avouer toutefois que l'enfant est morte dans des circonstances extraordinaires; je

n'en avais jamais vu mourir ainsi. Mais je ne dis pas que sa mort n'a pas été naturelle. Tout peut arriver.

M. Bertulus l'interrompt :

— Il y a longtemps que vous exercez dans le quartier, dit-il, vous y avez une grosse clientèle, et vous avez observé beaucoup d'enfants; cette mort vous paraît-elle naturelle?

Le docteur répondit :

— Non, cette mort ne me paraît pas naturelle.

Alors, M^e Henri Robert se leva, et, avec violence, s'écria :

— Prenez garde, docteur, dans un instant, le professeur Thoinot viendra, et vous donnera les preuves irréfutables que l'enfant n'a pas été étranglée...

Et comme le docteur demandait à se retirer, M^e Robert reprit :

— Ne vous absentez pas, docteur, je veux que vous restiez, puisque vous avez des doutes sur l'innocence de ma cliente; tout à l'heure, vos doutes seront levés...

D'autres témoins sont entendus; ils disent que Jeanne Weber, quand elle tenait les enfants agonisants dans ses bras, appelait au secours.

M^e Henri Robert ne perd pas une aussi belle occasion d'intervenir.

— Je ferai remarquer, dit-il, que Jeanne

Weber appelait toujours au secours au moment où il lui semblait que les enfants allaient mourir; elle ne se cachait donc pas, à l'instant où l'on prétend qu'elle perpétrait son crime...

On entend alors la mère du petit Maurice Weber.

— Quand je l'ai vue, dit-elle, tenant mon enfant qui se mourait, je le lui ai arraché des mains, et je lui ai dit: « Tu es une coquine, tu m'as étranglé mon enfant ». Elle m'a répondu: « Je te pardonne, car la douleur t'égare »...

« J'ai dû la bousculer, pour qu'elle s'écarte du lit de mon petit... le médecin est arrivé. . On a alors emporté mon Maurice à l'hôpital Bretonneau; il était temps: il râlait... »

D'autres témoins, encore, défilent; ils disent que, chaque fois, Jeanne Weber, pour écarter l'entourage des enfants, envoyait acheter du vin, du vulnéraire.

Qu'est devenu, à chaque fois, ce vin, ce vulnéraire? Jeanne Weber l'a-t-elle bu? Le Président des Assises ne pose pas la question.

Voici d'autres médecins.

Le docteur Sevestre, qui avait soigné Maurice Weber à l'hôpital Bretonneau, dit que l'enfant était arrivé, la veille, en état d'asphyxie; il ne présentait aucun symptôme de maladie.

— J'ai relevé, ajoute-t-il, sur le cou, à la partie postérieure, une trace paraissant avoir été produite par un lacet ou une corde tirée d'arrière en avant.

M^e ROBERT. — Le docteur peut-il en inférer qu'il y a eu crime ?

LE DOCTEUR. — Non, monsieur, peut-être aurais-je pu avoir un soupçon. Mais scientifiquement, je ne peux l'affirmer...

Et maintenant, voici la Faculté. Le juge d'instruction lui avait posé ces questions :

1^o La Faculté peut-elle déclarer si les constatations matérielles faites lors de l'autopsie des enfants Georgette, Suzanne et Germaine Weber, sont de nature à établir d'une façon certaine que la mort a été causée par une main criminelle ou par un événement accidentel ?

2^o Dans le cas où la mort des trois enfants aurait été le résultat d'un crime, et notamment d'une asphyxie par suffocation volontaire, les autopsies, à la date où elles auraient été faites, auraient-elles permis de retrouver la trace de ces crimes ?

3^o Les symptômes relevés par les témoins qui ont assisté aux décès des enfants répondent-ils à des accidents causés par une maladie convulsive ou autre, de nature à entraîner la maladie et la mort des enfants dans les conditions où elles se sont produites ?

MM. les docteurs Brouardel, Thoinot et Descouts avaient répondu que la science était impuissante à démontrer l'une de ces hypothèses.

A la barre, les professeurs se montrèrent

moins réservés : M. Brouardel déclara que les corps des enfants Weber ne portaient pas la trace d'une main criminelle, et qu'il n'était pas plus possible d'admettre la suffocation à la main, que la mort par compression sur la poitrine avec une seule main. Le président Bertulus posa au professeur Brouardel une dernière question :

D. — A quoi attribuez-vous, docteur, les divergences des témoins, en ce qui concerne les constatations que ceux-ci ont faites sur le corps des enfants ?

R. — Ces témoins, répondit le docteur, n'ont jamais vu les enfants au même moment.

Le professeur Thoinot fut plus catégorique ; il dit :

— J'ai fait les autopsies ; je n'ai rien trouvé, rien !... J'ai pris tous les organes... Je n'ai rien vu... La science ne peut pas vous dire comment sont morts ces enfants... Mais tout démontre qu'ils sont morts naturellement, et que l'accusée est innocente !... »

Le grand mot était lâché !...

La science proclamait l'innocence de l'Ogresse !...

L'avocat général Séligmann, sur ces mots, se leva, et déclara que, ne pouvant faire avec netteté, la preuve de l'accusation, il demandait l'acquittement, *après lequel l'innocence de l'accusée devrait être tenue pour certaine par tous.*

— Elle a passé des heures bien cruelles dans sa détention préventive, dit-il, je le regrette vivement ; mais il y aura accord entre la défense

et moi, pour dire qu'il était désirable que cette affaire fût jugée au grand jour.

« Elle ne pouvait pas se terminer par une ordonnance de non-lieu dans le cabinet du juge d'instruction. *Il y avait dans ce procès, et il y a encore des circonstances troublantes, singulières, que l'on ne s'explique pas...*

« *Nous sommes au vingtième siècle, heureusement pour cette femme ; car si elle avait vécu il y a quatre cents ans, elle aurait été jugée dans un procès de sorcellerie et envoyée au bûcher...* »

M^r Henri Robert, à cet instant, prit la parole :

— L'heure n'est pas aux récriminations, dit-il ; car la justice tardive vaut mieux que le désir de justice. Je salue en vous, monsieur l'avocat général, le premier magistrat qui ait eu le courage de faire son devoir dans cette affaire...

« Cette femme est innocente. *Vaincu par la Faculté, vous proclamez l'erreur judiciaire.* L'audience publique vous a permis de plaider les circonstances atténuantes pour la justice...

« *Il a fallu l'arrivée d'un éminent professeur et de son élève, pour dire au jury de prendre garde.*

« Il n'y avait contre l'accusée qu'une série de témoins entraînés par une animosité inexplicable, et auxquels on ne peut reprocher leur révolte instinctive contre la mort...

« On avait parlé, dans ce procès, de la faillite de la science, et c'est à celle de l'accusation que nous avons assisté. »

C'était fini...

Les jurés entrèrent dans la salle de leurs dé-

libérations, et en rapportèrent, après dix minutes, un verdict d'acquittement.

Quand le Président des Assises eut prononcé le mot : « Vous êtes libre », on entendit un grand cri dans la salle :

— Il n'y a plus de Justice !... »

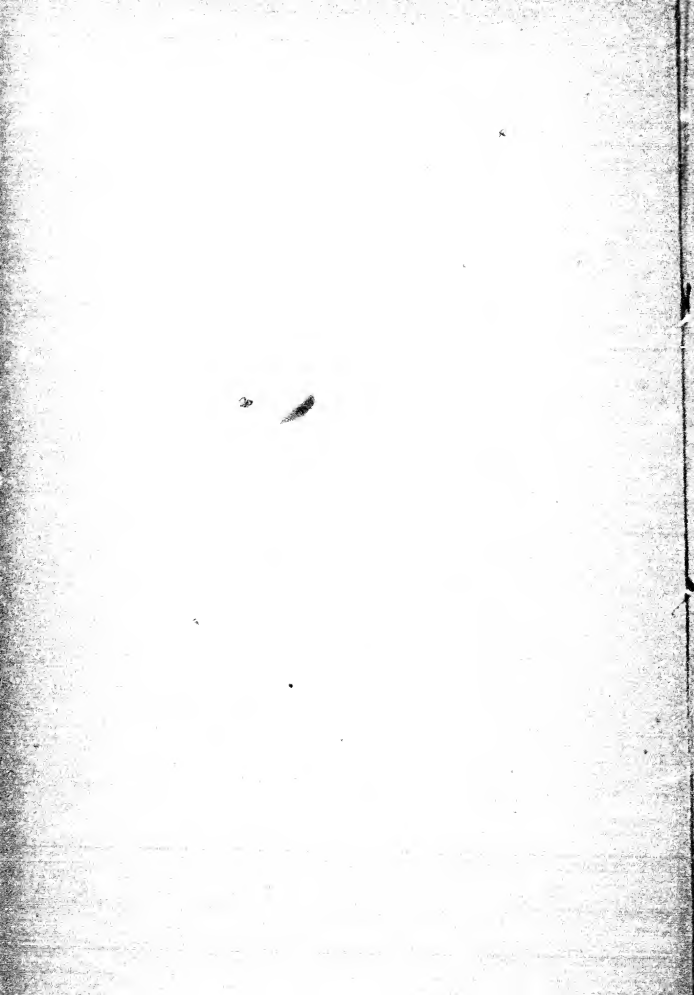
C'était la mère d'une des victimes de l'Acquittée, qui s'effondrait, en proie à une violente crise de larmes...

On s'empressa autour d'elle...

A ce moment, un homme, juché sur un banc, cria à voix haute :

— *Elle recommencera !... »*

Cette voix, c'était celle de M. Alexandre, le père d'une des petites filles qui avaient succombé entre les mains tragiques de l'ogresse...



II

LES RESPONSABILITÉS

Ainsi donc, inculpée du meurtre de trois enfants et de tentative de meurtre sur un quatrième, Jeanne Weber fut acquittée par la cour d'assises de la Seine, sur l'affirmation formelle du professeur Thoinot, médecin légiste, que la mort des enfants paraissait naturelle et que les constatations faites par lui sur Maurice Weber étaient négatives.

Qu'allait devenir l'ogresse ? On se le demandait avec angoisse, dans les milieux où l'on avait écouté, le cœur étreint par la compassion, les plaintes émouvantes des mères des petites mortes...

L'ogresse, d'abord, rentra chez elle, se fit interviewer, et photographier, joua son rôle d'innocente persécutée avec une assurance inouïe.

Puis silence...

Quinze jours se passent ; et l'on apprend que Jeanne Weber, montrée au doigt, dans son quartier, délaissée par son mari, lasse

de l'existence, s'est jetée dans la Seine : on a pu la repêcher à temps... Et voici l'ogresse presque sympathique, puisqu'elle est malheureuse...

Des gens inconnus s'adressent à elle, lui offrent de la recueillir.

Elle disparaît.

..

Le 16 avril 1907, l'enfant d'un nommé Bavouzet, qui habite à Villedieu, près de Châteauroux, tombe malade brusquement : il succombe à huit heures du matin. Comme on se demandait avec inquiétude dans le village si l'enfant n'était pas mort de la variole, le docteur Audiat, commis pour élucider ce point spécial, examina superficiellement le cadavre, constata que l'enfant n'était pas atteint d'une maladie contagieuse, s'étonna de quelques signes bizarres autour de son cou, mais comme nul ne formulait de soupçons contre lui, et qu'il n'avait pas d'autre mandat que de rassurer la population qui craignait une épidémie de variole, il signa le permis d'inhumer.

Or, voici que le 19 avril se présente à la gendarmerie de Villedieu la fille aînée de Bavouzet, Germaine, une pauvre infirme défigurée par un bec de lièvre, qui vient de lire dans un vieux numéro du *Petit Parisien*, lequel traînait dans la maison, l'histoire de

Jeanne Moulinet, femme Weber, accusée, en 1906, d'avoir étranglé trois de ses nièces et d'avoir cherché à étrangler un de ses neveux.

Germaine Bavouzet déclare que c'est cette femme Weber qui est chez son père, qu'elle a étranglé son frère et qu'elle a peur d'être étranglée à son tour.

L'affaire change de physionomie. Un juge d'instruction, M. Belleau, est commis; et une exhumation du cadavre du petit Bavouzet est ordonnée.

L'autopsie judiciaire, pratiquée par les docteurs Bruneau, ancien interne des hôpitaux de Paris et Audiat, de Châteauroux, démontra la présence de traces manifestes de violences autour du cou. Jeanne Weber est aussitôt arrêtée et écrouée; le juge lui demande si elle choisit un avocat; elle répond qu'elle acceptera celui qu'on voudra bien lui donner; le bâtonnier désigne un avocat d'office; mais Jeanne Weber vient de se raviser, elle écrit à M. Henri Robert qui l'a déjà défendue devant les Assises de la Seine, et lui demande de bien vouloir l'assister à nouveau; celui-ci accepte et immédiatement réclame l'adjonction aux experts de Châteauroux des docteurs Thoinot et Socquet; il demande en outre, dès qu'il voit le juge, une nouvelle autopsie. Celle-ci n'est pas refusée par M. Belleau mais ajournée jusqu'à ce que l'autorité su-

périeure accepte de couvrir les frais nécessités par une seconde exhumation. Le juge agréé toutefois immédiatement et sans discussion l'intervention des docteurs Thoinot et Socquet et sitôt qu'il est autorisé par le Parquet à commettre comme experts ces deux médecins de Paris, il leur soumet le rapport des docteurs Bruneau et Audiat ; les experts parisiens s'adjoignent volontairement le professeur Lacassagne, de Lyon.

Tous trois concluent qu'on ne trouve pas dans la description des experts de Châteauroux la preuve d'une action criminelle et tous trois malmenent assez durement les « experts de province » dont ils proclament hautement l'incompétence absolue.

Les D^r Bruneau et Audiat répondent à ce rapport, et maintiennent leurs conclusions.

MM. Thoinot et Socquet expriment alors le désir de procéder à une seconde autopsie.

Le juge Belleau défère à ce désir, mais décide qu'un cinquième expert sera adjoint aux quatre docteurs, et il commet, à cet effet, le D^r Témoin, de Bourges.

L'autopsie est pratiquée au cimetière de Villedieu, le 27 juillet, à 9 heures du matin : M. Témoin, au dernier moment, a fait connaître qu'il ne pouvait venir.

MM. Thoinot et Socquet procèdent à l'autopsie : ils prélèvent des lambeaux de chair sur le cadavre, et s'en vont, sans faire

connaître à leurs collègues, les D^r Audiat et Bruneau, leur sentiment.

Le 6 août, ils expédient au juge leur rapport, qui attribue le décès du jeune Bavouzet à une fièvre typhoïde ambulatoire.

Les D^r Audiat et Bruneau maintiennent une fois de plus leurs premières conclusions. C'est le conflit.

C'est à ce moment que, sur l'insistance d'un de ses amis, le D^r Guesdron, de Buzançais, le D^r Doyen s'est trouvé en rapport avec les D^r Bruneau et Audiat qui lui ont demandé son appréciation personnelle sur la teneur de leur rapport.

MM. Bruneau et Audiat sont venus lui apporter le texte original de leur rapport médico-légal et lui ont communiqué toutes les pièces qu'ils possédaient sur cette affaire.

De l'examen de ces pièces résultait d'une manière indiscutable que la mort du petit Bavouzet avait été déterminée par la strangulation.

Cependant, en présence des deux rapports contradictoires des D^r Thoinot et Socquet, Bruneau et Audiat, le juge Belleau était perplexe.

Trois nouveaux experts, les D^r Brissaud, Lande et Mairet, sont nommés. Leurs conclusions ne pouvaient pas être défavorables au professeur Thoinot, au D^r Socquet et au

professeur Lacassagne, *leurs collègues officiels*. Les experts de Châteauroux eurent beau défendre leurs premières conclusions, ils devaient succomber.

Le juge d'instruction de Châteauroux, M. Belleau, qui était, comme les docteurs Bruneau et Audiat, tout à fait convaincu de la culpabilité de l'ogresse, fut la butte à toutes les injures et à toutes les vexations. Il ne fut question de rien moins que de demander en haut lieu sa disgrâce.

Une campagne de presse fut organisée dans ce but. La mise en liberté de l'ogresse fut réclamée à cor et à cris par des journalistes et même par des hommes politiques. La ligue des Droits de l'homme protesta contre la détention de « la malheureuse femme ».

La mise en liberté de la Weber, exigée par ses puissants défenseurs, paraissait inconcevable à tous ceux qui avaient étudié son cas avec impartialité. « Ils veulent en faire étrangler un autre » fut la conclusion unanime et, personnellement, le Dr Doyen, à plusieurs reprises, discuta le crime de Villedieu devant de nombreux confrères.

Il leur signala les particularités de l'autopsie, qui ne permettaient pas d'admettre une mort naturelle et il leur démontra comment la Weber s'y était prise pour étrangler le jeune Bavouzet.

Cependant M^r Robert triomphait et avec lui le professeur Thoinot et le professeur Lacassagne.

La Société de médecine légale fut saisie le 13 janvier 1908, par M^r Robert lui-même, du cas de Jeanne Weber et elle fut priée de conclure à l'indignité de ces « petits Experts de province » qui avaient failli, par leur inexpérience, faire condamner une innocente.

Le 21 janvier 1908, les professeurs Thoinot et Lacassagne soumettaient à l'Académie de médecine la question de l'expertise en matière criminelle et l'Académie adoptait à l'unanimité, le 28 janvier 1908, le vœu suivant « que des dispositions soient introduites au plus tôt dans la législation pour donner toute garantie de la compétence des experts au criminel et toutes garanties au corps médical dans les questions de responsabilité médicale ».

En mai 1908 (on voit que ces messieurs ne perdaient pas de temps pour écraser de leur omniscience et de leur toute puissance les pauvres experts de province le professeur Lacassagne faisait publier dans son journal, les *Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale*, les déclarations de M^r Robert à la Société de médecine légale contre les experts de Châteauroux et les pièces du litige, le tout à la plus grande

gloire de sa modeste personne et de son collègue Thoinot.

Cette publication sensationnelle venait à peine de paraître que, le 9 mai, Jeanne Weber étranglait, à Commercy, le petit Poirot !

C'était fatal...

La femme Weber n'avait pas pu résister longtemps à ses instincts criminels et ce nouveau forfait était prévu par tous ceux qui la savaient coupable.

La Weber, cette fois, est prise sur le fait. Les constatations des experts sont formelles. Le petit Marcel Poirot a été étranglé par l'ogresse et cette criminelle endurcie était déjà occupée à faire disparaître les traces de son forfait lorsqu'elle a été surprise.

La Weber a fait preuve cette fois encore d'une présence d'esprit extraordinaire. C'est une femme de tête et qui semble se complaire à déjouer la justice.

Mais ses dénégations sont inutiles : sa ténacité et sa présence d'esprit ne servent qu'à bien préciser son entière responsabilité.

La Weber est coupable et ses mensonges ne la feront pas échapper au châtiment que réclament pour elle toutes les mères de France. Mais n'y a-t-il pas des responsabilités à établir ?

Jeanne Weber vient-elle de tuer le petit Marcel Poirot parce qu'elle a subi durant de longs mois d'emprisonnement la suggestion du crime? A-t-elle étranglé cet enfant inconsciemment, reproduisant dans un accès de délire la scène des crimes dont on l'avait jadis accusée? Ou bien en étouffant une nouvelle victime n'a-t-elle fait qu'user, selon son horrible passion, de la liberté qu'elle doit aux personnages puissants qui l'arrachèrent à la justice?

Si la première hypothèse était vraie, on pourrait rendre moralement responsables du dernier crime les docteurs qui ont conclu à l'assassinat des enfants Weber, le juge d'instruction de Châteauroux, M. Belleau et les docteurs Audiat et Bruneau, sur l'instance desquels l'ogresse fut si longtemps maintenue sous les verroux.

Si nous prouvons au contraire que les accusateurs ont dit la vérité, si nous prouvons que les premiers crimes étaient irréfutables, si nous prouvons que le crime de Châteauroux était évident et que Jeanne Weber n'a dû son salut qu'aux dépositions des médecins légistes officiels, ce seront ces derniers qui, aux yeux de l'opinion publique, porteront peut-être la responsabilité des derniers crimes de l'ogresse.

Il s'agit donc d'étudier, de fixer l'attitude de tous les experts qui ont été commis

dans les affaires de Châteauroux et de Paris.

Nous allons poursuivre cette tâche en analysant scrupuleusement les faits, en discutant point par point les pièces des affaires de Paris et de Châteauroux.

Nous soumettons ces documents au bon sens du lecteur et nous le prions de les lire avec toute l'attention qu'ils méritent.

III

LE PREMIER PROCÈS

M. Thoinot, dans un ouvrage intitulé : *L'Affaire Jeanne Weber*, publié dans les *Annales d'hygiène et de médecine légale*, en mars 1906, et signé P. Brouardel et L. Thoinot, a fait une véritable plaidoirie pour Jeanne Weber ; écoutons-le plutôt ; aussi bien apporte-t-il, dans notre discussion, une contribution précieuse de documents :

« Le 5 avril 1905, la dame Charles Weber amenait dans l'après-midi, à l'hôpital Bretonneau, son enfant Maurice, âgé de dix mois, en proie à une crise grave de suffocation. L'interne de service, qui examina l'enfant quelques moments après, remarqua au cou un sillon qui lui fit soupçonner une tentative de strangulation. La dame Charles Weber avait déjeuné chez sa belle-sœur, Jeanne Weber, avec sa belle-sœur Pierre Weber. Après le déjeuner, elle s'était, ainsi que la dame Pierre Weber, absentée quelques minutes, laissant le petit Maurice en fort bonne santé à la garde de

Jeanne Weber. Quand elle revint, l'enfant suffoquait.

Plainte fut portée par la dame Charles Weber contre sa belle-sœur, Jeanne Weber, et l'un de nous, le Dr Thoinot, fut commis à l'examen du jeune Maurice Weber.

Ce « l'un de nous » montre que le professeur Brouardel ne fut pour rien dans cet examen dont on connaît les conséquences. Il ne fut pour rien non plus dans les autopsies des quatre victimes de Jeanne Weber, ainsi qu'on va le voir plus loin.

M. Thoinot poursuit, en effet, en ces termes, son histoire de la première affaire Weber :

Soupçonnée d'avoir voulu étrangler Maurice Weber, la femme Jeanne Weber fut bientôt chargée de quatre morts brusques, singulières dans leur rapide succession, survenues du 2 mars 1905 au 29 mars 1905 dans sa famille: les morts des enfants Georgette et Suzanne Weber, filles de son beau-frère, Pierre Weber; la mort de Germaine Weber, fille de son beau-frère, Léon Weber, et enfin la mort de Marcel Weber, son propre fils.

L'exhumation des quatre cadavres fut ordonnée, et le Dr Thoinot fut chargé de procéder aux quatre autopsies; une instruction d'ensemble fut ouverte en même temps contre la femme Jeanne Weber.

Cette instruction terminée, M. le juge d'instruction demanda à M. le Dr Thoinot de lui faire connaître, dans un rapport général,

quelle valeur avaient, au point de vue médico-légal, les accusations de meurtre et tentative de meurtre par strangulation et suffocation pesant sur la dame Weber. M. le juge d'instruction s'était aussi préoccupé de savoir si Jeanne Weber n'était pas étrangère à la mort d'une enfant, Lucie Alexandre, morte plusieurs années auparavant, et l'expert eut à examiner aussi ce cas. En même temps, M. le juge d'instruction demandait à MM. les Dr Dupré et Vallon d'examiner l'état mental de la dame Weber.

M. le juge d'instruction ayant, dans un complément d'instruction, recueilli la déposition de M. le Dr Sevestre, chef du service dans lequel le jeune Maurice avait été amené à l'hôpital Bretonneau, et quelques autres dépositions accessoires, M. Thoinot fut requis de donner un avis complémentaire sur la valeur médicale de ces dépositions, en tant que charges contre la dame Weber.

La dame Weber fut traduite devant les assises de la Seine, inculpée de meurtre sur Georgette, Suzanne et Germaine Weber et de tentative de meurtre sur Maurice Weber. L'accusation abandonnait les cas de Marcel Weber et de Lucie Alexandre. L'affaire devait venir à la session de décembre 1905. Mais M. le président des assises estima qu'il y avait lieu de provoquer une nouvelle consultation médico-légale sur l'état mental de l'accusée et demanda cette consultation à MM. Joffroy, Dubuisson et Ségla. Enfin, M. le président des assises de la seconde quinzaine de janvier provoqua, d'accord avec M. l'avocat général, une consultation médico-légale qu'il demanda à MM. Brouardel, Descoust et Thoinot.

Jeanne Weber comparut aux assises les 29 et 30 janvier 1906. Les dépositions des témoins, — que résume l'acte d'accusation ci-dessous, — faisaient peser sur elle des charges écrasantes; mais l'expertise medico-légale déclarait que rien n'établissait qu'elle eût suffoqué ou étranglé Georgette, Suzanne et Germaine Weber, et que la tentative de strangulation sur Maurice Weber n'était pas mieux fondée au point de vue médical. Les examens mentaux faits sur Jeanne Weber établissaient, d'autre part, qu'elle était saine d'esprit, et qu'aucun trouble cérébral ne pouvait rendre compte des actes criminels qui lui étaient reprochés, et auxquels l'accusation ne trouvait aucun mobile.

Cette contradiction si marquée entre les faits apparents et les données medico-légales fournies par les experts ne laissa pas que de frapper vivement tous les magistrats qui connurent de l'affaire, depuis M. le juge d'instruction Leydet, qui, dans son remarquable résumé de l'affaire, avait montré les doutes qui le préoccupaient, jusqu'à MM. Bertulus et Seligman, le premier, président des assises, le second, avocat général devant porter la parole dans l'affaire; et le procès se présentait ainsi avec une allure mystérieuse toute particulière.

Les débats publics firent la lumière. Les singulières contradictions ou erreurs des témoins déposant à la barre avaient déjà vivement impressionné le jury, la cour et le ministère public, et notre déposition n'eut pas de peine à emporter la conviction de tous en faveur de l'accusée. M. l'avocat général Seligman, en quelques paroles fort élevées, aban-

donna l'accusation et proclama l'innocence de Jeanne Weber.

Nous avons pensé que l'affaire Jeanne Weber méritait d'être connue dans tous ses détails médicaux. Tous les experts qui y ont pris part ont la conviction d'avoir rempli leur mission en toute conscience, en tout honneur. Elle servirait, s'il en était encore besoin, à détruire la légende qu'il existe des experts de l'accusation, alors qu'il n'existe aujourd'hui que des experts aussi peu préoccupés des intérêts de l'accusation que de ceux de la défense, et soucieux seulement de dire ce qu'ils croient être la vérité médicale dans les faits qu'ils ont à apprécier. »

Ainsi donc, nos lecteurs le voient, le professeur Thoinot se fait gloire, dans ce préambule, de sa perspicacité. La médecine légale a triomphé. Tout était contre l'accusée, *« les dépositions des témoins faisaient peser sur elle des charges écrasantes, mais l'expertise médico-légale éclairait que rien n'établissait qu'elle eût suffoqué ou étranglé les enfants... »*

« ... Les examens mentaux établissaient, d'autre part, qu'elle était saine d'esprit et qu'aucun trouble cérébral ne pouvait expliquer les actes criminels qui lui étaient reprochés et auxquels l'accusation ne trouvait aucun mobile. »

Ces lignes méritaient d'être soulignées. Elles montrent quelle importance peut avoir

l'intervention médico-légale dans certaines affaires criminelles et comment, devant une affirmation catégorique des experts, peuvent s'effondrer les dépositions de témoins oculaires et la conviction des magistrats.

Quels sont les faits qui étaient reprochés à Jeanne Weber ?

L'acte d'accusation, dressé par M. Leydet, les énumère en détail :

PIÈCE N° 1. — *Acte d'accusation contre Jeanne Weber.*

Le procureur général près la cour d'appel de Paris expose que, par arrêté du 25 septembre 1905, la chambre d'accusation de ladite cour a renvoyé devant la cour d'assises de la Seine, pour y être jugée conformément à la loi, la nommée femme Weber, née Jeanne-Marie Moulinet, à Kérily, arrondissement de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), demeurant à Paris, 1 bis, rue de la Goutte-d'Or; détenue.

Déclare le procureur général que des pièces et de l'instruction résultent les faits suivants :

L'accusée, Jeanne Moulinet, a épousé Jean Weber en 1893 ; de leur mariage étaient issus trois enfants qui sont morts successivement : l'un à l'âge de 2 mois, un autre à 2 ans, et le troisième à l'âge de 7 ans, à une date toute récente.

Jean Weber a plusieurs frères : Pierre Weber, Charles Weber et Léon Weber, qui tous trois sont mariés et ont des enfants : or, en 1905, dans un espace de quelques semaines, trois

enfants sont morts dans ces familles ; un quatrième a failli mourir au milieu de circonstances qui paraissent engager gravement la responsabilité de la femme Jeanne Weber.

Le 2 mars 1905, l'accusée gardait les enfants de la dame Pierre Weber, sa belle-sœur, tandis que celle-ci était au lavoir. Ces enfants semblaient être en pleine santé. Tout à coup, une voisine entend appeler au secours : elle se précipite et trouve la petite Georgette Weber, âgée de 18 mois, qui était étendue sur le lit : l'enfant haletait, la langue sortait un peu de la bouche, avec de la mousse au coin des lèvres : enfin les yeux étaient hors de l'orbite. Jeanne Weber, qui était seule avec l'enfant, se trouvait près du lit, et une de ses mains était passée sous le vêtement de la petite fille. Sur l'observation de la voisine, que cette enfant étouffait, elle la prit sur ses genoux, mais sans retirer sa main ; c'était, disait-elle, pour s'assurer si le cœur battait toujours. La mère avertie fit les mêmes constatations que la voisine et s'empara de l'enfant, qui aussitôt parut respirer. Rassurée, elle eut l'imprudence de se retirer, laissant encore une fois la petite Germaine seule avec sa belle-sœur. Trois quarts d'heure après, la dame Pierre Weber était prévenue que sa petite fille était morte. La demoiselle Pouche, qui examina le corps, le père lui-même, le sieur Pierre Weber, disent que l'enfant avait le cou violacé ; cependant l'attention du médecin de l'état civil ne fut pas attirée sur cette circonstance, et l'inhumation eut lieu.

Georgette Weber était morte le 2 mars 1905 ; neuf jours après, sa petite sœur, Suzanne, âgée de 3½ mois, succombait à son tour dans

des circonstances presque identiques. Le 11 mars, les époux Pierre Weber allèrent à leur travail, confiant leur fille à l'accusée. L'enfant était gaie et paraissait être en parfaite santé; elle avait cependant bu le matin en cachette un peu de sirop d'éther, mais elle ne semblait pas s'en ressentir. Une demi-heure après, averti que sa fille était malade, Pierre Weber rentrait précipitamment et trouvait l'enfant, la figure violacée, les membres contractés, les dents serrées; il crut à une indigestion causée par le sirop d'éther et lui fit prendre un vomitif pour la dégager. Il retourna à son ouvrage, mais on vint le chercher peu après : l'enfant allait plus mal, elle râlait, et, dès son arrivée, elle expira entre ses bras.

La dame Charles Weber, qui vint le lendemain, remarqua que le visage de l'enfant était noir avec des pointillés sanguins. Elle écarta, malgré l'opposition de l'accusée, la cravate qui enveloppait le cou et remarqua un sillon noir très marqué, de la largeur d'un doigt. La demoiselle Pouche fit des observations analogues. Ce second décès, survenant neuf jours après le premier, dans la même famille et dans des circonstances tout à fait semblables, parut suspect et le permis d'inhumation ne fut pas délivré. Le Commissaire de police fit une enquête, et le corps fut examiné par un médecin spécialement commis à cet effet. Mais celui-ci conclut que la mort avait été probablement déterminée par des convulsions. Les parents ont prétendu depuis que l'examen du médecin avait été hâtif et qu'il n'avait pas visité le cou, Jeanne Weber ayant eu soin de l'envelopper d'un foulard.

Les époux Léon Weber connaissaient fort

peu la femme de leur frère Jean. Ils furent donc assez surpris quand l'accusée les avisa qu'elle viendrait déjeuner chez eux le 25 mars. Elle se présenta, en effet, dans la matinée dudit jour, et la dame Léon Weber, ayant eu besoin de descendre quelques instants, lui confia la garde de sa fille, Germaine, âgée de sept mois. L'absence de la mère ne dura guère que 20 minutes ; mais, pendant ce temps, la grand'mère de l'enfant, dame Rigoleur, qui habite l'étage inférieur, entendit sa petite-fille pousser des cris perçants. Elle monta, prit l'enfant entre ses bras, et remarqua qu'elle respirait avec peine, que les yeux semblaient lui sortir de la tête et qu'elle avait la face toute congestionnée. Dans les bras de sa grand'mère, la petite fille reprit peu à peu son calme : ses cris de terreur et de douleur cessèrent. Les grands-parents la gardèrent auprès d'eux jusqu'à midi et demi et la remirent à la mère lorsqu'ils partirent à leur travail.

Dans l'après-midi du même jour, la dame Léon Weber étant avec sa belle-sœur, celle-ci, à deux reprises, trouva moyen de l'éloigner sous des prétextes futiles. Lorsque, pour la seconde fois, elle rentra, Jeanne Weber se tenait en face du lit, sur lequel la petite Germaine était étendue ; elle paraissait suffoquer et ses yeux étaient révoltés. La grand'mère, survenant peu après, trouva la petite fille sur les genoux de Jeanne Weber, haletante, inerte, les yeux clos. Enfin une voisine remarqua que Jeanne Weber exerçait sur le corps de l'enfant des pressions de main à la hauteur de la poitrine. Elle refusa de se dessaisir du petit être et fit tous ses efforts pour écarter les témoins de la scène. Le Dr Labelle survint à ce mo-

ment; la crise que venait de subir l'enfant lui parut d'autant plus inexplicable qu'il ne relevait aucune trace de convulsions; mais il remarqua des deux côtés du cou une tache rougeâtre qui semblait être une ecchymose au premier degré.

Le lendemain 26 mars, le Dr Labelle revit l'enfant à une heure de l'après-midi; elle était en parfait état. Jeanne Weber revint; elle écarta successivement son mari et son beau-frère, puis les enfants, et, quand elle se vit seule avec la mère de la petite fille, la pria d'aller lui chercher un peu de fromage. Lorsque la dame Léon Weber remonta quelques instants après, Germaine était à demi enfouie sous ses couvertures, immobile et les yeux révulsés. Ses grands-parents et une voisine qui survinrent trouvèrent Jeanne Weber penchée sur l'enfant et ayant la main sous ses vêtements. Ils eurent de la peine à l'écarter pour pouvoir donner de l'air à Germaine et la frictionner. Tous se dispersèrent pour aller chercher ce qui était nécessaire, et Germaine resta seule une fois encore avec l'accusée. Un quart d'heure après, quand la dame Léon Weber rentra, l'enfant était morte.

L'enterrement de la petite Germaine eut lieu le 27 mars; le jeune Marcel Weber, âgé de sept ans, qui avait assisté à la toilette funèbre de l'enfant et à la cérémonie de l'enterrement, tomba le soir même gravement malade. Celui-là était le fils de l'accusée. Le lendemain, il mourait dans une suffocation. L'autopsie n'a pas permis de reconnaître les causes de cette mort; mais, comme le médecin, appelé dès la première heure, s'était cru en présence d'un cas de diphtérie, il n'existe aucun élément de

nature à infirmer le diagnostic et à démontrer l'existence d'un crime.

Jusqu'ici personne n'avait osé porter une accusation contre Jeanne Weber, dont l'attitude troublante éveillait seulement quelques inquiétudes. Mais, le 3 avril 1905, dix jours seulement après la mort de la petite Germaine, le jeune Maurice, âgé de dix mois, fils des époux Charles Weber, était atteint à son tour.

L'accusée avait prié ses deux belles-sœurs, la dame Pierre Weber et la dame Charles Weber, de venir ce jour-là déjeuner chez elle. Elles répondirent l'une et l'autre à son appel, la seconde portant dans ses bras son petit Maurice. Le déjeuner se passa sans incidents. Alors l'accusée pria successivement ses deux belles-sœurs d'aller lui faire quelques commissions, se chargeant de garder le petit Maurice. La dame Pierre Weber sortit la dernière; son absence ne dura que cinq minutes à peine. Lorsqu'elle rentra, l'enfant, qui, au moment de son départ, était bien portant et jouait dans l'appartement, se trouvait étendu sur un lit : il avait la face violacée, de l'écume aux lèvres, et il râlait. Elle fut épouvantée et appela au secours. La mère, qui rentra presque aussitôt, fit les mêmes remarques, et, prenant l'enfant dans ses bras, aperçut autour de son cou un sillon noir. Le Dr Mock, qui fut appelé, fit mettre l'enfant au sein et rédigea une ordonnance. L'enfant fut porté ensuite par sa mère à l'hôpital Bretonneau, où l'interne de service lui donna les premiers soins. Son avis, conforme à celui du Dr Sevestre, chef de service, qui examina l'enfant le lendemain matin, a été que le jeune Maurice Weber avait été l'objet d'une strangulation, et que le fait avait dû se produire dans

les quelques heures ayant précédé l'entrée de l'enfant à l'hôpital Bretonneau. En revanche, lorsque l'enfant fut examiné le 10 avril suivant par le Dr Thoinot, médecin commis pour l'expertise, toute trace au cou avait disparu.

Pour se soustraire aux conséquences de ces déclarations concordantes, l'accusée soutient avec énergie qu'elle n'est pas restée seule avec le petit Maurice: c'est avant le déjeuner, prétend-elle, que la dame Pierre Weber serait allée chez un pharmacien du voisinage pour chercher un médicament, mais le pharmacien lui-même confirme les déclarations contraires de la dame Pierre Weber, accablantes pour l'accusée. La visite de ce témoin eut lieu chez lui quelques minutes seulement avant le moment où elle revint lui dire qu'un enfant était très malade et lui demander l'adresse d'un médecin.

Ainsi, il est établi que le petit Maurice Weber a subi des phénomènes d'asphyxie consécutifs à une constriction du cou. Or, les symptômes observés chez cet enfant, qui a heureusement survécu, sont identiques à ceux constatés chez les trois autres victimes. De là il est aisé de conclure que celles-ci sont mortes des suites d'une suffocation, due, comme dans le cas précédent, à des pratiques criminelles. Cependant les conclusions du rapport de l'expert qui a procédé à l'autopsie des trois enfants, Georgette, Germaine et Suzanne Weber, aboutissent à une véritable négation: l'expert n'a pas déterminé de cause de mort violente; il est vrai qu'il n'a pas aperçu non plus les causes de la mort naturelle. L'analyse chimique des viscères n'a donné d'autre part aucun résultat. Mais, si l'expertise n'a abouti, suivant l'expres-

sion même du Dr Thoinot, qu'à un « échec scientifique » et ne donne aucun résultat certain au point de vue médical, elle laisse subsister les preuves qui ressortent de l'instruction même, et ces preuves forment un faisceau singulièrement concordant.

La femme Weber n'avait aucun antécédent médical. Son caractère, sa conduite habituelle, n'ont pas permis de mettre en lumière les motifs auxquelles elle aurait pu obéir. Elle a fait l'objet d'un examen au point de vue de la responsabilité et n'a paru atteinte d'aucune forme d'aliénation mentale. C'est une nerveuse cependant, et il est probable qu'au moment où les crimes ont été commis elle subissait un commencement de grossesse qui aurait abouti depuis à un avortement.

Elle n'a pas d'antécédents judiciaires.

En conséquence, Moulinet (Jeanne-Marie), femme Weber, est accusée :

1^o D'avoir, le 2 mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Georgette Weber ;

2^o D'avoir, le 11 mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Suzanne Weber ;

3^o D'avoir, le 26 mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Germaine Weber ;

4^o D'avoir, le 5 avril 1905, à Paris, commis une tentative d'homicide volontaire sur la personne de Maurice Weber, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Crimes prévus par les articles 2, 293, 304 du Code pénal.

On voit que l'acte d'accusation ne retient pas le meurtre de Marcel Weber, parce que le médecin appelé auprès de l'enfant s'était cru en présence d'un cas de diphtérie. Le magistrat pèse avec le plus grand soin les dépositions des témoins, d'une part, de l'autre les conclusions négatives des autopsies pratiquées par le professeur Thoinot et il conclut logiquement : « Si l'expertise n'a abouti, suivant l'expression même du D^r Thoinot, qu'à un « échec scientifique » et ne donne aucun résultat certain au point de vue médical, elle laisse subsister les preuves qui résultent de l'instruction même et ces preuves forment un faisceau singulièrement concordant... »

Nous sommes donc en présence de faits précis, qui doivent être divisés en deux groupes : les dépositions des témoins et les constatations médicales.

Les dépositions des témoins étaient formelles : Georgette, Suzanne, Germaine Weber et Marcel Weber étaient morts dans des circonstances identiques entre les mains de Jeanne Moulinet, femme Weber.

Maurice Weber n'avait dû son salut qu'au retour imprévu de sa mère, qui l'avait arraché suffoquant aux mains de sa tante.

L'instruction avait rassemblé des témoignages sinon irrécusables, du moins très troublants contre cette femme auprès de

laquelle cinq enfants avaient présenté des crises de suffocation chaque fois que les pauvres petits s'étaient trouvés seuls entre ses mains.

L'agonie des victimes de l'ogresse, d'après les déclarations des témoins, fut navrante.

Résumons les faits :

Le 2 mars 1905, Georgette Weber, âgée de dix-huit mois, est déjà à demi-morte entre les mains de la Weber ; la langue sort de la bouche, avec de la mousse au coin des lèvres, les yeux sortent des orbites. Jeanne Weber était seule avec l'enfant, une main placée sous les vêtements du pauvre bébé.

La mère s'empare du bébé et l'arrache des mains de la Weber. Aussitôt Georgette paraît se remettre. Rassurée la mère a l'imprudence de se retirer laissant l'enfant seule avec la Weber. Trois ou quatre heures après, Georgette était morte. Deux témoins constatent que le cou était violacé, mais comment oserait-on accuser la tante même de la pauvre fillette ?

Le 11 mars suivant, neuf jours après, les mêmes époux Pierre Weber confient à Jeanne Moulinet leur fille Suzanne, âgée de trente-quatre mois. L'enfant était gaie. Une demi-heure après, Pierre Weber trouve sa fille en danger, la figure violacée, les membres contractés. Il retourne à son ouvrage après avoir donné un vomitif. Il revient : l'enfant râlait ; elle expire entre ses

bras. La Weber fait la toilette de l'enfant et lui met autour du cou une large cravate. Deux témoins écartent la cravate malgré l'opposition de l'accusée et remarquent autour du cou un sillon noir de la largeur du doigt.

La mort, qui avait paru suspecte, fut attribuée, sans plus ample examen, à des convulsions.

Georgette et Suzanne étaient les enfants de Pierre Weber.

Le 25 mars, Jeanne Weber s'invite à déjeuner chez un autre beau-frère, Léon Weber. Mme Léon Weber s'absente vingt minutes, confiant à Jeanne sa fille Germaine, âgée de sept mois. La grand'mère de l'enfant qui habitait une chambre à l'étage inférieur entend des cris perçants. Elle monte à la hâte et s'empare de la pauvre ; celle-ci respirait à peine ; les yeux lui sortaient de la tête et son visage était congestionné. La fillette se calme et revient à elle dans les bras de sa grand'mère. Dans l'après-midi, Jeanne éloigne à plusieurs reprises sa belle-sœur sous des prétextes futiles. A la première absence des personnes qui la gênent dans ses manœuvres criminelles, la mégère recommence à étouffer ce pauvre petit être. La mère et la grand'mère reviennent : l'enfant est au plus mal. Jeanne Weber refuse de se dessaisir d'elle, et une voisine remarque

qu'elle exerce des pressions sur le corps de Germaine, à la hauteur de la poitrine, au-dessous des vêtements.

Le Dr Labelle est appelé : il estime l'état de l'enfant inexplicable ; il n'y avait aucun signe de convulsions et le cou présentait des deux côtés une tache rougeâtre.

La petite martyre devait vivre quelques heures encore. Le lendemain seulement, elle fut prise de suffocations entre les mains de l'ogresse, qui était penchée sur elle et avait la main sous ses vêtements.

On n'écarte qu'avec peine Jeanne Weber ; on frictionne l'enfant qui retrouve ses sens.

Les témoins de cette scène sortent tous pour chercher du secours ; à leur retour l'enfant était morte. *Son agonie avait duré plus de trente heures.*

On enterre la pauvre petite le 27 mars. Jeanne Weber fait assister à la toilette funèbre de sa nièce et à l'enterrement, son propre fils Marcel Weber, âgé de sept ans, lequel tombe malade le soir même et meurt le lendemain dans une crise de suffocation.

Le médecin qui avait été appelé avait cru, après un examen très sommaire, qu'il s'agissait d'un cas de diphtérie. Jeanne Weber avait une telle assurance que personne n'avait, cette fois encore, osé la soupçonner.

Le 5 avril, Jeanne Weber invite à dé-

jeuner ses deux belles-sœurs, Mmes Pierre et Charles Weber. Celle-ci avait dans ses bras son fils Maurice, âgé de dix mois.

Jeanne était assez nerveuse; elle confia à ses belles-sœurs qu'elle avait besoin de leur appui :

« Il faut s'entraider, en famille, dit-elle. Je sais qu'on va exhumer Georgette, Suzanne et Germaine : le commissaire *me fait des misères*, défendez-moi. »

(Ce langage était d'autant plus singulier qu'on a su, depuis, qu'en effet, le commissaire de police Monentheil avait ouvert une enquête sur la mort des trois petites filles : il l'avait fait discrètement, sans en parler à personne : qui avait prévenu Jeanne ?)

Mmes Pierre et Charles Weber furent très étonnées par le langage de leur belle-sœur, mais n'en firent rien voir. On déjeuna.

Après le déjeuner, Jeanne Weber prie successivement ses deux belles-sœurs de lui faire des commissions. Mme Pierre Weber sort durant quelques minutes à peine; l'enfant, qui était bien portant et jouait à son départ, se trouvait à son retour étendu sur un lit, la face violacée, l'écume aux lèvres et il râlait. La mère, qui voit ainsi son enfant à l'agonie, remarque un sillon noir autour de son cou; épouvantée elle emporte

en courant, l'enfant à l'hôpital Bretonneau, où l'interne de garde, M. Saillant, et le D^r Sevestre remarquent eux aussi le sillon du cou et constatent les signes de suffocation.

On s'empresse autour du pauvre petit et le lendemain sa mère le ramène ; il est hors de danger.

Mais cette fois, Jeanne Weber était prise ; elle en avait trop fait : plainte fut portée par Mme Charles Weber contre sa belle-sœur.

De là le procès de 1906.

Nous arrivons aux constatations médicales :

Il n'a été fait de constatations immédiates que sur la petite Germaine et sur Maurice Weber.

Le D^r Labelle a examiné la petite Germaine à deux reprises, le 25 et le 26 mars. Il a constaté le 25 des signes de suffocation et des taches rougeâtres sur le cou.

Le 26, à une heure de l'après-midi, il a trouvé l'enfant en bon état. Jeanne Weber revint alors et l'enfant succomba entre ses mains.

La déposition du D^r Saillant, alors interne à l'hôpital Bretonneau, sur le cas de Maurice Weber, mérite d'être reproduite in-extenso, ainsi que la déposition du D^r Sevestre à l'instruction.

Voici ces deux dépositions :

PIÈCE N° 3. — *Déposition de M. Saillant, interne à l'hôpital Bretonneau.*

Déposition de M. Saillant, interne à l'hôpital Bretonneau, en date du 26 mai 1903.

Le mercredi 3 avril dernier, avant trois heures et demie, heure de la contre-visite et presque simultanément à cette contre-visite, le jeune Maurice Weber fut amené à l'hôpital Bretonneau par sa mère. L'enfant fut conduit immédiatement à la crèche, où je l'examinai. La face était violacée, et il existait au cou un sillon rougeâtre, plus accentué sur les côtés que sur l'avant, où il faisait, en quelque sorte, défaut. Ce sillon avait environ la largeur du petit doigt.

Le lendemain matin, j'ai vu à nouveau l'enfant : le sillon avait pris une teinte violacée, plus sombre ; et alors apparaissait, sur la face, un pointillé ecchymotique.

Dans la même matinée, au moment de la visite, le Dr Sevestre vit l'enfant et émit l'avis que nous nous trouvions en présence d'une tentative de strangulation.

Comme l'enfant n'était plus en danger, il sortit le jour même, etc.

La déposition de M. le Dr Sevestre est en date du 21 juillet 1903.

PIÈCE N° 7. — *Déposition de M. le Dr SEVESTRE à l'instruction.*

Le jeudi 6 avril dernier, en arrivant le matin dans mon service à l'hôpital Bretonneau vers 9 heures et demie, j'ai trouvé le jeune

Maurice Weber, entré la veille, en état d'asphyxie assez prononcée. La mère, qui était entrée la veille avec l'enfant qu'elle nourrissait au sein, a raconté que cette asphyxie avait apparu au cours d'une courte absence qu'elle avait faite chez sa belle-sœur, la veille.

L'enfant admis à l'hôpital le mercredi 5 avait été immédiatement soumis à un traitement sous la direction de mon interne M. Saillant. Les phénomènes d'asphyxie avaient progressivement disparu à la fin de la journée.

Le jeudi matin, en examinant l'enfant, je ne trouvai plus trace d'asphyxie, mais je constatai, *à la partie postérieure du cou*, c'est-à-dire au-dessous de la ligne des oreilles, une *ecchymose* linéaire peu foncée, mais cependant très appréciable. Cette ecchymose présentait la largeur de 3 à 4 millimètres; elle était un peu irrégulière et ne se retrouvait pas en avant sur la partie antérieure du cou. J'appelai l'attention de mon interne sur ce fait en lui disant de prendre une note sur les phénomènes constatés.

Le lendemain 7 avril, j'appris que la mère était partie la veille avec son enfant.

Il est possible que la trace observée par moi se soit atténuée peu à peu au point d'avoir disparu le lundi.

Il semble manifeste que l'ecchymose observée sur le cou de l'enfant soit le fait d'une constriction, mais je ne puis vous dire quelle est la cause de cette constriction.

Les constatations de trois médecins étaient donc en tous points conformes avec les dépositions des témoins oculaires. Cette concor-

dance des témoignages des personnes qui ont vu succomber les enfants avec les constatations des D^r Labelle, Saillant et Sevestre est frappante pour quiconque prend la peine de les rapprocher comme il convient :

Voici donc une femme qui perd à une date rapprochée deux de ses propres enfants, âgés l'un de deux mois, l'autre de deux ans.

Le 2 mars, le 11 mars et le 26 mars 1905, succombent entre ses mains ses trois nièces, Georgette, Suzanne et Germaine Weber ; le 28 mars de la même année, meurt dans des conditions mystérieuses son propre fils Marcel, âgé de sept ans ; le 5 avril suivant elle tente d'étrangler son autre neveu Maurice âgé de dix mois, et là, elle est prise sur le fait !

Les témoins ont constaté que les enfants qui ont succombé n'avaient de crises de suffocation que lorsqu'ils étaient seuls avec Jeanne Weber. Dès que les parents arrachaient des mains de l'ogresse les petites victimes, celles-ci revenaient à la vie. Mais Jeanne Weber savait écarter les témoins gênants et si elle a eu l'audace d'exercer devant eux, sous prétexte de s'assurer que « le cœur battait toujours », des pressions nouvelles sur le corps de ses victimes, elle ne les étreignait au cou que lorsqu'elle était seule, bien seule avec ces petits êtres incapables d'accuser et incapables de se défendre.

Toutes les présomptions étaient contre elle, comme le fait remarquer très judicieusement le magistrat dans son acte d'accusation. Bien plus, plusieurs témoins et plusieurs médecins avaient constaté autour du cou de Georgette, de Suzanne et Germaine Weber une teinte violacée et un sillon suspects.

Admirons l'habileté avec laquelle l'ogresse savait écarter les parents des enfants pour mieux perpétrer ses habiles forfaits, la présence d'esprit avec laquelle elle se hâtait de faire disparaître et de cacher la trace de ses manœuvres en entourant le cou des petites victimes d'une large cravate. Jeanne Weber est aussi remarquable *par sa science de la mort lente*, par sa science de ces manœuvres criminelles combinées, de ces pressions sur le cou, sur le thorax et l'abdomen des petits enfants, ces dernières lui permettant de poursuivre avec une audace incroyable, devant les personnes qui venaient au secours des petits êtres, devant la mère affolée, son œuvre de mort.

Tel était le résultat de l'instruction. Le magistrat en possession de ces témoignages s'adresse, conformément à la loi, aux médecins légistes. Il ordonne l'autopsie des petits cadavres et soumet à l'appréciation des experts assermentés les constatations des témoins et des médecins qui ont relevé sur

les enfants des traces de strangulation.

Nous assistons au second acte du drame et ce second acte n'est pas moins navrant que le premier.

Le professeur Brouardel étant à cette époque gravement atteint du mal qui devait bientôt l'emporter, la tâche délicate d'expert médico-légal fut confiée à son élève préféré, le Dr Thoinot, professeur agrégé de médecine légale à la Faculté de médecine et déjà désigné par le maître comme son successeur. Ces détails ne sont pas inutiles à signaler, pour expliquer comment le professeur agrégé Thoinot, ne voulant pas assumer à lui seul la lourde responsabilité de l'affaire Weber, a eu la précaution de faire approuver ses conclusions par son maître, Brouardel.

Il est donc bien déterminé dès à présent que le professeur Brouardel n'a pris aucune part aux autopsies des petites victimes, que le professeur Brouardel n'a jamais examiné le petit Maurice Weber. Le professeur Brouardel a simplement contresigné les rapports et les conclusions de son élève, le Dr Thoinot, et c'est à celui-ci seul qu'incombe la responsabilité de ses expertises.

Le Dr Thoinot est intervenu seul :

1° Pour l'examen du petit Maurice Weber
(Pièce n° 2. Examen de Maurice Weber.
Rapport du Dr Thoinot.)

2° Pour l'autopsie de Georgette, Suzanne et Germaine Weber. (Pièce n° 4. Rapport du D^r Thoinot.)

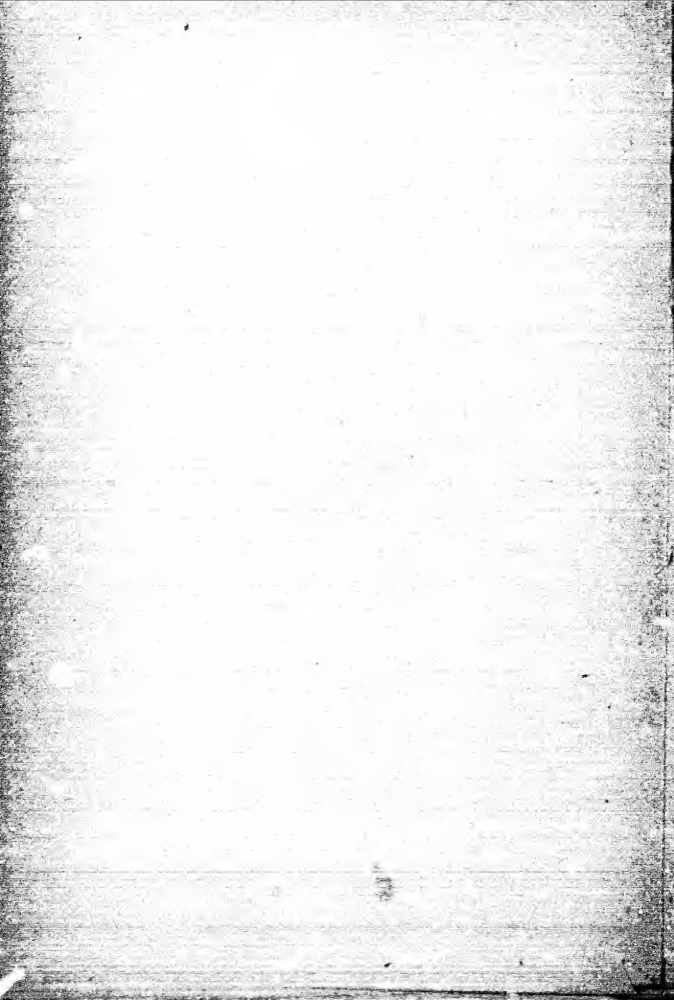
3° Pour l'autopsie de Marcel Weber. (Pièce n° 5. Rapport du D^r Thoinot.)

4° Pour un rapport sur les données médicales fournies par l'instruction et par les autopsies relativement à la mort des enfants Weber et Alexandre, et à la tentative de meurtre sur Maurice Weber. (Pièce n° 6. Rapport du D^r Thoinot.)

5° Pour une consultation sur les dépositions des D^{rs} Sevestre, Labelle et Frankel. (Pièce n° 8. Rapport du D^r Thoinot.)

Le professeur Brouardel n'est intervenu personnellement que dans un seul rapport (Pièce n° 9) pour appuyer les conclusions du D^r Thoinot. (Consultation médico-légale par MM. Brouardel, Descoust, Thoinot.)

En dehors de ces documents, il n'existe autre chose que des rapports sur l'état mental de Jeanne Weber, lesquels ont été rédigés par MM. Dupré et Vallon (Pièce n° 10) et par MM. Joffroy, Dubuisson et Ségla (Pièce n° 11). Ces points étant établis par la lecture du mémoire publié par le D^r Thoinot lui-même dans les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, il est bien évident, que la responsabilité de celui-ci est engagée et qu'il ne saurait éluder la discussion scientifique de ses propres arguments.



IV

LE PROFESSEUR THOINOT

Tout homme de science doit avoir une méthode. Nous allons suivre pas à pas le professeur Thoinot dans la discussion de la première affaire Weber, comme nous suivrons pas à pas la méthode du professeur Lacassagne et des autres experts qui ont donné leur avis dans la seconde affaire Jeanne Weber, celle de Châteauroux.

PIÈCE N° 2. — *Examen de Maurice WEBER. Rapport du Dr THOINOT.*

Je, soussigné, agrégé de la Faculté de médecine de Paris, médecin des hôpitaux, commis par ordonnance de M. J. Leydet, juge d'instruction, en date du 9 avril 1905, ainsi conçue :

« Nous, J. Leydet, juge d'instruction près le tribunal de première instance du département de la Seine.

« Vu la procédure commencée contre femme Weber, inculpée de violences et voies de faits sur le jeune Maurice Weber (tentative de strangulation en date du 5 avril) ;

heures et demie ; la face était congestionnée, violacée, et il existait au cou un *sillon* rougeâtre moins marqué en avant que sur les côtés. Le lendemain, le sillon avait pris une teinte violacée, et on constatait sur la face un pointillé ecchymotique bien net. L'enfant quitta alors le service.

M. le Dr Sevestre et son interne ont pensé qu'ils avaient bien sous les yeux les symptômes locaux d'une tentative de strangulation.

Pour nous, ainsi que nous le répétons, les circonstances ne nous ont permis de faire que des constatations directes tout à fait négatives.

Ce 17 avril 1905. 7

Voici le raisonnement de M. Thoinot.

Commémoratifs. — La mère raconte l'attentat dans tous ses détails et déclare que les traces locales de l'attentat se sont effacées graduellement pour disparaître le 9 avril.

État actuel. — Le 10 avril, M. Thoinot ne trouve plus aucune trace de l'attentat.

Pour faire la lumière et juger si la mère s'était trompée, M. Thoinot interrogea l'interne de service, qui confirma ses constatations et précisa les traces de strangulation.

« M. le Dr Sevestre et son interne, dit M. Thoinot, ont pensé qu'ils avaient bien sous les yeux les symptômes locaux d'une tentative de strangulation ». Or, la mère, l'interne M. Saillant et le Dr Sevestre ont examiné l'enfant le jour et le lendemain du crime, le 5 et 6 avril.

Le 10 avril, le Dr Thoinot conclut en ces termes : « Pour nous, ainsi que nous le répétons, les circonstances ne nous ont permis de faire que des constatations directes tout à fait négatives ».

M. Thoinot est illogique avec lui-même. Pour faire la lumière, nous dit-il, il interroge le Dr Sevestre, et non seulement lui, mais son interne, confirment la déposition de la mère.

Vous vous imaginez que le Dr Thoinot va prendre en considération les déclarations de ses collègues ? Pas du tout. *Il n'a rien vu lui-même, donc il n'y a rien eu de suspect.*

M. Sevestre s'est exprimé en ces termes : « Il semble manifeste que l'ecchymose observée sur le cou de l'enfant soit le fait d'une constriction, mais je ne puis dire les causes de cette constriction ». M. Thoinot de conclure :

PIÈCE N° 8. — *Consultation de M. le Dr THOINOT sur la déposition de M. le Dr SEVESTRE, etc.*

Monsieur le juge,

Ainsi qu'il a été convenu dans l'entretien que j'ai eu avec vous, jeudi 3 août, dans votre cabinet au sujet de l'affaire contre femme Weber, je viens vous donner mon avis sur les dépositions que vous m'avez communiquées.

Ces dépositions émanent de MM. les Drs Se-

vestre, médecin de l'hôpital Bretonneau, Label et L. Frankel, médecins de l'état civil.

M. le Dr Sevestre a vu le jeune Maurice Weber à Bretonneau : mais il me semble que sa déposition n'apporte pas grand éclaircissement dans la cause : *elle ne fait qu'y jeter au contraire un nouveau doute*. M. le Dr Sevestre, en effet, dit bien qu'il a observé un sillon chez l'enfant mais ce sillon, chose assez singulière, ne siégeait qu'à la nuque, au-dessous de la ligne des oreilles. Sans doute on peut observer dans la strangulation au lien, un pareil sillon si la partie antérieure du cou est protégée par quelque vêtement : mais il faut avouer que les cas exceptionnels en médecine légale n'ont toujours qu'une valeur discutable et ne permettent pas une affirmation bien nette.

Le Dr Sevestre a d'ailleurs apporté à sa déposition les restrictions nécessaires en disant qu'il lui avait bien paru se trouver en présence d'un sillon de constriction, mais qu'il ne pouvait préciser de quel genre de constriction il s'agissait.

Le Dr Labelle, lui, n'a rien vu : il a donné une ordonnance à distance et n'a vu qu'un cadavre. La mort lui a paru singulière, extraordinaire même ; mais ce n'est là qu'une opinion, une impression ; ce n'est pas une preuve médicale tirée de l'observation des faits.

Quant au Dr Frankel, il affirme bien avoir vu le cadavre que l'on prétendait qu'il n'avait pas découvert. Il n'a rien constaté de suspect, et, s'il a demandé une enquête, c'était plutôt par suspicion morale que par suite d'une constatation médicale précise imposant l'idée de mort violente.

Les trois témoignages ainsi recueillis n'ap-

portent donc à l'affaire aucune lumière décisive. Celui du Dr Sevestre même *tend à rendre fort douteuse la conviction que les dépositions précédentes avaient paru imposer de la violence exercée sur le jeune Maurice.*

Vous m'avez demandé en outre, monsieur le juge, si la suffocation à la main pouvait ne laisser aucune trace interne, aucune lésion viscérale. Oui, sans doute. Mais c'est là une exception, et il serait singulier que dans nos quatre autopsies nous eussions quatre fois rencontré une exception médico-légale.

Ce 4 août 1905.

M. Sevestre et M. Saillant ont-ils *oui ou non* constaté un sillon autour du cou de Maurice Weber le 5 avril ?

Oui, et d'une manière indiscutable.

Cette constatation est-elle en concordance avec les constatations de la mère et les symptômes observés ? *Oui, assurément.*

Et M. Thoinot rejette purement et simplement ces constatations qui n'ont pas été faites par lui.

Comment ose-t-il rejeter de pareille manière des constatations précises, faites par des médecins honorables, par des hommes indépendants, désintéressés et qui n'avaient aucune raison de témoigner qu'il y avait un sillon et qu'ils croyaient à la strangulation si telle n'avait pas été leur conviction intime ?

Le Dr Thoinot, non content d'imposer

au juge le résultat négatif de son examen trop tardif de Maurice Weber, insinue que l'enfant, qu'il n'a pas examiné le jour du crime, que cet enfant, qui a été recueilli à l'état d'asphyxie avec sillon de strangulation, par le Dr Saillant, a pu être pris « d'un accès vulgaire de suffocation, de spasme de la glotte, si fréquent chez les enfants de cet âge et trouvant justement sa cause provocatrice dans la bronchite actuellement encore constatable ».

N'est-ce pas une trouvaille que cette bronchite et ce spasme de la glotte, en dépit des constatations contraires faites par un interne des hôpitaux et par un médecin tel que M. Sevestre, qui était connu comme un de nos meilleurs cliniciens?

Passons aux autopsies des petites victimes. Ces autopsies sont décrites dans la pièce n° 4 : (*Autopsie de Georgette, Suzanne et Germaine Weber. Rapport de M. Thoinot.*)

L'autopsie est faite à la morgue, après la reconnaissance des enfants par les deux pères, Pierre et Léon Weber. Nous extrayons de ce rapport les passages suivants :

1^o Autopsie de Georgette Weber, décédée le 2 mars 1903.

Le cou, débarrassé des moisissures qui le couvraient, ne montre aucune empreinte de sillon encore saisissable.

Dans les muscles de la région du cou, nous ne voyons absolument aucune ecchymose, aucune suffusion sanguine.

Les carotides ouvertes sont intactes.

Rien dans la bouche, rien sur la langue.

Le squelette de l'os hyoïde, celui du larynx, sont absolument intacts.

Bref aucune trace d'une action traumatique sur le cou, du moins aucune trace actuellement constatable.

Les poumons ne présentent d'autres lésions que celles de l'hypostase cadavérique, surtout marquées aux parties inférieures. Le tissu reste encore souple dans les parties supérieures ; les organes ont leur forme parfaitement nette.

Il n'existe pas d'ecchymoses sous-pleurales.

Au hile du poumon gauche, nous trouvons un abcès ganglionnaire en voie de ramollissement, dont le pus fluide contient des bacilles de Koch : donc abcès tuberculeux. Cet abcès a la grosseur d'une noisette environ.

Au cœur, parfaitement intact et reconnaissable dans toutes ses parties, on ne note aucune lésion. Pas d'ecchymoses sous-péricardiques.

Ce rapport est donc négatif. M. Thoinot n'a rien découvert, sinon des bacilles de Koch dans un abcès ganglionnaire du lobe du poumon. M. Thoinot conclut à un abcès tuberculeux.

Cette constatation sur un cadavre en état de putréfaction, des bacilles de Koch dans un abcès en voie de ramollissement aurait mérité d'être appuyée de commentaires scientifiques.

La recherche du bacille tuberculeux dans le pus ganglionnaire est délicate, et le plus souvent, ce pus ne contient pas de bacilles susceptibles d'être mis en évidence par les méthodes classiques de coloration.

La tendance générale du rapport, de trouver à ces morts inexplicables une cause, quelle qu'elle fût, nous explique l'insistance du D^r Thoinot à mettre en relief des détails absolument secondaires et à leur donner une interprétation susceptible d'en imposer à des personnes incompetentes.

2^e Autopsie de Suzanne Weber, décédée le 11 mars 1905.

L'enfant est parfaitement reconnaissable.

La putréfaction viscérale, beaucoup moins avancée, a laissé aux divers organes leur forme et leur structure apparente, et ces organes peuvent utilement se prêter à des recherches anatomo-pathologiques macroscopiques.

Le cou, débarrassé des moisissures qui le couvrent, et lavé, ne montre à sa surface aucune lésion ou trace de lésion traumatique.

La dissection du cou dans sa profondeur montre, dans l'épaisseur du muscle sterno-cleido-mastoïdien gauche, une infiltration ecchymotique limitée, mais parfaitement nette. Comme cette infiltration n'existe que du côté gauche, qu'elle ne se retrouve sur aucun des autres muscles du cou, ni sur divers muscles des membres que nous avons explorés comme témoins, on peut penser avec raison qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène putréfactif, mais d'une lésion produite pendant la vie.

Les carotides sont intactes.

Pas de lésions traumatiques de la trachée, de l'os hyoïde, ni du larynx; langue et cavité buccale normales. Pas d'ecchymoses sous-pleurales.

Les poumons ne présentent d'autres lésions appréciables que des lésions putréfactives marquées surtout aux bases. Ailleurs le tissu paraît encore souple et sans lésions macroscopiques constatables.

Pas d'ecchymoses sous-péricardiques. Le cœur ne présente aucune altération macroscopique saisissable.

Voici un fait très grave : le cou ne présente aucune trace de lésions traumatiques superficielles, mais à la dissection le Dr Thoinot découvre dans le muscle sterno-mastoidien du côté gauche une infiltration ecchymotique limitée et très nette. « On peut penser avec raison, ajoute-t-il, qu'il s'agit d'une lésion produite pendant la vie. »

Nous avons vu qu'à l'examen superficiel du petit cadavre, M^{me} Charles Weber avait remarqué que le visage était noir avec un pointillé sanguin et que le cou présentait un sillon noir très marqué, de la largeur du doigt. M^{me} Pauche fit des constatations analogues et les témoins firent remarquer au juge que l'accusée s'était opposée avec la plus grande énergie à leur laisser soulever la cravate dont elle avait pris soin d'entourer le cou de sa victime.

Telle était la déposition de témoins oculaires. Vous pourriez penser que le médecin légiste va rapprocher de ces dépositions accablantes les constatations précises, indiscutables, qu'il vient de faire sur le petit cadavre ?

Allons donc ! Que lui importent ces dépositions, est-ce que cela peut être pris en considération ? Ces gens n'y connaissent rien. Lui seul, le médecin légiste, est capable de reconnaître un véritable sillon de strangulation. Il y a bien cette ecchymose, mais est-ce que cela prouve que l'enfant a été étranglée ? Et il signe son rapport, fier de sa perspicacité.

3^e Autopsie de Germaine Weber, décédée le 26 mars 1905.

Cette autopsie est absolument négative et le D^r Thoinot insiste, comme dans les autopsies de Georgette et de Suzanne Weber, sur l'absence de lésions traumatiques du cou, sur l'absence d'ecchymoses sous-pleurales et sous-péricardiques.

4^e *Résumé et discussion des causes de mort des enfants Georgette, Suzanne et Germaine Weber.*

En possession des résultats fournis par les autopsies, résultats que nous venons d'exposer, nous devons passer à la discussion des deux questions suivantes :

1° Les cadavres portent-ils des traces de mort violente, et tout particulièrement de mort par strangulation ou suffocation ?

2° Les cadavres portent-ils des lésions qui expliquent naturellement la mort ?

1° *Discussion de la possibilité de mort violente, et spécialement de la mort par strangulation ou suffocation.*

La strangulation à la main, et la strangulation au lien déterminent, à un degré plus ou moins accentué, un ensemble de lésions profondes *locales* telles que lésions du tissu sous-cutané et du tissu musculaire du larynx, des carotides, et de lésions viscérales *à distance* telles que lésions pulmonaires et cardiaques, auxquelles s'ajoutent les traces extérieures de la violence produite par la main ou le lien qui ont fait la strangulation. Les lésions locales superficielles et profondes, les lésions viscérales s'associent de façon variable, produisant ainsi des cas typiques ou des cas frustes ; mais, pour asseoir le diagnostic médico-légal de la strangulation, il faut au moins que plusieurs des éléments ci-dessus indiqués soient présents. Or, chez Germaine et Georgette Weber, nous ne trouvons absolument rien : ni lésions locales superficielles ou profondes, ni lésions à distance. Certes la putréfaction aurait pu modifier quelque peu le tableau des lésions, mais elle n'aurait pu les faire toutes disparaître : sur des cadavres à viscères aussi bien conservés que ceux de Germaine et Georgette Weber, nous aurions retrouvé le plus grand nombre des lésions locales ou à distance, si elles avaient existé. Nous pouvons donc dire que, médico-légalement, il est impossible de

présenter et de soutenir l'hypothèse que Germaine et Georgette Weber ont succombé à une mort violente par strangulation.

Chez Suzanne Weber, nous avons noté dans l'épaisseur du muscle sterno-cleido mastoïdien gauche une ecchymose bien nette, et qui nous paraît avoir été faite pendant la vie. C'est là une des lésions qu'on peut rencontrer dans le syndrome anatomique de la strangulation. Mais, vraiment, il serait plus qu'aventureux de conclure que Suzanne Weber a succombé à la strangulation sur la constatation de cette lésion tout isolée, et qui, dans l'espèce, est privée de toute signification.

La suffocation à la main, procédé d'asphyxie criminelle si voisin de la strangulation, n'est pas plus soutenable sur les résultats de notre autopsie que la strangulation à la main ou au lien.

Enfin l'absence de toute lésion traumatique externe ou interne sur les trois cadavres permet d'écarter l'hypothèse d'une mort violente traumatique chez les trois enfants.

2^e Recherche des causes naturelles de la mort.

L'examen, aussi minutieux qu'il pouvait se faire en l'espèce, ne nous a montré chez Suzanne et Germaine Weber aucune lésion viscérale pouvant expliquer la mort : méninges, cerveau, poumons, cœur, plèvres, foie, rate, reins, estomac, intestin, appendice, péritoine, thymus ont été trouvés macroscopiquement sains.

Nous savons bien qu'il est des morts de mécanisme naturel qui ne laissent guère de traces viscérales : tel le spasme glottique, si

fréquent chez les enfants. Nous savons aussi que des lésions aisément constatables sur le vivant, telles que des lésions pseudo-membraneuses diphtériques, peuvent disparaître sur le cadavre, et surtout à si longue distance du moment de la mort. C'est dire que Suzanne et Germaine Weber auraient pu succomber à un spasme glottique, à une diphtérie, sans que nous puissions en faire la preuve sur le vu des viscères.

D'autres hypothèses, tout aussi plausibles encore, de mort naturelle sans lésions viscérales, trouveraient encore leur place ici. Mais il est inutile d'insister : le seul fait médico-légal à dégager, c'est que Suzanne et Germaine Weber, si elles sont mortes naturellement, sont mortes d'une cause que nous ne pouvons préciser avec les moyens d'investigation dont nous disposons.

Chez Georgette Weber, nous avons trouvé une lésion bien nette : un abcès ganglionnaire tuberculeux du hile du poumon gauche. Était-ce là une lésion expliquant suffisamment la mort de l'enfant ? Cela n'est pas invraisemblable, mais cela est loin d'être démontré, et, pour Georgette, comme pour Suzanne et Germaine, nous pouvons dire que nous n'avons pas le secret anatomique de sa mort naturelle, si elle a succombé naturellement.

Nous aboutissons donc à une *véritable négation*, puisque, si nous rejetons la mort par *violence grossière*, telle que strangulation, suffocation, traumatisme, nous ne sommes pas non plus en état de préciser un mécanisme de mort naturelle. En l'espèce, pareille solution est fort regrettable.

Maintes fois, il est vrai, des enfants meurent

rapidement ou subitement, de façon imprévue en tout cas, — sans qu'il y ait le moindre soupçon de violence, — et l'autopsie ne montre aucune lésion qui puisse être valablement considérée comme expliquant la mort. Il n'y a qu'à passer outre dans ces cas et à enregistrer l'échec scientifique, qui montre le peu d'étendue de nos connaissances des causes de la mort naturelle.

Mais, dans l'espèce, il y a eu, à tort ou à raison, *hypothèse de mort non naturelle*. Ce n'est plus une mort isolée, dont nous ne trouvons pas l'explication : ce sont trois morts, quatre même, produites dans la même famille, à quelques jours l'une de l'autre.

Rester sur notre résultat négatif n'est pas possible. Une catégorie de recherches n'a pas encore été tentée, qui peut-être donnera la solution du problème, à savoir l'analyse chimique des viscères. Une mort violente, rapide, par empoisonnement, est possible. En tout cas, c'est une hypothèse capitale qu'il convient de résoudre catégoriquement par l'affirmative ou la négative. Par l'analyse chimique, s'achèvera le cycle des recherches scientifiques qu'impose la mort des enfants Weber, recherches qui n'ont pas trouvé leur couronnement dans nos seules opérations.

Conclusions :

1^o Nous n'avons pu arriver à déterminer les causes de la mort des enfants Weber. Si nous écartons, comme non justifiée par l'examen anatomique, l'hypothèse d'une mort violente par un procédé criminel grossier tel que strangulation à la main ou au lien, suffocation,

traumatisme, etc., nous n'avons pas d'autre part rencontré de lésions expliquant valablement et *naturellement* la mort.

2^e L'analyse chimique des viscères des trois enfants nous paraît s'imposer, étant donné, d'une part, l'échec de nos recherches anatomiques, de l'autre, les soupçons éveillés par la mort des enfants Weber.

Ce 17 avril 1905.

On remarquera la fragilité d'un tel raisonnement. Sur quoi M. Thoinot se base-t-il pour repousser toute tentative de strangulation, malgré les constatations de l'ecchymose au cou de Suzanne Weber, malgré les dépositions des témoins, malgré les constatations formelles de M. Saillant, interne des hôpitaux et du D^r Sevestre sur le jeune Maurice Weber?

Exclusivement sur l'absence de lésions locales ou de lésions à distance et surtout sur l'absence d'ecchymoses sous-pleurales et sous-péricardiques.

M. Thoinot avoue donc un « échec scientifique de nature à montrer le peu d'étendue de nos connaissances des causes de la mort naturelle ».

Mais il conclut formellement *contre toute hypothèse de mort violente*.

Que M. Thoinot n'ait pas découvert les causes de la mort des petites victimes, tel était son droit; que M. Thoinot ait ignoré que

les traces de violences extérieures autour du cou des jeunes enfants disparaissent très vite lorsque ces violences ont été très modérées, ce qui résultait cependant de toutes les dépositions enregistrées par le juge comme des déclarations de M. Saillant et du D^r Sevestre, peu nous importe. M. Thoinot, nous l'avons déjà dit, n'ajoute aucune créance à tout ce qui n'a pas été constaté par lui-même.

Il n'a confiance qu'en ses propres constatations. Acceptons un instant sa méthode et son raisonnement. Il n'a rien vu, il n'a rien découvert. Nous prétendons précisément qu'en présence de cette *négation complète*, l'expert ne pouvait affirmer qu'une chose, la *faillite de son expertise*. Mais il n'avait aucunement le droit de conclure « à la mort naturelle ».

Il déclare lui-même qu'il doit répondre à deux questions :

1° Les cadavres portent-ils des traces de mort violente et particulièrement de mort par strangulation et suffocation ?

2° Les cadavres portent-ils des lésions qui expliquent naturellement la mort ?

La lecture des résultats des autopsies lui imposait deux réponses brèves et précises à la fois.

Voici ces réponses telles qu'il aurait dû les faire à notre avis :

1° Le cadavre de Suzanne Weber présente au cou seul une ecchymose qui peut être attribuée à des violences exercées autour du cou pendant la vie.

L'examen des autres organes de Suzanne Weber sont absolument négatifs et les autres autopsies sont également négatives.

2° Les cadavres ne présentent aucune lésion susceptible d'expliquer la mort naturelle.

Si M. Thoinot s'était contenté de faire ces deux réponses, le doute eût subsisté et le procès aurait suivi son cours.

L'autopsie de Marcel Weber (n° 5) est également négative et le Dr Thoinot insiste encore sur l'absence d'ecchymoses sous-pleurales et sous-péricardiques. Nous reviendrons sur ce point à propos de l'autopsie du jeune Bavouzet.

Voici un extrait du rapport de M. Thoinot sur l'autopsie de Marcel Weber.

Les résultats de cette autopsie paraissent absolument calqués sur ceux de l'autopsie de Suzanne, Germaine et Georgette Weber.

L'autopsie exclut l'hypothèse d'une mort violente par un procédé criminel grossier tel que suffocation, strangulation à la main ou au lien.

D'autre part, elle n'établit aucun mécanisme précis de mort naturelle, les viscères ne présentant aucune lésion appréciable à l'examen microscopique.

Toutes les considérations que nous avons développées à propos de la mort des autres enfants Weber trouvent donc leur place ici, et ici encore nous *concluons* à la nécessité d'un examen chimique des viscères du cadavre (1).

Ce 17 avril 1905.

Notons que l'analyse chimique des viscères des quatre enfants n'a donné que des résultats négatifs ainsi que le constate l'annotation placée au bas de la pièce n° 5 (autopsie de Marcel Weber), par M. Thoinot :

Nous arrivons à la discussion de la pièce n° 6. Ce rapport mérite d'être publié *in-extenso* :

PIÈCE N° 6. — *Rapport sur les données médicales fournies par l'instruction et par les autopsies relativement à la mort des enfants WEBER et ALEXANDRE et à la tentative de meurtre sur Maurice WEBER, par le Dr THOINOT.*

Je, soussigné, agrégé de la Faculté de médecine de Paris, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, commis par une ordonnance de M. Leydet, en date du 21 juin 1905, à l'effet de procéder à l'examen d'ensemble sur les circonstances ayant accompagné la mort des jeunes Georgette, Suzanne, Germaine et Marcel Weber, enfin de Lucie Alexandre, ainsi que sur les circonstances qui ont précédé et

(1) L'analyse chimique des viscères des quatre enfants a été faite par M. Ogier. Elle n'a donné que des résultats négatifs.

accompagné la tentative de strangulation dont paraît avoir été l'objet le jeune Maurice Weber, le 5 avril dernier, et de relever, tant de l'instruction que des autopsies et examens médicaux auxquels il a été procédé, toutes données utiles pour éclairer la religion de M. le juge, en outre de provoquer, s'il est nécessaire, de nouvelles inculpations contre la femme Weber;

Serment préalablement prêté, ai procédé aux opérations prescrites, pris connaissance de toutes les pièces du dossier, et consigné dans le présent rapport mon avis motivé sur l'ensemble de l'affaire :

1^o *Faits relatifs au décès de Georgette Weber.* — Georgette Weber, née le 23 août 1903, est décédée le 2 mars 1905, à 6 heures du soir. Le diagnostic porté sur la fiche de l'état civil indique que l'enfant a succombé à des *convulsions*.

Nul médecin n'a vu l'enfant, nul n'a donné de soins ou pu porter un diagnostic pendant la vie, et ce que nous savons de la mort de l'enfant, nous le connaissons par les déclarations et témoignages de sa mère Blanche Weber, de l'inculpée Jeanne Weber et des femmes Pouche et Navet.

Après le déjeuner, la femme Blanche Weber part au lavoir; elle laisse sa fille à la garde de Jeanne Weber, sa belle-sœur. A quelque temps de là commence la scène qui se terminera rapidement par la mort de l'enfant. Trois personnes ont vu cette scène en partie : Blanche Weber, la femme Pouche, la femme Navet; leurs déclarations concordent : l'enfant suffoquait, les yeux révulsés, l'écume aux lèvres; elle est morte en un délai fort court.

A cette description, si sommaire soit-elle, l'idée vient immédiatement d'un spasme de la glotte (ou convulsions internes), affection pouvant survenir avec cette brusquerie et cet appareil symptomatique chez les jeunes enfants qu'elle surprend ainsi en pleine santé apparente.

Mais les assistants à la scène ont remarqué, ou cru remarquer, que la femme Jeanne Weber comprimait la poitrine de l'enfant avec la main qu'elle portait avec persistance sous les vêtements de l'enfant. Georgette eût donc succombé aux suites d'une suffocation par compression des parois de la poitrine.

Il est certain que la suffocation par compression *violente* de la poitrine existe; il y en a des exemples connus, par exemple compression dans les foules, compression par un éboulement de terre, etc. Mais peut-on comprimer la poitrine, même d'une enfant, *avec une seule main* au point d'étouffer cette enfant? Peut-on le faire sous les vêtements, c'est-à-dire dans une position assez peu favorable? La réponse nettement affirmative serait un peu aventureuse.

D'ailleurs, l'autopsie ne nous a laissé voir aucune lésion qui pût être rapportée à la suffocation par compression des parois de la poitrine. Bien que dans des cas nettement établis de suffocation l'autopsie puisse certainement rester muette, le résultat négatif de celle de Georgette Weber n'en pèse pas moins d'un poids certain contre l'hypothèse qu'on pourrait déduire des dépositions faites à l'enquête : il n'autorise pas en effet à admettre comme médico-légalement établie la mort par suffocation.

Il est, dans une des dépositions, celle de la

dame Pouche, fait allusion à des taches rouges constatées sur le cou après la mort. Cette constatation faite par une personne étrangère aux précisions des constats médicaux n'a aucune valeur.

Le drame de la mort de Georgette a pu d'autant mieux suggérer aux assistants l'idée d'un attentat criminel que l'enfant était en excellente santé apparente. En était-il réellement ainsi? L'autopsie dit non, puisqu'elle a montré un *abcès tuberculeux au hile du poumon*. Cet abcès, placé dans le voisinage des voies respiratoires, pouvait-il déterminer un spasme de la glotte? La chose n'est nullement invraisemblable (1).

En résumé donc, l'étude de tous les éléments de la cause conduit à dire que la mort violente de Georgette Weber n'est pas scientifiquement établie: et que la mort naturelle par convulsions internes est probable, encore qu'elle ne s'appuie sur aucune constatation scientifique absolument démonstrative.

2° *Faits relatifs au décès de Germaine Weber.* — Germaine Weber est née le 21 août 1904, elle est décédée le 26 mars 1905. Le diagnostic porté sur la fiche de l'état civil est *convulsions*.

La scène de la mort de l'enfant comprend

(1) L'opinion, que nous exprimions avec beaucoup de réserve, sur l'influence possible d'une lésion ganglionnaire du hile sur l'éclosion d'un spasme glottique mortel chez un enfant peut être exprimée, croyons-nous, de façon moins dubitative. Nous avons en effet retrouvé dans la *Clinique médicale de Trousseau* (t. II, p. 132, 2^e édit.), un enfant qui mourut sous les yeux même de Trousseau dans un accès de spasme glottique. A l'autopsie, il fut trouvé au hile des bronches un ganglion bronchique tuméfié et légèrement ramolli.

deux jours : le 25 et le 26 mars 1903, et voici comment on peut en synthétiser le récit d'après le témoignage de la grand'mère, la dame Rigoleur, qui a assisté à tous les épisodes.

Germaine relevait d'une pneumonie ou d'une broncho-pneumonie. Le 25 mars, vers 11 heures et demie du matin, l'enfant a un accès de suffocation : « Les yeux lui sortaient de la tête; elle avait la face toute congestionnée. »

L'enfant reprend son calme et, vers 2 heures de l'après-midi, nouvel accès : l'enfant était sur les genoux de la femme Jeanne Weber, hale-tante, les yeux clos et pour ainsi dire inerte.

La nuit est bonne et aussi la matinée du lendemain 26; l'après-midi s'annonce bien, mais à 4 heures et demie nouvel accès; la grand'mère trouve la petite Germaine dans sa voiture, « la tête rejetée en arrière, la face congestionnée, les yeux clos, respirant à peine ». La mort arrive bientôt.

Pour qui lit ce récit dégagé de toutes les circonstances extérieures, l'idée de spasme de la glotte pouvant tuer au premier accès, mais pouvant ne tuer qu'à un des accès suivants, et après un nombre variable de crises, vient aussitôt à l'esprit.

Nous n'avons aucun témoignage médical précis sur les faits relatifs à la mort de Germaine; mais, au dire des témoins qui ont déposé à l'enquête, il semble bien que le médecin qui a vu Germaine a pensé à des convulsions internes (spasme de la glotte) dues à la dentition, puisqu'il a prononcé ce mot de « convulsions » et fait une incision sur les gencives de l'enfant. Et c'est ce mot de « convulsions » qu'on retrouve aussi sur la fiche de l'état civil.

Si la suspicion de mort violente n'était pas intervenue, ce diagnostic de mort naturelle par convulsions internes paraîtrait suffisamment justifié.

Mais le soupçon de crime a été formulé. Il s'appuie sur :

a) Les manœuvres auxquelles la femme Jeanne Weber aurait été vue se livrer;

b) Un sillon remarqué autour du cou de l'enfant après la mort.

Les manœuvres reprochées à la femme Jeanne Weber sont celles de la suffocation à la main par compression des parois de la poitrine; le sillon ne pouvait, d'autre part, résulter que de l'application d'un lien autour du cou, de telle sorte que la femme Jeanne Weber aurait à la fois suffoqué et strangulé avec un lien la petite Germaine.

Nous ferons remarquer, nous tenant sur le terrain médico-légal, et abstraction faite volontairement de toute autre circonstance, que :

1^o Le procédé de suffocation à la main indiqué (pression de la poitrine à la main sous les vêtements) n'est peut-être ni très aisé, ni très efficace, *même chez une enfant*;

2^o Le sillon de strangulation est d'un diagnostic quelquefois difficile pour un homme de l'art, et on ne peut accepter comme irrécusable une constatation faite par des femmes qui ne pouvaient que difficilement se garder des erreurs trop communes en l'espèce :

3^o L'autopsie n'a révélé aucune lésion qu'on puisse rapporter à l'asphyxie par strangulation ou suffocation, et le sillon n'a pas été retrouvé.

Dans les cas de mort violente, l'autopsie peut rester muette, mais un résultat négatif ne peut être interprété contre l'inculpée.

Nous croyons donc qu'il est sage et scientifique de conclure que de l'étude des documents de la cause ne résulte pas la preuve que Germaine ait succombé à une mort violente par suffocation ou strangulation.

3^e *Faits relatifs à la mort de Suzanne Weber.* — L'enfant, née le 27 mai 1902, est décédée le 14 mars 1905.

La scène de la mort paraît avoir été des plus rapides.

L'enfant avait passé une bonne matinée; elle avait déjeuné de bon appétit; son père la quitte à une heure un quart, en bon état; vers deux heures, il revient auprès d'elle, mandé en toute hâte, et voici, d'après la déclaration qu'il fit au commissaire, comment était l'enfant : « Je montai aussitôt chez moi et trouvai ma fille sur mon lit, la figure violacée. Les membres contractés, les dents grincantes, et serrées au point qu'elle s'était coupé la langue. »

Dix minutes après, l'enfant était morte.

A qui lit cette déposition si nette, il ne vient qu'une idée : Suzanne a succombé à une crise d'éclampsie (convulsions externes, en terme vulgaire).

L'idée d'une strangulation, d'une suffocation, ne s'éveille pas un instant, car ce n'est guère là le tableau de la mort par strangulation ou suffocation.

Pourtant, la mort si brusque de l'enfant parut suspecte même au médecin de l'état civil, et un examen du corps fut demandé. Le Dr Ascher fit cet examen et ne nota rien de suspect.

Son avis n'est pas partagé par certains témoins, tels que les femmes Pouche, Charles

Weber et Miquel. La dame Pouche a vu des rougeurs suspectes et, à son avis, *consécutives à la strangulation*. La dame Charles Weber a vu un sillon très marqué autour du cou, ayant la largeur d'un doigt; la demoiselle Miquel a été *inquiétée* par l'aspect du cadavre.

L'autopsie ne nous a montré ni lésions externes, ni lésions internes caractéristiques de la strangulation supposée, et ce résultat négatif impose tout au moins la conclusion qu'il n'est pas médicalement démontré que Suzanne Weber ait succombé à une mort violente. Nous avons dit d'ailleurs que les sillons de strangulation n'étaient pas faciles à distinguer pour des personnes étrangères à l'art médical.

Le crime dont le soupçon pouvait venir à la lecture de la scène dramatique de la mort de Suzanne était surtout l'empoisonnement par une substance convulsivante : les recherches de M. Ogier n'ont pas vérifié ce soupçon.

4° *Faits relatifs à la mort de Marcel Weber.*
— Marcel Weber a succombé le 29 mars 1905. Le diagnostic porté à l'état civil a été : *méningite*.

Le récit de la mère de l'enfant, la femme Jeanne Weber, est le suivant : Le 28, l'enfant fut couché avec la fièvre, il vomit, eut une nuit agitée. A 9 heures du matin, le 29, le Dr Mock était appelé, il prononça le mot « croup » et fit une piqûre au nombril. L'enfant étouffa de plus en plus et mourut vers 1 heure et demie, dans un accès de suffocation.

Ce récit n'implique en rien la mort violente, mais il provient de l'inculpée même. Cependant il n'est pas contredit par les autres témoi-

gnages recueillis, ceux de Jean Weber et de la dame Hovelt.

Jean Weber, le père, dit que le 29 mars, à 6 heures du matin, l'enfant se plaignait d'avoir des étouffements. A 11 heures, l'enfant était mat, *blanc*, respirant à peine. La dame Hovelt dit que le 29 l'enfant avait, vers 10 heures du matin, les mains brûlantes. A 11 heures, elle lui voit la face congestionnée; il se remet, et meurt une demi-heure après avec la face *noire*.

Tout ce tableau éloigne l'idée d'une mort violente, et fait penser soit au croup, soit à une broncho-pneumonie rapidement suffoquante.

L'autopsie n'a pas confirmé le diagnostic de méningite formulé sur la fiche de l'état civil; elle a infirmé celui de broncho-pneumonie; elle laisse *possible* celui de croup, puisque les fausses membranes diphtériques disparaissent après la mort. Elle écarte par ses résultats négatifs l'idée de mort violente.

5° *Faits relatifs à la mort de Lucie Alexandre.* — La jeune Lucie Alexandre est morte le 25 décembre 1902, à l'âge de trois ans.

L'exhumation a été jugée avec raison inutile, et nous n'avons pour *présumer* des causes de la mort que les témoignages recueillis à l'instruction.

Si quelque chose résulte de ces témoignages, ce n'est assurément pas l'idée d'une mort par strangulation ou suffocation dont on ne trouve pas un trait dans le tableau suivant, que je synthétise d'après les dépositions :

L'enfant était bien portante le 24 décembre; la nuit du 24 au 25, elle est indisposée; elle a des vomissements ce jour-là; à 1 heure, le

Dr Viard la voit et trouve son état très grave; à 4 heures environ, elle expire.

De quoi s'est-il agi? Les traits du tableau sont trop sommaires pour qu'on puisse formuler une opinion nette; seule l'opinion négative indiquée ci-dessus est à formuler.

Ainsi donc, pour Georgette, Germaine, Suzanne et Marcel Weber, les *documents médicaux* du dossier, c'est-à-dire les seuls que notre qualité nous permette d'utiliser, tels qu'ils résultent de l'étude des dépositions et du procès-verbal de nos autopsies, sont absolument insuffisants pour élayer scientifiquement l'hypothèse d'une mort violente par traumatisme tel que suffocation ou strangulation; et, d'autre part, l'idée d'une mort par empoisonnement criminel est à rejeter, d'après les analyses de M. Ogier.

Le cas de Lucie Alexandre, quoique des plus obscurs à cause de l'éloignement de la mort et de l'absence d'autopsie, ne paraît pas cadrer toutefois avec l'hypothèse de la mort violente.

Seul, le cas de *Maurice Weber* nous est connu par une observation médicale faite à l'hôpital Bretonneau, et le témoignage médical produit *tend* à faire admettre qu'il y a bien eu tentative de strangulation chez cet enfant.

Notre propre examen médico-légal trop tardif (pour des causes indépendantes et de M. le juge et de nous-même) ne nous permet ni d'infirmer ni de confirmer ce témoignage de forme précise.

Ce 7 juillet 1905.

M. Thoinot insiste particulièrement sur l'impossibilité pour des personnes étran-

gères à l'art médical de reconnaître un sillon de strangulation et en aucun cas il ne paraît même supposer que des traces de violences autour du cou aient pu disparaître sur des cadavres ensevelis depuis *plus de 17 jours*.

Pour ce qui est de Maurice Weber, conclut enfin M. Thoinot, le témoignage médical produit tend à faire admettre qu'il y a bien eu tentative de strangulation.

Une dernière consultation eut lieu enfin entre MM. Brouardel, Descoust et Thoinot. Voici le texte de ce rapport :

PIÈCE N° 9. — Consultation médico-légale par MM. BROUARDEL, DESCOUST, THOINOT.

Nous, soussignés, docteurs en médecine, experts près les tribunaux, Brouardel, Descoust, Thoinot, avons été commis par ordonnance de la cour d'assises de la Seine, en date du 18 janvier 1906, à l'effet de préciser :

« 1° Si les constatations matérielles faites lors de l'autopsie des enfants Georgette Weber, Suzanne Weber et Germaine Weber sont de nature à établir d'une façon certaine que la mort a été causée par une main criminelle ou par un événement accidentel :

« 2° Si, dans le cas où la mort des enfants Georgette Weber, Suzanne Weber et Germaine Weber aurait été le résultat d'un crime, et notamment d'une asphyxie par suffocation volontaire, les autopsies, à la date où elles ont été faites, auraient permis de retrouver la trace de ces crimes ;

« 3° De déterminer si les symptômes relevés par les témoins qui ont assisté au décès des enfants Georgette Weber, Germaine Weber et à la maladie de l'enfant Maurice Weber, répondent à des accidents causés par une maladie, convulsion ou autre, de nature à entraîner la mort et la maladie des enfants sus-dénommés dans les conditions où elles se sont produites. »

Serment préalablement prêté, avons procédé à la mission qui nous était confiée.

Première question. — Malgré le soin minutieux avec lequel les recherches anatomiques ont été faites par M. le Dr Thoinot, il n'est pas possible de démontrer que la mort a été causée par une main criminelle ou par un événement accidentel.

Cette conclusion s'explique facilement. Dans l'espèce, cet événement accidentel n'aurait pu être chez ces enfants qu'un spasme de la glotte (convulsions internes). Lorsque la mort en est la conséquence, elle survient parce que la contracture des muscles du larynx ferme la glotte et ne permet plus à l'air de pénétrer à l'intérieur de la trachée et des bronches : il y a asphyxie mécanique.

Lorsque, par une manœuvre criminelle, on pratique l'occlusion des fosses nasales, de la bouche, ou la compression du cou par la main ou un lien, on empêche, comme dans le cas précédent, l'air de pénétrer dans la trachée et les bronches. Dans les deux hypothèses, la mort est le résultat de l'occlusion des voies respiratoires. Les lésions produites dans les *poumons* sont les mêmes : sécrétions bronchiques plus ou moins abondantes, congestion pulmonaire, ecchymoses sous-pleurales. Mais leur grande analogie, nous dirions presque

leur identité, ne permet pas de trouver dans leur existence ou leur absence un critérium qui puisse faire écarter l'une ou l'autre des deux hypothèses. Le mécanisme de la mort est le même : occlusion des voies respiratoires ; les lésions internes sont les mêmes.

Si les lésions des organes respiratoires ne peuvent pas donner de renseignement utile pour résoudre la question qui nous est posée, il n'en est pas de même des constatations faites sur les régions où les violences criminelles auraient été appliquées.

Lorsque le spasme glottique mortel est d'origine non criminelle on ne trouve aucune lésion autre que celle des organes internes. Lorsque les voies respiratoires ont été oblitérées par l'application de la main sur les orifices de la face, sur la région laryngée, ou par l'application d'un lien, on constate dans ces régions des érosions de la peau, des suffusions sanguines dans le tissu cellulaire, les muscles du cou, etc., *ou un sillon parcheminé caractérisant le trajet d'un lien*. Or, dans les autopsies, on n'a pas trouvé de lésion de ce genre ; une seule fois, dans le muscle sterno-mastoïdien gauche de Suzanne Weber, M. Thoinot a noté une légère suffusion sanguine. A elle seule, elle ne suffit pas à démontrer qu'il y a eu strangulation criminelle.

Mais une autre considération permet d'écarter l'hypothèse de mort par un acte mécanique portant sur les orifices du nez ou de la bouche en empêchant l'air de pénétrer dans les voies respiratoires. Lorsque l'asphyxie est la conséquence de l'occlusion mécanique des voies respiratoires, il faut, pour que la mort s'ensuive, que cette occlusion soit maintenue jusqu'à ce

que la vie ait complètement cessé. Si la main se déplace, si l'air peut un instant pénétrer à nouveau dans les poumons, l'asphyxie est interrompue et la vie revient.

Or, lorsque la petite Suzanne est morte, son père était présent et essayait inutilement de lui desserrer les dents.

Des voisines ont assisté aux derniers moments de Georgette et Germaine Weber.

La présence de ces divers témoins démontre que, dans les derniers moments de leur vie, ces enfants n'ont subi ni une strangulation à la main, ni une strangulation par un lien. Dans la suffocation et la strangulation à la main, ainsi que dans la strangulation par un lien, la mort ne peut survenir que pendant que l'action obstructive persiste. Nous devons ajouter que parfois, alors que la personne est revenue à la vie, vingt-quatre, trente-six ou quarante-huit heures après, il se produit une congestion pulmonaire qui peut être mortelle; mais ce fait n'a rien à voir avec les cas qui nous sont soumis.

L'hypothèse de la mort de ces enfants par constriction du cou ou oblitération des fosses nasales et de la bouche doit donc être écartée.

Reste une autre supposition. La persistance avec laquelle la femme Jeanne Weber tenait sa main sous les vêtements de l'enfant, la remuait, la déplaçait, malgré des observations qui lui auraient été maintes fois répétées, a semblé suspecte à quelques-uns des témoins.

La question qui se pose est celle-ci : Peut-on, en comprimant la poitrine et le creux épigastrique d'un enfant de 7 à 34 mois avec une main, apporter aux actes de la respiration un obstacle tel que celle-ci soit arrêtée, que l'as-

phyxie et la mort puissent en être la conséquence?

Nous savons que la compression de la paroi thoracique dans les foules peut déterminer la mort par asphyxie. Dans ces cas, il s'agit d'adultes, de femmes, de vieillards, et on trouve de graves désordres, notamment des fractures de côtes, des ecchymoses des conjonctives, etc.

Mais en est-il de même chez de jeunes enfants soumis, non à une compression persistante de tout le thorax, mais à une compression non continue d'une partie de ces régions?

Dans la littérature médico-légale allemande, anglaise et italienne, nous ne trouvons pas un seul fait rapporté ou même une allusion. En France, en 1870, Tardieu (1) donne une description que nous reproduisons intégralement :

« Suffocation par compression des parois de la poitrine et du ventre. — L'interruption complète, brusque ou prolongée, des phénomènes mécaniques de la respiration, amène nécessairement la mort, alors même que l'orifice des voies respiratoires reste accessible à l'air. Les exemples de ce genre de mort ne manquent pas. Des enfants nouveau-nés enveloppés de langes qui les serraient fortement; des adultes et des vieillards sur la poitrine de qui appuyaient violemment les genoux des meurtriers; des enfants endormis, sur lesquels pesait, par mégarde, le bras ou le corps d'une nourrice, ou sur lesquels venait s'accroupir pendant leur sommeil quelque animal domestique; des individus enfin, pressés dans la foule, ont péri victimes de ce genre de mort.

(1) *Etude sur la pendaison, la strangulation et la suffocation*, J.-B. Baillière, 1870, p. 263.

J'en ai reproduit à plusieurs reprises le mécanisme en comprimant, à l'aide de poids ou de bandages fortement serrés, les parois thoraciques et abdominales de lapins et de cabiais.

« Une première remarque que j'ai faite dans ces expériences, c'est que la mort, qui tardait quelquefois à se produire par une simple compression méthodique, était précipitée par une simple pression exercée sur le ventre, de manière à refouler violemment le diaphragme. Ce fait confirme les observations de deux honorables médecins légistes, MM. Isnard et Dieu (1), qui ont signalé avec autant de force que de raison le rôle capital que joue dans la suffocation la pression exercée sur le ventre.

« Les parois thoraciques et abdominales gardent très rarement l'empreinte extérieure d'une compression qui a le plus souvent agi sur une large surface. J'ai vu cependant une dépression manifeste de ces parties sur des enfants à la mamelle étouffés pendant leur sommeil. Mais, comme il n'est pas nécessaire que l'obstacle mécanique ait une énergie excessive, et qu'il suffit qu'il soit *maintenu d'une manière persistante et continue* pour arrêter complètement le jeu des forces respiratoires, les traces de violence sont très rares à l'extérieur, sauf les cas de luttes, qui n'ont ici rien de caractéristique.

« Mais il n'en est pas de même des organes intérieurs. Les poumons offrent un aspect généralement marbré, et peuvent être en même temps le siège d'un emphysème très étendu. Les épanchements de sang multiples et ponctuels se montrent très nombreux dans le tissu cellulaire péricranien; mais on peut voir en

(1) *Revue des cas de médecine légale recueillis dans l'arrondissement de M.*

outre une exsudation sanguine, en forme de couches plus ou moins épaisses, à la surface des poumons, du cœur et même des viscères abdominaux, sans qu'ils offrent pourtant la moindre déchirure. »

Nous avons tenu à reproduire dans son texte intégral cette page du livre de Tardieu. Il en résulte que, pour lui, la suffocation par *compression continue* des parois thoraciques n'est pas impossible; mais Tardieu a en vue surtout les enfants nouveau-nés; il ne dit pas le temps pendant lequel la compression doit être maintenue, ni ses effets immédiats; il ne cite aucune observation détaillée comparable à celle des enfants Weber (Obs. IV et V. p. 411). Enfin les lésions anatomiques sont graves; il y a parfois une exsudation sanguine en forme de couches plus ou moins épaisses à la surface des poumons, du cœur, des viscères abdominaux. Ces lésions n'existent pas dans les viscères des enfants autopsiés par l'un de nous.

Plus loin, Tardieu note, chez les adultes morts suffoqués dans les foules (p. 272), la teinte violacée, parfois noirâtre, de la peau de la face, du cou, avec un *pointillé très fin de petites ecchymoses*.

Mais Tardieu a soin de mettre en garde contre la valeur de ce pointillé. Comme nous tous, il l'a trouvé chez quelques femmes après les douleurs de l'accouchement; après les accès d'épilepsie; après les efforts provoqués par le mal de mer; après les accès convulsifs spontanés, quelle qu'en soit la cause. Il termine son exposé par cette phrase (p. 279) : « En résumé, les ecchymoses ponctuées des téguments de la face, de la poitrine et du cou, ne sont pas un indice certain de la mort par suffocation, quoi-

qu'elles puissent se montrer lorsque celle-ci a été produite par la compression violente et prolongée des parois de la poitrine et du cou. On ne doit se prononcer que si l'on constate l'existence des lésions pulmonaires, qui ne manquent jamais et qui ne sont pas moins caractéristiques dans ce mode de suffocation que dans les autres. »

La lecture des dépositions des témoins permet d'écartier comme cause réelle de la mort de *Georgette, Suzanne et Germaine Weber, la suffocation ou la strangulation par la main agissant sur la face ou le cou, ainsi que la strangulation par un lien.*

Elle soulève l'hypothèse de la mort par suffocation, par application plus ou moins prolongée et violente de la main de Jeanne Weber sur les parois de la poitrine. Mais la seule description de ce genre de mort qui existe dans la littérature médicale est celle de Tardieu. Nous l'avons reproduite toute entière : il est facile de constater que, s'il y a des points de ressemblance entre elle et les dépositions des témoins, il manque les lésions anatomiques caractéristiques : *les suffusions sanguines en forme de nappe que Tardieu a signalées à la surface des poumons, du cœur, des intestins, ainsi que les ecchymoses sous-pleurales, etc.*

L'une des enfants, *Georgette Weber*, avait à la bifurcation des bronches un petit ganglion tuberculeux, gros comme une noisette, qui a pu provoquer un accès de spasme glottique mortel. On ne peut l'affirmer sans réserve, mais cet accident a déjà été noté dans des cas semblables.

L'anatomie pathologique ne nous permet donc pas d'apporter pour ces trois enfants une

affirmation en faveur de l'hypothèse d'une mort naturelle par spasme glottique ou d'une asphyxie par une main criminelle. Nous avons dit plus haut que la suppression par cause naturelle ou criminelle de la pénétration de l'air dans les voies respiratoires provoque les mêmes lésions des poumons, et que seules les lésions extérieures de la face, de la peau du cou, des muscles et du tissu cellulaire de cette région pouvaient être démonstratives du crime : or, dans les cadavres de ces trois enfants, ces lésions faisaient défaut.

Réponse à la première question. — Les constatations matérielles faites lors des autopsies des enfants Georgette Weber, Suzanne Weber et Germaine Weber, ne sont pas de nature à établir d'une façon certaine que la mort a été causée par une main criminelle ou par un événement accidentel.

Deuxième question. — La putréfaction des cadavres a-t-elle pu faire disparaître quelques-unes des lésions qui auraient révélé le mode de la mort ?

L'autopsie de Georgette Weber a été faite six semaines après la mort.

Celle de Suzanne Weber a été faite trente-deux jours après la mort.

Celle de Germaine Weber a été faite dix-neuf jours après la mort.

Celle de Marcel Weber, dix-sept jours après la mort.

Dans chacune de ces autopsies, M. le D^r Thoinot a noté l'état des différentes régions et des différents viscères. Les lésions des parties molles du cou et de la face n'auraient certainement pas disparu : la preuve en est donnée par la constatation d'une légère suffusion sanguine

dans le muscle sterno-mastoldien de Suzanne Well. Si il y avait eu d'autres lésions analogues, on les aurait certainement retrouvées.

Pour les lésions viscérales, celles décrites par Tardieu, suffusions sanguines en forme de nappes sur les poumons, le cœur, les intestins, n'auraient certainement pas disparu, pas plus que les ecchymoses sous-pleurales.

Ce que le temps écoulé entre la mort et l'autopsie a pu modifier, c'est la congestion pulmonaire, la présence de mucosités dans les bronches; mais nous devons faire remarquer que ces états sont identiques dans la mort par suffocation criminelle et la mort par suffocation consécutive à un spasme glottique. Si l'autopsie avait été faite plus tôt, la constatation de la congestion pulmonaire ou de mucosités bronchiques, ou au contraire leur absence, n'aurait pas permis de résoudre plus nettement la question.

Réponse à la deuxième question. — Dans le cas où la mort des enfants Georgette Weber, Suzanne Weber et Germaine Weber aurait été le résultat d'un crime, et notamment d'une asphyxie par suffocation volontaire, les autopsies, à la date où elles ont été faites, auraient permis de retrouver la trace de ces crimes.

Troisième question. — Les symptômes décrits par les témoins sont bien vagues; lorsque l'on cherche à préciser leur valeur, on a grand-peine à faire coïncider les divers signes relevés.

Il semble toutefois ressortir de leur analyse qu'il n'y a pas identité entre les accidents qui ont précédé la mort des divers enfants. Ainsi, pour la durée, Georgette Weber a été malade quatre heures environ; Suzanne Weber a sue-

combé plus rapidement, en une heure à peu près. Germaine Weber a eu deux accès de suffocation le 25 mars : sa santé a paru rétablie le 26 mars, jusqu'à l'après-midi : puis elle a succombé à un nouvel accès eu dix minutes.

Les symptômes présentent des variétés analogues. Nous ne les reproduirons pas en détail : l'un de nous a fait l'histoire pathologique de chacun de ces enfants. Disons simplement que : 1° Georgette et Germaine ont paru avoir des accidents rappelant le spasme de la glotte (convulsions internes) : 2° Suzanne a eu une véritable éclampsie, grincement des dents, morsure de la langue (convulsions externes) : ces faits sont attestés par son père, présent pendant les derniers moments.

Nous ne pouvons pas dire qu'une même cause n'ait pas pu se traduire par des symptômes, une marche et une durée variables : mais les différences, au moins telles qu'elles apparaissent par les dépositions, rendent leur interprétation bien difficile.

Un groupe de ces symptômes a frappé les témoins : la coloration violacée de la face, les rongeurs du cou et le pointillé hémorragique de la face et du cou.

Dans les témoignages, nous trouvons deux groupes de personnes : les unes ont vu ces colorations, ces taches, ces sillons pendant la vie ; les autres ne les ont vus qu'après la mort.

Pendant la vie, lorsqu'une circonstance quelconque apporte un trouble dans les mouvements respiratoires ou cardiaques, la peau du visage, celle du cou, prend presque subitement une coloration violacée, noirâtre parfois. Nous avons eu maintes fois à discuter la valeur de cette coloration, dans les cas de mort par inhi-

bition, notamment lorsque la mort survient par syncope cardio-pulmonaire, au cours de la chloroformisation. Elle est générale ou par plaques. Elle persiste parfois, après la mort, tranchant par sa couleur avec la pâleur de la peau.

Après la mort, surtout lorsque celle-ci est la conséquence d'un trouble de la circulation, lorsque le cadavre d'un enfant, non cachectique, est couché sur un lit, la tête inclinée sur la poitrine, le cou présente un certain nombre de plis plus ou moins prononcés ; peu de temps après la mort, la peau se cyanose légèrement sur les parties saillantes, mais là où les plis sont en contact les uns avec les autres, la peau reste blanche, et, lorsqu'on soulève la tête, on voit une succession de sillons violacés, noirâtres et blancs. Si on retourne le cadavre, ces pseudo-sillons disparaissent rapidement parce que les plis se sont effacés ; c'est donc un phénomène cadavérique.

Il serait téméraire d'attribuer à des témoignages dont nous ne contestons pas, d'ailleurs, la sincérité, une importance qu'en réalité on ne peut leur accorder. L'interprétation de ces colorations est difficile pour un médecin ; elle l'est encore bien plus pour les personnes étrangères à la médecine.

Quant au pointillé hémorragique de la peau de la face et du cou, il existe, lorsqu'il y a eu des efforts violents : accouchement, vomissements, coqueluche, obstruction des voies respiratoires, spontanée ou criminelle.

Les observations que nous venons d'exposer s'appliquent également à la maladie de Maurice Weber. Personne n'a vu un cordon autour de son cou ; il semble, si on s'en rapporte aux dépositions, que cet enfant n'a été laissé seul

avec la femme Jeanne Weber que quelques minutes, trois ou quatre. Si, pendant ce temps, la femme Jeanne Weber avait voulu l'étrangler à la main, celle-ci aurait laissé son empreinte sur la partie antérieure du cou et non sur la partie postérieure. Si la strangulation avait été faite par un lien, le sillon aurait occupé toute la circonférence du cou et non la partie postérieure seule.

Réponse à la troisième question. — Il nous est impossible de déterminer si les symptômes relevés par les témoins qui ont assisté aux décès des enfants Georgette Weber, Suzanne Weber, Germaine Weber et à la maladie de l'enfant Maurice Weber répondent à des accidents causés par une maladie convulsive ou autre de nature à entraîner la mort et la maladie des enfants sus-dénommés dans les conditions où elles se sont produites.

En résumé, nos connaissances en médecine légale nous permettent d'affirmer qu'il n'y a pas eu suffocation à la main par action directe sur les orifices des fosses nasales, de la bouche, et sur la région du cou; elles ne nous permettent pas d'appuyer scientifiquement l'hypothèse de la suffocation par compression de la poitrine et de l'abdomen par la main, puisque font défaut les signes et les lésions indiqués par Tardieu comme caractéristiques de ce genre de mort.

Elles ne nous permettent pas non plus d'affirmer que les accidents mortels sont la conséquence d'une maladie naturelle, non provoquée. Les symptômes décrits par les témoins sont trop vagues, trop mal spécifiés pour qu'un tel diagnostic rétrospectif puisse être porté. Pen-

dant la vie, ce diagnostic différentiel est déjà très difficile pour un médecin habitué aux maladies des enfants ; ici, aucun docteur n'a été témoin des accidents qui ont immédiatement précédé la mort ; il serait imprudent de notre part de substituer notre avis aux lacunes de l'observation compétente.

Nous concluons donc que les renseignements fournis par les autopsies, par les témoignages, ne nous permettent pas d'affirmer ni que la mort est le résultat de violences criminelles, ni qu'elle est la conséquence d'une affection spontanée, naturelle, déterminée.

Il est facile de relever dans cette longue dissertation des contradictions et des affirmations qui ne reposent cependant que sur des suppositions et sur des hypothèses.

Le D^r Thoinot qui a participé à la rédaction de ce rapport commence par se décerner quelques fleurs « Malgré le soin minutieux avec lequel les recherches anatomiques ont été faites par M. le D^r Thoinot... »

Les experts refusent naturellement toute importance aux déclarations des témoins et considèrent que l'ecchymose découverte au cou de Suzanne Weber ne démontrait aucunement une action criminelle.

Ils auraient voulu trouver des lésions profondes produites par l'action directe de la main, un sillon parcheminé caractérisant le trajet d'un lien.

Plus loin ils reconnaissent que jamais il

n'a pu être question de strangulation à la main ni de strangulation par un lien!!!

Alors pourquoi cette première discussion constatant l'absence de signes de la mort par deux méthodes de strangulation que les experts reconnaissent, 18 lignes plus loin, comme incompatibles avec les dépositions des témoins oculaires?

Ils discutent ensuite la possibilité de la mort par pression directe sur le creux épigastrique.

A ce propos ils citent une longue description de Tardieu où nous relevons ces lignes : à propos d'expériences sur les lapins « la mort, qui tarde quelquefois à se produire par une simple compression méthodique, est précipitée par une simple pression sur le ventre, de manière à refouler violemment le diaphragme. »

N'est-ce pas en tous points la description des manœuvres qui ont été pratiquées par la Weber en présence des parents de ses victimes ?

Mais les experts rejettent ce mode de suffocation parce que l'autopsie n'a pas montré la suffusion sanguine viscérale et les ecchymoses sous-téreuses que Tardieu a constatées sur ses lapins et ses cobayes. Ils ne tiennent compte ni des sillons, ni de la coloration constatés autour du cou.

Les constatations des témoins, fi donc !

« L'interprétation de ces colorations est difficile pour un médecin, elle l'est encore plus pour des personnes étrangères à la médecine. »

Les experts rejettent ainsi a priori et comme nulles les constatations des témoins oculaires, les constatations des D^{rs} Labelle, Saillant et Sevestre. Ils n'attachent aucune importance à l'ecchymose constatée à la dissection du cou de Suzanne Weber, et ils répètent à plusieurs reprises que les enfants n'ont pu être étranglés ni avec la main ni par un lien passé autour du cou, bien qu'ils aient reconnu ailleurs que les dépositions des témoins oculaires permettent de rejeter absolument ces deux modes de strangulation.

On remarquera que la discussion de la mort par pression sur le creux épigastrique n'est pas plus scientifique. Tardieu affirme que ce procédé de suffocation produit toujours sur le lapin et le cobaye des lésions viscérales très apparentes, mais le même Tardieu ne dit aucunement qu'il ait constaté ces lésions chez des enfants étouffés par le poids d'un animal, par la pression du bras ou du corps de leur nourrice. Or, il y a loin de l'agonie d'un lapin ou d'un cobaye, qui résistent et se débattent avec énergie à l'approche de la mort, avec l'agonie des petites victimes de l'ogresse, ces êtres frêles

et sans résistance, que la main experte de Jeanne Weber continuait à étouffer lentement et savamment devant leurs père et mère.

Les experts n'avaient pas le droit de formuler une conclusion aussi formelle en se basant uniquement sur de simples expériences sur le cobaye et le lapin, expériences déjà très anciennes et qu'ils n'ont même pas contrôlées.

Les experts n'avaient pas plus le droit d'affirmer que les autopsies, à la date où elles ont été pratiquées, *auraient permis de retrouver la trace du crime.*

Les conclusions du rapport sont plus réservées. « *Nous concluons donc que les renseignements fournis par les autopsies, par les témoignages, ne nous permettent pas d'affirmer ni que la mort est le résultat de violences criminelles, ni qu'elle est la conséquence d'une affection spontanée et naturelle.* » Ici on reconnaît la prudence du Dr Brouardel qui n'a peut être dicté dans ce rapport que ces seules et uniques lignes.

Il résulte de l'ensemble du rapport que les experts affirment sans affirmer, nient sans nier et concluent sans conclure.

Un mot cependant mérite d'être relevé dans la dernière phrase de leur étonnant document : « Les renseignements fournis par

les autopsies — assurément ceci est de leur compétence; mais ils ajoutent — *par les témoignages*, ne nous permettent pas d'affirmer... »

De quel droit ces experts réduisent-ils à néant, de leur seule autorité et *sans appel* les témoignages oculaires de personnes honorables, parmi lesquelles deux docteurs en médecine et un médecin des hôpitaux?

Ces messieurs se croient-ils d'une essence supérieure à celle du commun des mortels pour écrire : Vous croyez avoir vu, mais vous n'avez pas vu, car *nous seuls* nous sommes capables de voir.

C'est ainsi qu'avait conclu le Dr Thoinot, seul Expert désigné pour les autopsies et les premiers rapports.

Les autres experts n'ont fait que confirmer de point en point les conclusions du Dr Thoinot, comme les confirmèrent à propos de l'affaire de Châteauroux les professeurs Lacassagne, Brissaud, Lande et Mairet.

Avant de terminer la description des documents médico-légaux relatifs à la première affaire de Jeanne Weber, nous avons à discuter les rapports des médecins aliénistes sur la mentalité de l'accusée.

Voici ces deux rapports :

PIÈCE N° 10. — *Rapport de MM. DUPRÉ et ALLON sur l'état mental de Jeanne WEBER.*

Nous, soussignés, Dr Dupré, agrégé de la Faculté, médecin des hôpitaux et de l'infirmerie spéciale du Dépôt, et Ch. Vallon, médecin en chef de l'asile Sainte-Anne, commis par une ordonnance de M. le juge d'instruction Leydet, en date du 22 avril 1903, ainsi rédigée :

« Attendu la nécessité de constater judiciairement l'état où se trouve la nommée Weber au point de vue mental :

« Ordonnons qu'il y sera procédé par MM. Vallon et Dupré, docteurs en médecine, et serment pareux préalablement prêté en nos mains, lesquels, après avoir reconnu l'état où se trouve la femme Weber, nous diront si cette femme jouit de la plénitude de ses facultés, et si elle a pu, dans des moments d'égarement, et par suite d'une monomanie particulière, accomplir les actes criminels dont elle est suspectée » ;

Certifions avoir, à maintes reprises, examiné l'inculpée, avoir interrogé son mari, consulté le dossier et nous être entourés de tous les renseignements utiles à l'accomplissement de notre mission ; et déclarons consigner dans le présent rapport le résultat de notre examen et les conclusions de notre enquête.

La femme Jeanne Weber, sur laquelle pèse l'inculpation si grave d'avoir tué par strangulation ou empoisonnement au moins deux enfants, s'est toujours présentée à nous, à l'occasion de nos examens, avec l'attitude, le maintien et le langage d'une femme calme, lucide, consciente de sa situation et capable de discuter avec nous, dans les termes les plus raisonnables, les accusations dont elle est l'objet, et

la série des événements à l'occasion desquels elle comparait devant la justice.

La femme Weber est indemne de tout antécédent judiciaire et médical. Tout au plus peut-on relever chez elle l'existence, depuis quelques mois, d'accidents névropathiques d'allure hystérique, consistant en courtes pertes de connaissance, suivies de réveils spontanés, pendant lesquels l'inculpée paraît un peu étourdie. Ces crises nerveuses ont apparu à la suite de violentes commotions morales, déterminées par la mort de ses deux enfants, et à la suite aussi de pertes sanguines, de fausses couches, qui ont fatigué la femme Weber dans ces derniers temps. Durant la première période de notre examen, l'inculpée, à l'infirmerie de Saint-Lazare, a dû suivre un traitement pour des métrorragies, dont l'apparition, à la suite d'une suppression des règles de deux à trois mois, a fait soupçonner un début d'avortement spontané. En dehors de ces crises hystériformes et de ces petits accidents utérins, nous n'avons rien relevé d'anormal ou de pathologique chez la femme Weber.

L'enquête relative à l'existence, rétrospective ou actuelle chez elle, d'accidents hystériques, épileptiques ou *alcooliques*, est demeurée sur tous les points négative. Nous estimons inutile d'énumérer ici la série de ces constatations négatives dans les différents domaines explorés par nous avec le plus grand soin.

La femme Weber est l'aînée de dix enfants, dans une famille où nous ne relevons d'ailleurs aucune tare pathologique intéressante à consigner ici. Elle n'a reçu aucune instruction dans son enfance et ne sait ni lire ni écrire; mais ce défaut de culture tient beaucoup plus à la

misère du foyer familial où elle a grandi et à la négligence presque forcée dans laquelle elle a été tenue par ses parents, qu'à l'état de sa mentalité, qui n'est pas, à proprement parler, celle d'une arriérée. La femme Weber nous paraît être une personne de niveau mental très ordinaire, mais dont l'activité psychique et principalement le jugement sont au-dessus des facultés d'une débile. Elle fait preuve, dans la conversation, de mémoire, de jugement, d'aptitude à discuter les faits, à édifier un raisonnement : devant l'énormité des charges qui pèsent sur elle, elle s'écarte, s'afflige, se disculpe, argumente en un mot sa cause, avec les réactions sentimentales et les appréciations logiques les plus naturelles et les plus légitimes ; elle est calme, mais non indifférente, ni apathique : elle raisonne, mais avec lucidité et logique, et non pas avec l'argumentation spéieuse et abondante des fous raisonnants ou des simulateurs

Autant que l'on en peut juger par les propos de son mari et les résultats de notre examen, la femme Weber a toujours été, comme épouse et comme mère, une femme normale, calme, affective, rangée dans sa vie, et notoirement connue, dans son entourage, comme une personne incapable des faits criminels dont on l'accuse.

Étant donné l'infériorité de son instruction et de sa culture, le milieu où elle a grandi, etc., la femme Weber partage les superstitions et les préjugés de l'erreur populaire, et il est facile de s'expliquer ainsi la bizarrerie de certains de ses propos, de certaines de ses attitudes, même auprès des petits enfants en mal d'agonie ou déjà morts. On sait combien les femmes du peuple sont prodigues de manifestations supers-

titiieuses et absurdes autour des agonisants ou lors de la toilette et de la veillée des morts.

En résumé, pour répondre aux questions que nous pose la justice, relativement à l'état mental de la femme Weber, nous croyons pouvoir resumer notre examen en disant que l'inculpée nous paraît jouir de la plénitude de ses facultés mentales, et qu'elle ne nous semble atteinte d'aucune affection de nature à la rendre capable, dans un moment d'égarement impulsif ou sous toute autre influence, des actes criminels dont elle est suspectée.

Nous terminerons donc notre rapport par les conclusions suivantes, que nous formulerons en elles-mêmes, indépendamment de toute information étrangère à notre mission, et, par conséquent, sans prétendre émettre, à cette occasion, aucune opinion sur la culpabilité ou l'innocence de l'inculpée, dont la démonstration ne peut ressortir de notre enquête.

CONCLUSIONS :

1° La femme Weber n'est atteinte d'aucune forme d'aliénation mentale, d'aucune perversion instinctive, d'aucune affection névro-psychopathique capable de la pousser à accomplir les actes criminels dont elle est inculpée;

2° Sans vouloir préjuger de la matérialité des faits qu'on lui reproche, nous devons conclure que rien ne nous autorise à entrevoir, dans la psychologie de l'inculpée, une explication médicale des crimes dont elle est suspectée.

Paris, le 8 juillet 1905.

PIÈCE N° 11. — *Rapport médico-légal de MM. les Drs JOFFROY, DUBUISSON et SEGLAS.*

Nous, soussignés, Dr Joffroy, professeur de clinique des maladies mentales à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine; Dr Dubuisson, médecin en chef à l'asile Sainte-Anne; Dr Séglas, médecin de l'hospice de Bicêtre, commis par une ordonnance de M. le président de la cour d'assises de la Seine, en date du 2 novembre 1905, à l'effet d'examiner à nouveau Jeanne-Marie Moulinet, femme Weber, âgée de vingt-neuf ans, détenue à Saint-Lazare, et « de dire si son état nerveux, constaté par le Dr Labelle le soir même d'un des crimes relevés, peut expliquer les meurtres et tentatives de meurtre dont elle est accusée, et de donner dans un rapport écrit notre avis sur le degré de responsabilité de Jeanne Weber »;

Après avoir prêté serment, pris connaissance des pièces de l'information, visité l'inculpée à différentes reprises et recueilli les renseignements propres à nous éclairer, déclarons consigner dans le présent rapport le résultat de notre expertise.

La femme Weber a été déjà l'objet, au cours de l'instruction, d'une expertise mentale de la part des Drs Vallon et Dupré, qui ont formulé les conclusions suivantes (8 juillet 1905) :

« 1° La femme Weber n'est atteinte d'aucune forme d'aliénation mentale, d'aucune perversion instinctive, d'aucune affection névro-psychopathique capable de la pousser à accomplir les actes criminels dont elle est accusée;

« 2° Sans vouloir préjuger de la matérialité des faits qu'on lui reproche, nous devons con-

clure que rien ne nous autorise à entrevoir, dans la psychologie de l'inculpée, une explication médicale des crimes dont cette femme est suspectée. »

Nous serons aujourd'hui d'autant plus brefs que nos conclusions concordent avec celles de la première expertise et que les résultats de notre examen sont restés absolument négatifs.

En effet, au cours de nos différentes visites, la femme Weber s'est toujours montrée absolument correcte dans son attitude et sa conversation, parfaitement consciente de sa situation, calme et lucide. Des investigations répétées ne nous ont pas permis de décélérer l'existence actuelle d'aucun des symptômes habituels (délire, hallucinations, etc.), des états d'aliénation mentale définis et permanents.

Nos recherches ont été également infructueuses en ce qui concerne la manifestation possible d'accidents antérieurs, d'une crise de délire transitoire, d'inconscience passagère, au moment des événements visés par l'inculpation. D'ailleurs, l'enquête rétrospective sur l'existence d'accidents alcooliques, épileptiques, hystériques, qui conditionnent le plus souvent ces sortes de troubles mentaux, est restée négative.

Nous n'avons trouvé à noter que quelques légers symptômes d'allure hystériforme, consistant en des sortes d'étourdissements, de syncopes légères, avec retour spontané à la connaissance au bout de quelques minutes et sans troubles intellectuels concomitants ou consécutifs. Ces petites crises nerveuses ne se seraient d'ailleurs produites, au dire de l'intéressée, que dans le cours de ses grossesses, ou à la suite de pertes utérines, de fausses

couches. C'est vraisemblablement à une crise de ce genre que se rapportent les symptômes consignés dans la déposition du Dr Labelle.

Au moment des événements qui ont amené son arrestation, la femme Weber se croyait enceinte; et, à l'infirmerie de Saint-Lazare, elle aurait eu des métrorragies qui, survenant après une suspension des règles de plusieurs mois, auraient fait penser à une fausse couche.

Quoi qu'il en soit, ni ces légères manifestations nerveuses, ni cet état possible de grossesse ne se sont accompagnés d'aucun désordre mental de nature à expliquer médicalement les actes qui lui sont reprochés.

Nous avons recherché à ce propos, avec un soin particulier et sans aucun résultat, l'existence d'obsessions ou d'impulsions irrésistibles de caractère homicide. Nous n'avons trouvé de même aucune trace d'une perversion instinctive particulière pouvant expliquer la série des attentats relevés dans l'information. *Sur ce dernier point d'ailleurs, le résultat de nos investigations se trouve pleinement d'accord avec les renseignements qui représentent la femme Weber comme une bonne épouse, une mère attentive et affectueuse pour les siens, qu'on n'eût pas soupçonnée capable des crimes dont elle est accusée.*

Sans avoir reçu aucune instruction, ne sachant ni lire ni écrire, la femme Weber nous a paru d'une intelligence au-dessus de la moyenne pour une personne de sa condition. Elle fait preuve d'une mémoire excellente, extrêmement précise dans les moindres détails, et l'on ne peut saisir dans les récits qu'on lui fait répéter à différentes reprises la moindre contradiction. Dans l'exposé qu'elle nous reproduit des der-

niers événements qui ont provoqué son arrestation, elle se montre d'ailleurs absolument simple et naturelle; et ses conversations ne traduisent aucune recherche, aucune préparation. Elle juge les personnes, discute les faits, raisonne, argumente avec une présence d'esprit remarquable, formule les appréciations les plus légitimes et ne se livre pas à cet étalage prolix de soi-disant preuves insignifiantes, illogiques et spécieuses, des fous raisonnants. Si elle reste calme, maîtresse d'elle-même, elle n'est pas indifférente et témoigne au contraire des réactions émotionnelles très correctes, des sentiments affectifs auxquels on ne peut trouver rien à reprendre.

Sans avoir la prétention d'émettre une opinion sur la culpabilité ou l'innocence de la femme Weber, nous croyons cependant, en restant sur le terrain de l'expertise médico-légale, devoir faire remarquer qu'en raison même de l'état de ses facultés intellectuelles, ses allégations méritent toute l'attention. Nous en avons relevé quelques-unes qui, au point de vue médical, justifieraient une vérification que nous ne sommes pas à même de mener à bonne fin. *C'est ainsi qu'elle signale spontanément, dans la famille des enfants décédés, l'alcoolisme à deux générations (des parents et du grand-père), la constitution chétive des enfants, la fréquence chez eux des accidents convulsifs du premier âge.* Or, nous rappellerons ici, à titre de simple renseignement, que l'importance de la convulsibilité comme stigmate de l'hérédité alcoolique, et la polymortalité en bas âge des enfants d'alcooliques amenant la dégénérescence et l'extinction d'une famille, sont aujourd'hui des faits bien

établis par l'expérience et l'observation clinique.

De l'exposé qui précède, nous déduirons donc la conclusion suivante :

La femme Weber, née Jeanne-Marie Moulinet, ne nous paraît atteinte d'aucun trouble mental, quel qu'il soit, de nature à expliquer médicalement les actes dont elle est inculpée.

Paris, le 20 décembre 1905.

Les experts aliénistes déclarent formellement que Jeanne Weber est indemne de tout stigmate d'alcoolisme et l'enquête la plus minutieuse sur l'existence d'antécédents alcooliques etc., est restée négative...

Jeanne Weber a toujours été comme épouse et comme mère une femme normale, calme, affectueuse, rangée dans sa vie et notoirement connue dans son entourage comme une personne incapable des faits criminels dont on l'accuse ...

Le second rapport présente en outre Jeanne Weber comme une personne d'une intelligence remarquable :

... « Ses allégations méritent toute attention. Nous en avons relevé quelques-unes qui, au point de vue médical, justifieraient une vérification impossible.... Elle signale dans la famille des enfants décédés, l'alcoolisme à deux générations, la constitution chétive des enfants, la fréquence des accidents convulsifs... »

Voici donc les experts aliénistes à leur tour qui se méprennent sur le cas de cette criminelle astucieuse et endurcie.

De nombreux témoins ont constaté à maintes reprises les habitudes d'intempérance de Jeanne Weber. Les médecins aliénistes lui décernent un diplôme de sobriété et voici que ce sont les parents et les grands-parents des petites victimes qui sont d'affreux alcooliques, coupables de par la loi de l'hérédité, de la mort de ces pauvres petits. Relisez plutôt ces lignes extraordinaires : « Or nous rappellerons que l'importance de la convulsibilité comme stigmate de l'hérédité alcoolique et la polymortalité en bas âge des enfants d'alcooliques qui amènent la dégénérescence et l'extinction d'une famille sont aujourd'hui des faits bien établis par l'expérience et l'observation clinique. »

Voici certes des faits bien établis, si les observations cliniques sur lesquelles s'appuient les experts ont été faites avec autant de précision que leurs conclusions sur le cas de l'ogresse.

Je vois d'ici les experts aliénistes en présence de Jeanne Weber, je les vois subissant le charme auquel ont succombé tant de cœurs sensibles, attentifs à ses paroles de raison, subjugués par la valeur de ses déclarations.

Des témoins ont constaté les manœuvres criminelles de l'ogresse, son intempérance est notoire et résulte de nombreuses dépositions ; qu'importe ?

Les experts ont été tellement impressionnés par l'assurance de l'ogresse, par ses manières, par sa présence d'esprit, qu'ils lui auraient décerné sans appel le prix Montyon.

Véritablement il n'est rien de plus navrant que ces cinq médecins aliénistes trompés par une rouée telle que Jeanne Weber. On se demande, en présence de ce jeu de dupes, où l'accusée, sans posséder la moindre instruction, sans savoir ni lire ni écrire, a su dérouter ainsi des experts, ce quelle a pu penser de ces cinq médecins spécialistes.

Les médecins légistes ont ainsi appuyé de leur autorité les conclusions du Dr Thoinot et de ses collègues. « Jeanne Weber, affirment-ils, est une personne calme, lucide et d'une intelligence au-dessus de la moyenne et il est impossible de découvrir en elle aucune explication médicale des crimes dont elle est suspectée. »

La méthode de ces messieurs est, nous l'avons signalé, tout à fait identique à celle du Dr Thoinot.

Le Dr Thoinot examine un enfant après la disparition des traces du crime, il fait des autopsies où il ne remarque rien ou presque

rien. Il rejette comme nulles et non avenues les déclarations de neuf ou dix témoins oculaires, dont trois médecins et conclut que s'il n'a rien remarqué de suspect, *il n'y a rien de tel.*

Les médecins légistes trouvent une femme astucieuse et roublarde, tellement maîtresse d'elle-même, qu'elle évite de se contredire, et ils prennent pour de l'argent comptant ses mensonges et ses hâbleries.

Il y a bien des témoignages contre la Weber; que leur importe? Cette femme les épate, elle leur en impose et c'est elle qu'on aurait peut-être pu consulter sur l'état mental de ceux qui avaient ainsi la prétention de l'examiner à ce point de vue spécial.

*
* *

La première affaire Jeanne Weber paraît être ainsi la faillite complète de la médecine légale. Il n'y a là cependant qu'une apparence.

Les médecins légistes et les médecins aliénistes qui ont rédigé de si étranges conclusions sont seuls et personnellement responsables de leurs actes. Ces médecins ont outrepassé les règles de prudence qu'impose le rôle de médecin légiste. Ils ont formulé à la légère des conclusions qui n'étaient aucu-

nement justifiées par leurs constatations, pour la plupart négatives.

Ils ont rejeté à priori tout ce qui pouvait être contraire à leur thèse, parce qu'ils ont fait fi des témoignages de personnes honorables, de médecins honorables, pour édifier, sur de simples impressions, des conclusions formelles.

La justice avait mis le doigt sur la plaie. La femme Weber était prise, elle était bien prise, et sa condamnation ne pouvait faire aucun doute si le procès s'était engagé sur les données de l'instruction. Les dépositions des témoins, y compris les D^r Labelle, Sallant et Sevestre, suffisaient pour accabler l'ogresse, pour la faire condamner malgré son système de dénégations. N'avait-elle pas été prise en flagrant délit? Son assurance, sa présence d'esprit dénonçaient, au surplus (c'est le seul point où les médecins légistes ont été clairvoyants) sa responsabilité.

Elle devait expier ses forfaits.

La justice commet plusieurs experts pour l'examen médico-légal des victimes et pour l'examen mental de l'accusée. Les constatations de ces experts sont négatives, à part l'ecchymose du cou reconnue à l'autopsie de Suzanne Weber. Ces experts devaient conclure : « Les autopsies n'ont rien démontré de suspect, à part l'ecchymose du cou de Suzanne Weber, chez laquelle des témoins

ont cru constater après la mort un sillon noirâtre. Il est donc impossible de conclure à une action criminelle, mais comme d'autre part il n'a pas été constaté de lésions permettant de conclure à la mort naturelle, le doute subsiste et c'est à la justice de faire la lumière.

« Pour ce qui est de l'état mental de l'accusée, nous avons constaté sa lucidité parfaite et elle nous paraît consciente de ses actes.

Nous n'avons pas relevé de symptômes d'alcoolisme ou d'autres tares, mais sa présence d'esprit et son intelligence doivent nous mettre en garde contre ses dénégations ».

Voilà dans quel sens, pensons-nous, devaient être rédigées les conclusions des rapports médico-légaux.

Au lieu de se baser sur les seuls faits précis et de rejeter comme ils devaient le faire tout ce qui était négatif, les experts ont voulu conclure envers et contre tout.

La médecine légale est ainsi venue porter entrave à la justice. Est-ce la condamnation, comme on l'a insinué, de la médecine légale ? Assurément non. C'est la condamnation des médecins légistes officiels qui veulent imposer à quiconque leur manière de voir, dût-il en coûter la vie, comme c'est malheureusement le cas, à de nouvelles victimes.

Les experts de la première affaire Jeanne Weber, en provoquant par leur intervention l'abandon de l'accusation par le ministère public, sont devenus en quelque sorte les complices de l'ogresse pour tous les crimes connus et encore inconnus qu'elle a perpétrés depuis sa première libération.

V

L'ÉPILOGUE DU PREMIER PROCÈS

Après l'acquiescement scandaleux de Jeanne Weber, le triomphe du D^r Thoinot fut complet. Fier de sa gloire, l'expert s'empessa de publier dans les *Annales d'Hygiène publique*, n° de mars 1906, avec un préambule des plus élogieux pour sa propre personne, les principales pièces du procès. Nous avons cité ce préambule *in extenso*.

Le 15 mai suivant, paraissait dans les *Archives d'anthropologie criminelle* du professeur Lacassagne, sous le titre : *Histoire d'un duel entre deux mentalités*, un article sensationnel au cours duquel la mentalité des magistrats était étudiée et mise en opposition avec la mentalité des médecins légistes.

L'auteur trop naïf de cette élucubration auquel nous ferons la grâce de ne pas citer son nom, chercha à démontrer que les magistrats sont des hommes terribles et

toujours enclins à charger l'accusée. Pour les magistrats, l'accusée était indubitablement coupable, les constatations médicales leur importaient peu, ils n'avaient tenu aucun compte des rapports médico-légaux. L'affaire se dessinait comme une lutte entre magistrats et médecins.

Cet article mérite d'être cité au moins dans ses parties essentielles, parce qu'il trahit nettement l'intervention des médecins légistes et l'impression produite par leurs déclarations.

Voici ces extraits :

Vers le milieu du mois d'avril 1905 il m'arriva, comme à tout le monde, de lire dans les journaux quotidiens qu'une femme Weber, habitant à Paris le quartier de la Goutte-d'Or, venait en quelques jours de faire périr quatre enfants de sa propre famille. Un cinquième n'avait échappé que par miracle, sa mère étant intervenue à temps.

L'horrible mégère était déjà sous les verrous et un juge d'instruction était désigné pour instruire l'affaire.

On a lu de ces histoires-là dans les *Contes des bords du Rhin*, mais il semblait que depuis longtemps les tueuses d'enfants eussent disparu. Fallait-il de nos jours en revoir une en plein Paris!

J'avoue que la nouvelle me troubla profondément. Le fait même était-il vrai? S'il était vrai, quels avaient bien pu en être les motifs? Était-ce de la part de cette femme besoin, homicide, jalousie maternelle, esprit de vengeance,

mysticisme criminel, cupidité vulgaire? Tout en cette affaire provoquait ma curiosité...

L'auteur rappelle les circonstances de la mort des enfants, les déclarations des parents, des témoins, les constatations de l'interne de l'hôpital Bretonneau et du Dr Sevestre. Bientôt il connaît, en allant consulter un médecin de ses amis, le résultat négatif des expertises du Dr Thoinot, de M. Ogier et des médecins aliénistes.

Fort perplexe, notre chroniqueur part de nouveau en campagne et se rend à Saint-Lazare :

... Les expertises répétées ne faisaient donc que rendre la nuit de plus en plus noire autour de ce drame de famille.

Je n'en eus, on le conçoit sans peine, qu'un plus vif désir de voir la criminelle de mes yeux et de l'entendre de mes oreilles. Il me semblait que je ne pourrais converser avec elle sans rapporter de l'entretien une impression qui, favorable ou défavorable, me permettrait sans doute d'entrevoir la vérité. Il est impossible, pensais je, qu'elle ne se trahisse dans son attitude, dans ses paroles. On la dit menteuse et habile à donner le change : eh bien! je me tiendrai sur la défensive.

La prison de Saint-Lazare n'est pas, on le sait, une forteresse impénétrable, et j'y avais gardé trop d'amis pour ne pas forcer aisément les portes. Elles s'ouvrirent d'elles-mêmes et je pus sans difficulté entrer en rapport avec l'inculpée.

J'ai vu, dans ma carrière de chroniqueur judiciaire, défiler sur le banc des accusés tant de visages sur lesquels il était impossible de lire le fond de l'âme que je m'étais bien promis de n'attacher aucune importance aux traits de la femme et de ne faire cas que de ce qu'elle dirait. Mais j'avoue que je tombai de surprise en l'apercevant : Comment ! c'était là l'ogresse, la tueuse d'enfants, la mégère de la Goutte-d'Or ?

Imaginez-vous une femme de petite taille, boulotte, à la face rougeaude, aux joues pendantes, commune et insignifiante dans toute sa personne autant qu'on peut l'être. C'était à se demander s'il pouvait sortir de là autre chose que des propos sans portée. Dès mes premières questions cependant je dus reconnaître que le fonds valait infiniment mieux que le dehors. L'enveloppe s'anima et les yeux prirent une vivacité particulière. Je fus étonné de rencontrer sous une forme aussi abrupte une femme qui ne manquait ni de bon sens, ni de finesse. Elle s'exprimait avec une grande simplicité, sans éclats de voix, sans protestations bruyantes, avec une parfaite clarté. Elle racontait tout ce qu'elle savait, aussi bien ce qui lui était contraire que ce qui était à son avantage, ne cherchait pas à expliquer les faits, — ce qui n'était pas son affaire, disait-elle, — et se contentait de les exposer, en regrettant souvent que tant de malheurs eussent en si peu de temps accablé les siens, non sans répéter d'une voix gémissante ce refrain mélancolique : « Je n'y suis pour rien ».

Elle se prêta avec la meilleure volonté du monde à toutes mes questions. Je lui fis d'abord raconter sa vie. Elle était née en Bre-

tagne, dans les Côtes-du-Nord et était l'aînée d'une nichée de onze ou douze enfants dont le père, pêcheur d'Islande, s'absentait chaque année pendant de longs mois et ne revenait au pays que pour reprendre la cognée ou la bêche et travailler près des siens jusqu'à la saison prochaine. Obligée d'aider sa mère, elle n'avait pu fréquenter l'école et était restée totalement illettrée. Quand l'âge de se marier arriva, son père eût voulu qu'elle épousât un marin comme lui. Mais elle avait vu depuis son enfance sa mère pleurer tant de fois et passer par des moments si cruels, qu'elle se refusa à mener pareille vie en épousant un pêcheur et qu'elle quitta même le pays pour demeurer libre de sa personne. Elle se plaça alors comme domestique, d'abord dans une ville du voisinage, puis à Paris. Là elle épousa un homme qui ne devait lui donner, dit-elle, que des contentements. Il faisait métier de piqueur dans une grande maison de camionnage et y gagnait bien sa vie. Par là, il différerait absolument, ajoutait-elle, de ses frères, qui, tous, livrés à la boisson, comme leur père d'ailleurs, avaient beaucoup de peine à vivre et végétaient dans le plus grand désordre. Trois enfants lui étaient venus de son mariage avec Weber; malheureusement aucun n'avait vécu. Le troisième avait été emporté au mois d'avril précédent, au moment même où périssaient trois de ses petites cousines, ce qui tout d'abord l'avait fait accuser par la rumeur publique d'un nouveau crime; mais dans ce cas-là, du moins, son innocence avait paru si évidente, le médecin qui avait soigné l'enfant s'était montré si affirmatif, qu'on avait dû abandonner l'accusation.

Quant aux faits mis à sa charge, elle ne sa-

vait qu'en penser. On parlait de son adresse suspecte à pénétrer chez ses belles-sœurs ou à les attirer chez elle; on signalait les procédés louches employés par elle pour éloigner les témoins; on accusait sa résistance aux observations des personnes présentes qui auraient voulu l'empêcher de prendre les enfants sur ses genoux ou de placer sa main sous leurs vêtements, etc., etc. Mais tout cela, disait-elle, n'était qu'erreur ou mensonge. Et à son tour elle exposait comment les choses s'étaient passées. Or, si son récit sur bien des points différait de celui de ses belles-sœurs, c'était moins en disant autre chose qu'en rectifiant leurs dires, et surtout en les éclairant et les complétant par des détails que celles-ci n'avaient pas donnés. Elles avaient déclaré, par exemple, que tous les enfants étaient en pleine santé le jour où la mort était venue les surprendre si étrangement. Eh bien! c'était faux. L'un était une enfant malade depuis sa naissance, qui toussait constamment, et qu'on menait chaque semaine au dispensaire; l'autre sortait à peine d'une pneumonie; le troisième avait eu quelques jours avant des convulsions. Était-ce cela des enfants brillants de santé? Et non seulement c'étaient tous des enfants malades, mais c'étaient des enfants mal soignés. Et Mme Weber racontait comment c'était là le principal sujet de querelle entre elle et ses belles-sœurs, et la cause du peu de tendresse qu'elle témoignait à leur égard. Elle protestait énergiquement contre les prétendues machinations dont elle se serait servie pour pénétrer chez ses parentes ou les attirer chez elles. En réalité, disait-elle, je ne me suis trouvée auprès des enfants mourants ou près de mourir qu'appe-

lée par les mères elles-mêmes pour veiller les petits êtres pendant qu'elles s'absentaient...

Trop dépourvu de connaissances médicales pour me faire juge en une histoire si compliquée, il m'était difficile de dire si le récit de Mme Weber était vraisemblable, mais je ne pouvais cependant m'empêcher de reconnaître que, dans ce récit, les faits s'enchaînaient avec une précision et une logique remarquables, et je pensais que si cette femme ne disait pas la vérité, l'art du mensonge, en dépit de sa rude écorce, était poussé chez elle jusqu'à la maîtrise.

J'emportai de l'entrevue une impression profonde.

Je ne pouvais croire que je me fusse trouvé en présence d'un monstre, et je voyais déjà quelque erreur judiciaire en perspective quand j'appris peu de temps après, — vers le 10 ou le 12 novembre, — que le jour même où l'accusée comparait en cour d'assises, les magistrats, convaincus de sa pleine et entière culpabilité, mais ne trouvant pas dans les pièces de l'instruction (dépositions des témoins ou rapports des aliénistes) ce qu'ils y cherchaient, à savoir les mobiles auxquels avait obéi l'accusée, venaient de décider de confier encore une fois son examen à une dernière commission, celle là présidée par le professeur même des maladies mentales de la Faculté! Si ces experts-là déclaraient comme leurs prédécesseurs qu'il n'y avait pas de trouble intellectuel chez l'accusée, c'était à n'y rien comprendre. L'affaire tournait décidément au casse tête chinois.

Un point toutefois était fort clair: c'est qu'aux yeux des magistrats l'accusée était indubitablement coupable des crimes dont on l'avait chargée.

Les constatations médicales, le rapport du Dr Thoinot avaient donc été tenus pour nuls et non avenus tant par le juge instructeur que par la chambre des mises en accusation? Cela ne faisait aucun doute, et cependant, en recherchant dans ma mémoire, il me semblait qu'il n'était pas dans les habitudes judiciaires de traiter avec une pareille désinvolture un rapport d'expert et surtout un rapport aussi net et aussi concluant que celui du Dr Thoinot.

Entre des vérifications scientifiques conduites par un homme dont la compétence était au-dessus de toute discussion et les témoignages d'une demi-douzaine de femmes qui, somme toute, avaient pu mal voir, mal observer, mal interpréter, on n'avait pas hésité, on avait écouté les femmes.

Voilà qui me troublait infiniment. Pour mettre mon esprit au repos, j'étais résolu d'aller revoir mon vieux camarade médecin...

Je lui marquai donc toute ma surprise. Il se mit à rire : « Ce qui m'étonne, mon cher ami, c'est votre étonnement...

« Que pour un médecin, les déclarations de Thoinot suffisent, cela va de soi, et j'aurais été chargé de l'instruction qu'à la réception de son rapport j'aurais mis un point final à mon dossier et signé un non-lieu. Mais ce qui est preuve pour nous ne l'est pas toujours pour le magistrat...

— Pardon de vous interrompre, lui dis-je, mais puisque vous connaissez si bien le rapport Thoinot, vous n'avez pas oublié sans doute qu'en déclarant qu'il n'a trouvé aucun signe de mort violente, il n'affirme pas cependant qu'il y a eu nécessairement mort naturelle. Ne

laisse-t-il pas ainsi planer une sorte de doute dans l'esprit des juges ?

— Peut-être. Mais Thoinot ne pouvait faire que ce qu'il a fait, il s'est exprimé comme devait le faire un médecin expert. Il n'a vu aucune trace de mort violente, et il l'a dit; il n'a vu aucune trace de mort naturelle, et il l'a dit...

— Soit, mais convenez que puisqu'on ne pouvait dire avec certitude que les enfants n'étaient pas morts de mort violente, et qu'on ne pouvait davantage préciser de quelle maladie naturelle ils étaient morts, l'esprit des magistrats pouvait se donner librement carrière.

— Sans doute, et c'est ce qui explique qu'ils soient encore aujourd'hui si convaincus de la culpabilité de la femme Weber.

« Toutefois ils devraient au moins reconnaître que les petites victimes ne sont mortes ni de strangulation ni d'étouffement, puisque sur ces deux points au moins le Dr Thoinot a été aussi net, aussi démonstratif que possible. Or, comme, d'après les témoignages accusateurs, c'est de l'une ou de l'autre de ces deux façons, à moins que ce ne soit des deux à la fois, qu'opérait la femme Weber, il faut bien admettre que les témoins ont mal vu, ce qui fait tomber tout l'échafaudage de l'accusation.

— Alors vous ne concevez pas que la mort ait pu être amenée par quelque autre mécanisme ?

— Voilà qui, en vérité, paraît bien peu probable. Il faudrait supposer que cette pauvre Bretonne illettrée, qui de sa vie n'a ouvert un livre, qui ignore tout de la médecine, qui n'a sur la santé, les maladies et leurs causes que les préjugés ordinaires des plus naïfs, ait découvert un procédé inédit pour donner la mort d'une manière inaperçue. Mais c'est nous ra-

mener tout bonnement à la sorcellerie, et, d'après tout ce qu'on en sait, la femme Weber ne fait pas l'effet d'une sorcière.

— Mais les sillons?

— Ici c'est une autre affaire. Celle qui, la première, a observé le sillon accusateur n'a pas tardé à communiquer sa foi aux autres, et toutes ont vu comme elle.

— Un instant, sis-je. Quoi que vous en disiez elles n'ont pas été seules à voir. Rappelez-vous que le quatrième enfant a été porté à l'hôpital avant qu'il ne mourût comme les autres, et que là, on a bel et bien constaté l'existence du fameux sillon. Cette fois ce ne sont pas des femmes qui ont constaté, ce sont des médecins, et le médecin de service n'a pas dit autre chose que son interne.

— Je respecte infiniment ces deux confrères, mais, dans ma conviction, ce sont encore là, deux victimes de la suggestion. Il est plus que probable que la mère a suggestionné l'interne. A-t-elle pu faire autrement que de dire à ce jeune homme en lui apportant l'enfant : « Tenez, voilà mon enfant qu'on vient de tenter d'étrangler? » Et l'interne constatant des traces rouges sur le cou, sans se demander s'il n'y avait d'autre supposition à faire pour les expliquer, a pu accepter l'explication telle quelle, et prononcer aussi le mot terrible de strangulation.

— Mais si tout, dans ce procès, est aussi simple que vous le prétendez, voulez-vous m'expliquer comment des magistrats, rompus aux affaires, habitués par métier à peser le pour et le contre, à consulter des experts, à se méfier des témoins, sont encore aujourd'hui, après neuf mois de recherches, d'interrogatoi-

res, de confrontations, plus persuadés qu jamais que la femme Weber est coupable?...

— Rien de plus simple à expliquer que leur résistance, quelque extraordinaire qu'elle nous puisse paraître, à nous médecins.

« Il y a ici en présence deux sortes d'esprits qui n'ayant pas reçu la même éducation scientifique, ne possédant pas les mêmes connaissances, n'étant pas guidés par les mêmes méthodes, usant de procédés fort différents dans la recherche de la vérité, ne peuvent fatalement arriver à s'entendre dans une affaire délicate et troublante comme l'est celle là...

« La logique du magistrat n'est pas du tout celle du médecin; ce qui est principal aux yeux de l'un est secondaire aux yeux de l'autre, et toutes les fois qu'il y aura conflit entre magistrat et médecin dans une affaire judiciaire, telle que celle-ci par exemple, on verra se reproduire la même opposition... Ne faut-il pas encore tenir compte de certaines tendances inculquées par la profession même et qui donnent à l'esprit du médecin une tournure fort différente de celle du magistrat? Le médecin, alors même qu'il fait fonction d'expert et qu'on le gratifie un peu pompeusement du titre de collaborateur de la justice, n'a d'autre but que de constater ce qui est, sans se préoccuper en rien des conséquences que pourront avoir ses constatations. La justice lui demande son avis, mais il n'a pas à se mettre aux lieux et place de la justice. Il examine et dit ce qu'il a vu, rien de plus; à la justice ensuite d'en faire état. Il n'a pas mission de rechercher des coupables et d'obtenir des condamnations... Cela, c'est le rôle du juge. Un crime se commet, il faut bien trouver un coupable, et quelque pro-

bité qu'apporte le juge dans l'exercice de sa profession, il est inévitable qu'une fois qu'il aura cru tenir ce coupable il aura bien du mal à le lâcher. Rien de plus humain. »

... On m'apprit que les magistrats qui allaient diriger l'affaire avaient décidé, avant d'aborder le jury, de demander une sorte de consultation *in extremis* au D^r Brouardel, grand maître en ces matières, et que le D^r Brouardel avait confirmé absolument les conclusions négatives du D^r Thoinot.

J'appris également que la seconde commission d'experts aliénistes avait, comme sa devancière, conclu à la parfaite santé cérébrale de l'accusée.

L'affaire se dessinait donc clairement comme une lutte entre magistrats et médecins. Jusqu'au dernier jour, les uns comme les autres s'étaient fortifiés dans leurs positions et ne semblaient pas disposés à s'en laisser déloger. De quel côté allait pencher la victoire ?

L'auteur, ici, raconte ce qui se passa à l'audience de la Cour d'assises et il le fait d'après une « vision » bien personnelle.

La première séance fut tout entière consacrée à l'interrogatoire de la prévenue et à l'audition des témoins à charge. Le président, s'emparant des dires de l'accusation, posa à l'accusée toutes les questions capables de l'embarrasser, et celle-ci, après avoir répondu non sans effort aux premières questions, se réfugia bientôt dans une sorte de négation farouche, obstinée. Cette femme que j'avais vue si alerte à la prison de Saint-Lazare, si claire et même si abondante dans ses explications, semblait,

au banc des accusés, comme ahurie et presque impuissante à parler.

Je pensais en la contemplant à ces pauvres bêtes qu'on sort brusquement d'un toril sombre pour les jeter dans la pleine lumière de l'arène. Certaines deviennent furieuses, mais plus d'une aussi n'a qu'une idée : découvrir un trou noir où se cacher. L'immense salle, la foule gouailleuse, les jurés aux yeux inquiétants, les juges soiennels, avouons que tout cela n'était pas fait pour donner à l'accusée cette liberté d'esprit dont elle avait tant besoin. C'est encore là, n'est-il pas vrai ? une des belles inventions de notre organisation judiciaire. Bref, l'interrogatoire sembla plutôt écrasant pour la prévenue. Se borner à nier, toujours nier, comme elle le faisait, était, après tout, chose facile, et ne prévenait guère en sa faveur. Mais vint l'audition des témoins à charge et le vent dès lors commença à tourner.

A mesure que défilaient les belles-sœurs, les beaux-frères, et leurs amies, on sentait faiblir les charges écrasantes de l'accusation. Un témoin, sans le vouloir, en contredisait un autre ou était pris en flagrant délit d'erreur.

« C'est avec le cordon de sa chemisette que ma fillette a été étranglée », disait une des mères. Et un autre témoin racontait que la chemisette n'avait pas de lacet et était fermée avec des boutons. « Jeanne Weber a passé la nuit chez nous », disait un beau-frère. « Pas du tout, déclarait sa femme, elle n'est arrivée chez nous que le matin à 8 heures. » Et ainsi du reste. Je commençai à croire, comme l'avait dit mon philosophe, que l'imagination terrifiée de toutes ces femmes avait surtout forgé des fantômes. En somme, rien de l'accusation,

après la première journée, ne demeurait entier, et quand on songeait que *l'adversaire* n'avait pas encore donné, on se demandait ce qu'il pourrait bien rester le lendemain d'un échafaudage si laborieusement construit.

Ah ! cette journée ! Ce ne fut pas à un combat que j'assistai, mais à une déroute, à un sauve-qui-peut. Quand parut *l'ennemi*, tout s'effondra comme un château de cartes.

On entendit d'abord deux médecins qui avaient vu deux des victimes avant leur mort.

Le premier déclara, en dépit des affirmations des parents, qu'il n'avait jamais été question en sa présence de strangulation ou d'autre chose semblable.

Le second, qui avait eu à traiter l'enfant dans son service d'hôpital, se défendit d'avoir jamais prononcé les paroles qu'on lui prêtait et d'avoir formulé une accusation quelconque.

Et dire que c'était sur cette dernière déposition qu'on comptait plus spécialement pour justifier tout ce qui avait été fait !

Quand parurent *les gros bataillons*, — je veux dire les D^{rs} Brouardel et Thoinot, — la bataille était gagnée..

Ils démontrèrent sans peine, en s'appuyant non seulement sur les constatations de l'autopsie, mais encore sur les dépositions mêmes des témoins, qu'il était impossible que les prétendues victimes de la dame Weber fussent mortes comme on le prétendait.

Les deux experts *auraient pu s'en tenir là*, mais ils firent plus. Jusqu'alors, ils n'avaient apporté qu'une démonstration négative en quelque sorte ; ils y joignirent une démonstration positive. Après avoir montré ce dont les enfants n'étaient pas morts, *ils établirent, au-*

tant qu'on peut le faire en de telles circonstances, bien entendu, de quelle affection ils étaient morts. L'un, le premier, enfant tuberculeux, avait succombé à un spasme de la glotte, et les trois autres à des convulsions, causées chez deux d'entre eux par une digestion mauvaise, et chez le troisième par une dentition en travail.

En outre, ils firent remarquer combien ces morts étaient fréquentes dans les familles d'alcooliques, où les enfants disparaissent comme les enfants Weber, dans la proportion de 40, de 50, de 60 p. 100 et même davantage. Et ici, hélas ! l'hérédité alcoolique n'était que trop certaine.

Soutenir l'accusation après un assaut pareil n'eût pas été du courage, mais de la folie, et c'est ce que comprit l'avocat général, l'honorable M. Séligman, qui, renonçant aux derniers témoignages, prit immédiatement la parole pour dire qu'il se levait non pour accabler l'accusée, mais pour demander son acquittement. Ce fut un soulagement général et on sut gré au magistrat de son loyal mouvement.

Le défenseur, M^e Henri Robert, n'avait plus à plaider la cause de sa cliente, comme bien on pense, mais il ne pouvait quitter la barre sans tirer de l'affaire sa moralité. Il le fit avec son éloquence habituelle.

Tout est bien qui finit bien, dit-on. Tel n'a pas été l'avis de tout le monde. Le hasard m'avait placé, durant la dernière séance, sur un banc voisin de ceux où s'étaient entassés les témoins à charge, parents et alliés de la dame Weber. Tous, jusqu'au bout, avaient gardé leur humeur farouche, aucun d'eux ne semblait croire à un acquittement possible.

Quand le président, après la lecture du verdict, prononça le mot attendu aux applaudissements de la salle, il y eut un moment de stupeur chez ces pauvres gens. On entendit un grand cri et le bruit d'un corps qui s'effondre. C'était la chute d'une femme âgée qui s'était, la veille, montrée l'une des plus ardentes à charger l'accusée. A ses yeux, la femme Weber restera à jamais le bouc émissaire de sa petite-fille, comme dans son quartier d'ailleurs, la femme Weber restera à jamais la Goutte-d'Or.

Cette longue citation était indispensable, car elle éclaire entièrement la psychologie des partisans de l'innocence de l'ogresse.

Pourquoi ce chroniqueur judiciaire est-il passé du doute à la conviction, pourquoi M. l'avocat général a-t-il abandonné l'accusation?

Le Dr Thoinot avait affirmé qu'il n'y avait eu ni strangulation, ni suffocation, que les résultats de ses autopsies étaient négatifs, aussi bien pour la mort violente que pour la mort naturelle.

En présence de ces résultats négatifs, le magistrat instructeur devait-il abandonner l'accusation? Assurément non.

Il était au contraire tout à fait logique de conclure: « L'expertise médico-légale est nulle, à pari l'ecchymose du cou de Suzanne Weber, qui est en faveur du crime. Ce résultat négatif ne peut donc pas être pris en considération et il convient de retenir les

dépositions des témoins oculaires, les constatations des parents, des voisins, du D^r Labelle, de l'interne M. Saillant, du D^r Sevestre. »

Entre toutes ces dépositions, qui sont concordantes et le résultat négatif de l'expertise médico-légale, le magistrat instructeur n'avait pas le droit d'hésiter : il n'a pas hésité et il a cité Jeanne Weber à comparaître devant la cour d'assises.

Il est enfantin de prétendre à ce propos, qu'en présence d'un crime, tout magistrat veut un criminel.

Le procès commence : l'Ogresse produit une mauvaise impression. Elle nie, elle nie encore, elle nie toujours.

Voici que défilent les témoins à charge. Ces témoins se contredisent non sur le fond mais sur des détails.

« Ah ! cette journée ! s'écrie le chroniqueur des *Archives d'anthropologie criminelle*... Ce fut une déroute, un sauve-qui-peut... » et il dit que les deux médecins sur la déposition desquels on comptait le plus se sont défendus d'avoir jamais prononcé les paroles qu'on leur prêtait...

Ici se pose une question d'une importance capitale. Dans tout procès au criminel, les magistrats font comparaître à l'audience les témoins qui ont déjà déposé au cours de l'instruction et dont les déposi-

tions, écrites par le greffier, ont été lues aux intéressés et contresignées par eux. Or il arrive fréquemment que ces témoins déposent à l'audience en des termes assez différents de ceux de leur déposition devant le magistrat instructeur.

Il me semble que le greffier devrait relire à l'audience, devant chaque témoin, sa déposition déjà enregistrée par le magistrat instructeur et lui demander simplement s'il a quelque chose à y ajouter. Cette méthode serait beaucoup plus scientifique, car aucun témoin ne saurait s'écarter de sa première déposition sans encourir l'accusation de *faux témoignage*.

Or il arrive ceci, que des témoins, très affirmatifs au cours de l'instruction, n'osent plus rien affirmer à l'audience, soit parce que leurs souvenirs ne sont plus aussi précis, soit parce qu'ils se trouvent impressionnés par la solennité assez émouvante de la cour d'assises, soit parce qu'ils ont subi l'influence d'autres témoignages.

Il me semble que le président de la cour d'assises, dans le cas où un témoin s'écarte sensiblement de sa déposition devant le magistrat instructeur, devrait simplement l'arrêter et lui lire les articles 361, 362 et suivants du code pénal.

Un médecin fait une constatation immédiate; il la fait en toute conscience. Un

expert assermenté, un professeur de Faculté combat les conclusions du simple praticien. Combien peu de simples praticiens oseraient s'élever contre les conclusions du maître et lui répondre, comme c'eût été le cas : « Vous n'avez rien constaté au cou de Maurice Weber, parce que vous l'avez examiné cinq jours trop tard.

« Tout le monde sait que des traces de violences, très manifestes le premier jour, peuvent disparaître au bout de quatre ou cinq jours. Je maintiens donc les termes de ma déposition et je prétends que votre examen est sans valeur et ne peut être pris en considération, parce qu'il a été trop tardif. Le tribunal devra donc l'annuler purement et simplement. »

Mais combien de jeunes médecins seraient capables d'une telle rébellion ?

Le Dr Saillant qui, en 1905, était interne à l'hôpital Bretonneau, a fait le 16 mai 1908 au *Petit Journal* la déclaration suivante :

— Alors que j'étais interne à Paris, à l'hôpital Bretonneau, avec, comme maître, le Dr Sevestre, on amena, un jour, dans l'après-midi, un jeune garçon qui était mourant. C'était, je crois, le 5 avril 1905. Le pauvre petit, qui succombait à l'asphyxie, fut aussitôt l'objet d'un traitement approprié ; on lui fit respirer de l'oxygène et on le ramena à la vie. A la contre-visite, le soir, à six heures, j'exa-

minai le petit malade, Maurice Weber, et je constatai aussitôt qu'il possédait un sillon noirâtre autour du cou et des ecchymoses sur la figure. « Mais on a tenté d'étrangler cet enfant ! » m'écriai-je. Et j'appelai les externes et le Dr Sevestre, qui, tous, comme moi, purent voir les preuves d'une tentative de strangulation parfaitement caractérisée.

Grâce à nos soins, le petit Maurice Weber put sortir guéri de l'hôpital Bretonneau quinze jours après. Il avait bien failli devenir la cinquième victime de Jeanne Weber. Aussi, fus-je convoqué par M. Leydet, juge d'instruction, pour déposer. La convocation vint me trouver dans les Pyrénées, où je soignais un malade ; je m'y rendis cependant, et les termes de ma déposition furent exactement ceux que je viens d'employer.

Ma conviction absolue était qu'on avait voulu étrangler le petit Maurice Weber et je le déclarai péremptoirement à M. Leydet.

Mon maître, le Dr Sevestre, porta les mêmes accusations que moi.

Comme médecin légiste, le professeur Thoinot n'a pas vu une seule fois le petit Maurice Weber pendant son séjour à l'hôpital et il n'a connu, notez bien ceci, des détails sur les symptômes observés sur cet enfant, que par moi ; je les lui ai donnés sur sa demande, mais il ne voulut point en faire état, malgré mes indications précises et accusatrices. M. Thoinot conclut à l'encontre de mes constatations et fit ainsi établir une première fois l'innocence de Jeanne Weber. J'ajoute que ma déposition eut le don d'exasperer le professeur Thoinot, qui me fit à ce sujet une sortie assez vive. Ce professeur était figé dans son erreur primitive et

son pontificat ne pouvait pas lui permettre de la reconnaître.

Il est vraiment regrettable que le Dr Saillant n'ait pas fait cette déposition à l'audience du premier procès Weber. Le Dr Saillant se fit en effet excuser par un certificat constatant qu'il était loin de Paris ; il déclara par lettre qu'il n'avait rien à ajouter à sa déposition devant le juge instructeur. Evidemment le Dr Saillant craignait de désobliger le professeur Thoinot qu'il savait « exaspéré » et capable peut-être de lui faire en pleine Cour d'assises une « sortie assez vive » ce qui n'est rien moins qu'agréable. Si le Dr Saillant avait déposé devant le jury, sa déposition aurait produit un effet considérable et le Dr Thoinot se serait trouvé singulièrement embarrassé.

Mais continuons à suivre le récit du chroniqueur judiciaire qui expose avec tant de conviction « la déconfiture des magistrats dans leur mauvais combat contre la médecine légale »... « Quand parurent, écrit-il, les gros bataillons, je veux dire les docteurs Brouardel et Thoinot, la bataille était déjà gagnée. »

On peut se demander tout d'abord ce qu'est venu faire à l'audience le professeur Brouardel, déjà dangereusement atteint du mal qui devait bientôt l'emporter. Le pro-

fesseur Brouardel n'avait assisté ni aux autopsies, ni à l'examen de Maurice Weber. Il était donc dans cette affaire le simple écho du D^r Thoinot, son élève. Il n'avait vu que par les yeux du D^r Thoinot.

Or, que firent les deux experts?

Le même chroniqueur judiciaire nous l'a appris : « Les deux experts auraient pu s'en tenir là, mais ils firent plus... » nous a-t-il dit, et il nous a raconté quelle fut leur extraordinaire déposition. Nous avons cité ce morceau.

Mais c'est précisément parce *qu'au lieu de s'en tenir là, ils firent plus*, que les experts ont commis une action dont la gravité n'échappera à personne.

Non seulement les experts, après avoir énuméré leurs constatations négatives, après avoir écarté comme sans importance : 1° les ecchymoses du cou de Suzanne Weber; 2° les constatations des D^{rs} Saillant et Sevestre sur Maurice Weber; se sont permis de conclure « qu'il était impossible que les prétendues victimes fussent mortes comme on le prétendait »; mais ils ont eu l'imprudence d'affirmer de quelle manière étaient morts ces enfants.

Sur quoi se sont-ils appuyés pour étayer d'aussi audacieuses affirmations?

Quant à l'hérédité alcoolique sur laquelle ils se basent, qui la leur a affirmée?

Relisez plus haut les pièces n° 10 et n° 11...

« La femme Weber a toujours été, comme épouse et comme mère, une femme normale, calme, affectueuse, rangée dans sa vie... »

Et dans le second rapport : « L'enquête rétrospective sur l'existence d'accidents alcooliques... est restée négative...

« Ses allégations méritent toute attention... C'est ainsi qu'elle signale spontanément, dans la famille des enfants décédés, l'alcoolisme à deux générations (des parents et du grand-père).

« ...Elle ne paraît atteinte d'aucun trouble mental de nature à expliquer médicalement les actes dont elle est inculpée. »

C'est donc Jeanne Weber elle-même, cette alcoolique invétérée, qui, guérie par le calme de la prison, est venue affirmer aux experts les antécédents alcooliques de ses petites victimes ! Les experts l'ont crue, ils ont pris acte de ses déclarations ! Pouvaient-ils suspecter les déclarations d'une femme aussi intelligente, aussi lucide, d'une mère de famille si tendre, si sensible, si dévouée ?

C'est aussi Jeanne Weber qui a suggéré aux experts les termes des conclusions auxquelles elle a dû son acquittement :

« Et ici, hélas ! l'hérédité alcoolique n'était que trop certaine. »

Ces conclusions extraordinaires de tous les experts qui se sont laissé influencer par la femme, Weber nous amènent à étudier un point très particulier de la mentalité de l'ogresse.

Relisons avec soin, d'une part les rapports des médecins légistes et les citations de l'article des *Archives d'anthropologie criminelle* sur « Le Duel entre deux mentalités », d'autre part les comptes rendus des interrogatoires de l'ogresse par le magistrat instructeur et par le président des assises.

Jeanne Weber est douée d'un instinct remarquable pour tout ce qui peut contribuer à la sauvegarde de son effroyable personne.

Comme une bête malfaisante, elle sait flairer le danger ; devant certains, elle parle d'abondance, elle raconte toute sa vie, elle explique avec une adresse remarquable tous les faits dont on l'accuse et elle donne à ses interlocuteurs la conviction qu'elle est et qu'elle a toujours été la meilleure mère, la meilleure femme que la terre ait porté. Survient-il au contraire, un magistrat ? elle reconnaît immédiatement l'ennemi, elle le craint, elle a peur, elle se tait. Son instinct lui fait deviner immé-

diatement si elle se trouve en présence d'un être naïf et crédule, dont elle ne fera qu'une bouchée. Elle se joue des médecins légistes et des médecins aliénistes comme elle se joue du chroniqueur judiciaire des *Archives d'anthropologie criminelle*. Elle sent que ces gens abondent dans son sens, elle flaire des défenseurs et dispose, sans en oublier une, toutes ses planches de salut.

Qu'est-elle, en revanche, devant le magistrat instructeur ? qu'est-elle à l'audience ? Une femme sournoise qui nie, qui nie toujours et chez laquelle l'art du mensonge paraît, dit le même chroniqueur, « passé jusqu'à la maîtrise ».

.

« Cette femme que j'avais vue si alerte à la prison de Saint-Lazare, si claire et même si abondante dans ses explications, semblait, au banc des accusés, comme ahurie et presque impuissante à parler.

« Je pensais en la contemplant, à ces pauvres bêtes qu'on sort brusquement d'un toril sombre pour les jeter dans la pleine lumière de l'arène. Certaines deviennent furieuses, mais plus d'une aussi n'a qu'une idée : découvrir un trou noir où se cacher. L'immense salle, la foule gouailleuse, les jurés aux yeux inquiétants, les juges solennels, avouons que tout cela n'était pas fait

pour donner à l'accusée cette liberté d'esprit dont elle avait tant besoin. C'est encore là, n'est-il pas vrai? une des belles inventions de notre organisation judiciaire. Bref, l'interrogatoire sembla plutôt écrasant pour la prévenue. Se borner à nier, toujours nier, comme elle le faisait, était, après tout, chose facile, et ne prévenait guère en sa faveur. »

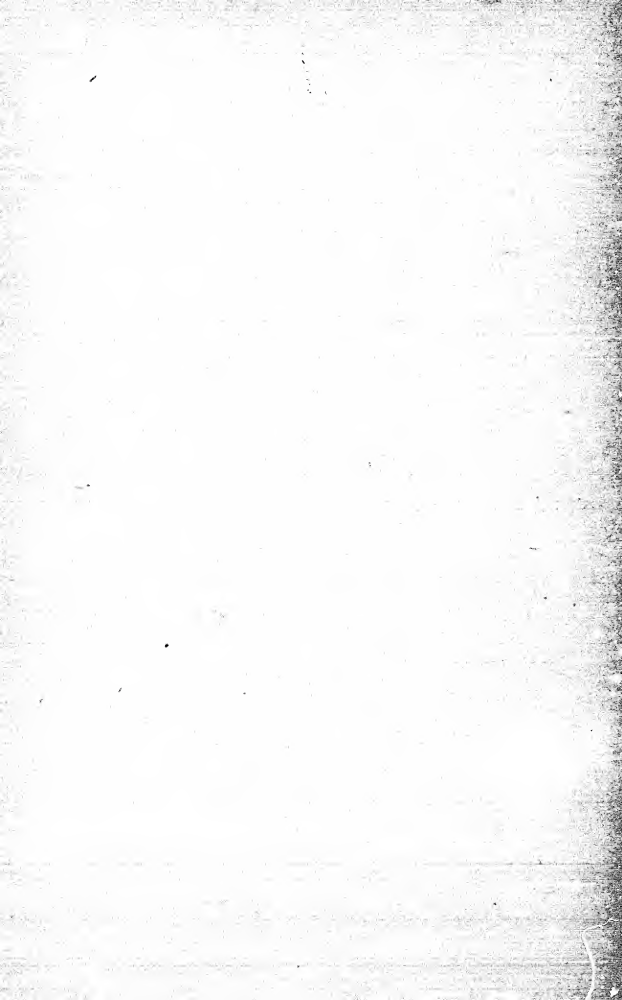
Qui peut douter après ce premier exposé non seulement de la culpabilité, mais de la responsabilité pleine et entière de Jeanne Weber?

Pour ce qui est de ses antécédents alcooliques, les experts aliénistes en ont de bien bonnes.

Je ne sache pas qu'il y ait bars et mastroquets à la porte des cellules ou des cabanons et l'ogresse avait eu le temps d'oublier, en partageant le repas des détenues, ses vieilles habitudes d'intempérance.

Les médecins experts officiels ont donc été, dans la première affaire Weber, aussi clairvoyants, aussi perspicaces, les uns que les autres. Les médecins aliénistes surtout ont fait preuve d'une crédulité que l'on ne peut guère expliquer que par l'influence de leur milieu habituel. Ces braves gens ont été suggestionnés d'abord par les

rapports du Dr Thoinot qui n'avait rien vu et qui cependant niait la strangulation; ils ont été suggestionnés ensuite par Jeanne Moulinet, par cette enchanteresse du crime qui a produit sur eux une impression profonde, par cette sirène aux doigts crochus, qui les a conquis dès ses premières paroles comme elle a su faire plus récemment dans un autre ordre d'idées la conquête de ce naïf désormais célèbre, le père Joly, de Lay-Saint-Rémy.



VI

LES CRIMES INCONNUS

DE JEANNE WEBER

L'ogresse a-t-elle étranglé d'autres enfants que ceux dont nous avons parlé?

Troublant problème!

En effet, qu'est devenue Jeanne Weber après le procès de Paris? Qui l'a recueillie?

Où a-t-elle passé son temps?

Elle a dicté à un journaliste qui avait assumé la délicate et redoutable mission de la défendre, pendant qu'elle était emprisonnée à Châteauroux, un récit de son existence, qui constitue un roman vécu bien « arrangé » mais plein de lacunes.

D'après ces « Mémoires » il est fort difficile de savoir dans quelles maisons Jeanne Weber s'est abritée, entre le moment où, sortie des eaux de la Seine, elle quitta Paris, et celui où on la vit arriver chez le père Bavouzet, à Villedieu.

Y avait-il des enfants dans ces maisons?

Et ces enfants ne sont-ils pas morts, pendant que Jeanne Weber était là ? qui le saura jamais ?

On a dit que l'ogresse, après sa tentative de suicide, avait reçu un grand nombre de lettres, de personnes qui voulaient lui confier des enfants. Un des magistrats qui avait lu ces lettres nous faisait remarquer que la mentalité de la part des personnes qui osaient faire à l'ogresse de pareilles propositions devait être extraordinaire.

Certains de ces parents n'auraient-ils pas mérité d'être soumis à une surveillance rigoureuse ? Assurément, on peut se demander s'ils n'étaient pas plus perspicaces que les experts du procès de Paris et s'ils n'avaient pas deviné, dans l'ogresse, celle qui saurait sans bruit, sans fracas, les débarasser de quelque enfant maudit.

Il serait donc à souhaiter que la justice pût faire la lumière complète sur l'emploi du temps de Jeanne Weber depuis sa libération après le procès de Paris jusqu'au crime de Châteauroux.

Qui sait, comme l'insinuait M. le juge d'instruction de Châteauroux, si l'on ne découvrirait pas un ou plusieurs crimes atroces, de ces suppressions d'enfants voulues et savamment ourdies par des parents indignes, peut-être par des personnes de haute situation et qui se savaient certaines

d'atteindre leur but en recueillant Jeanne Weber ?

Le juge d'instruction de Châteauroux ne s'est-il pas demandé, d'ailleurs, quelle avait pu être l'arrière-pensée du père Bavouzet lorsqu'il recueillit Jeanne Weber sous un faux nom, pour partager sa couche et soigner ses trois enfants, dont l'une, Germaine Bavouzet, était atteinte d'un horrible bec de lièvre ?

N'a-t-il pas eu, même, un instant, la pensée de signer un mandat d'arrêt contre cet homme, qui, avec entêtement, contre toutes apparences, s'obstinait à dire que Jeanne Weber était innocente ?

Au reste, le père Bavouzet ne persista pas dans ses déclarations premières.

Comme le juge, un jour, le pressait de questions, comme même il lui faisait entrevoir sa responsabilité, le vieillard se décida et parla : les lèvres tremblantes, la gorge serrée, il dit au magistrat qu'il avait vu sur le cadavre de son enfant, en travers du front, un sillon bleuâtre, comme si on lui avait comprimé le crâne avec une corde.

Et puis, il y avait le foulard, autour du cou.

Le père Bavouzet avait détaché ce foulard, et avait constaté, au-dessous du cou, un autre sillon — celui que les docteurs Bruneau, Audiat et Papazoglou avaient signalé...

— Alors, dit-il au juge, alors, je fus pris d'un soupçon terrible! Je me souvins que Jeanne Weber avait écarté tout le monde de ma demeure, qu'elle avait voulu être seule avec mon enfant, et je lui pris les poignets, et je lui criai : « Qu'as-tu fait?... »

« Elle me considéra, se demandant avec terreur si je n'allais pas la tuer; elle se jeta sur le petit cadavre et pleura sans dire un seul mot.

« Que devais-je faire?

« Je lui criai une fois encore : « Qu'as-tu fait, misérable?...

« Alors, oh! alors, je m'en souviendrai pendant toute ma vie, alors, elle n'eut qu'un seul mot, un seul : Pardon!...

« Et en présence de cet aveu, le cœur broyé, songeant que c'était moi qui l'avais appelée à mon foyer, songeant qu'elle était mon hôte, que j'étais un peu responsable de ce qui était arrivé, puisque sans moi elle ne serait pas venue, alors je lui dis : « Va-t-en... Je ne te trahirai pas... Mais si tu es trahie par d'autres, malheur à toi!... »

« Alors, elle partit... »

Voilà ce que le père Bavouzet dit au juge en novembre 1907.

Sa déposition figure au dossier.

Elle était trop tardive.

La Chambre des mises en accusation ne put en faire état, car elle était en contra-

diction avec les premières dépositions du même témoin.

Et, judiciairement, le doute devant toujours profiter à l'accusée, la Chambre des mises en accusation dut considérer comme nulles les deux dépositions contradictoires du père Bavouzet.

Mais on voit d'ici où nous voulons en venir.

Le père Bavouzet avait écrit à Jeanne Weber : « Vous êtes malheureuse, on vous chasse de partout ; venez. » Jeanne était venue, avait tué l'enfant du vieillard, et celui-ci avait eu peur de l'accuser, se sentant un peu responsable de l'affreux événement.

Mais entre l'instant où Jeanne Weber avait voulu se noyer et celui où elle arriva à Ville-dieu, elle est allée chez d'autres personnes qui lui avaient écrit de venir...

Qu'y a-t-elle fait?...

Et après sa sortie de la prison de Châteauroux, qu'a-t-elle fait?

Nous savons que, recueillie par le juge Bonjean, elle fut placée en divers endroits, et notamment à Fongombault, où, a dit un rédacteur du *Petit Journal*, on raconte qu'elle fut prise en flagrant délit de tentative de strangulation d'un enfant malade!...

Elle dut partir de Fongombault, chassée par le juge Bonjean, navré d'avoir recueilli

une femme qu'il avait cru innocente, et qui venait, par son acte, de se reconnaître criminelle!

Alors, elle erra, de place en place, chassée de partout *parce qu'elle ressemblait à Jeanne Weber*, car, à chaque fois qu'elle se plaçait, elle dissimulait son identité.

Et chose effroyable, elle recherchait des places de bonne d'enfant!

Un enfant n'est-il pas mort dans une des maisons où Jeanne Weber, pendant ce laps de temps, est passée?...

Qui le saura? Et comment le saura-t-on?...

Il est certain que Jeanne Weber a tué de ses mains diaboliques d'autres enfants que ceux dont la mort lui est, avec preuves à l'appui, reprochée.

Et nous en donnons pour preuve, ce fait, qui a été révélé dans le *Journal*, le 30 avril 1907.

Ce jour-là, l'un de nous, M. Fernand Hauser, fit dans le *Journal* le récit d'une visite à la mère d'une victime inconnue de l'ogresse.

Reproduisons ici ce récit :

C'est tout de même étrange! Partout où elle passe, les enfants meurent, et ils meurent de la même mystérieuse façon!

Ainsi nous parlait une personne, angoissée, à la lecture des récits de la mort de l'enfant du bûcheron Bavouzet.

Oui, partout où elle passe, les enfants meurent!... Mais y a-t-il longtemps que cela dure?

Avant la mort du petit Bavouzet, avant la mort de ses nièces, avant même la mort de son fils, Jeanne Weber a-t-elle vu mourir sous ses yeux d'autres enfants?

« Oui, nous écrivait hier un de nos lecteurs ; avant qu'on parlât d'elle, avant qu'on l'accusât, Jeanne Weber, a vu mourir entre ses bras une fillette. La justice l'ignore, nous le savons, nous. Allez plutôt vous renseigner chez les parents de l'enfant, 8, rue des Amiraux, à la laiterie Poyatos... »

Je suis allé à la laiterie Poyatos.

Mme Poyatos est là, occupée au ménage ; elle est tout interloquée, quand je lui demande si elle a connu Jeanne Weber.

Elle me considère un instant, avant de répondre, puis, poussant un long soupir :

— Si je l'ai connue?... Ah! Je voudrais bien ne pas l'avoir connue! Ma fillette serait peut-être encore là!...

M. Poyatos, à ce moment, arrive; il était dans l'arrière-boutique : il a tout entendu.

— Ne parlons pas de ça, voulez-vous ; ça me fait trop de chagrin!...

Mais je pose de nouvelles questions, j'insiste pour obtenir des réponses, et voilà que le père parle :

— Quand j'étais employé dans une maison de porcelaines, je voyais quelquefois Weber, qui était piqueur dans la maison où nous louions nos chevaux. On se tutoyait. Plus tard, quand j'ai acheté cette laiterie, j'ai eu, un jour, un cheval malade ; alors, je suis allé chercher Weber, et je lui ai dit : « Viens donc voir ce qu'a mon cheval. » Il est venu ; il est revenu.

Un jour, il nous a amené sa femme; et c'est comme cela que Jeanne Weber est entrée chez nous. Elle venait en amie. Elle jouait avec mes deux enfants. Elle faisait la causette...

« Il y avait quelque temps qu'elle venait ainsi, chaque jour, quand, un dimanche, comme elle tenait notre « Cécelle » dans ses bras, la petite se plaignit tout à coup. On se précipita. Elle avait vingt-neuf mois; un enfant, c'est fragile, à cet âge... On lit venir le médecin; il ordonna des remèdes et s'en alla...

Mme Poyatos interrompt son mari, et continue son récit :

— J'aurais dû ne pas la quitter... Mais voilà que le jeudi, après le départ du médecin, l'après-midi, Jeanne Weber me dit : « Il y a du monde au magasin, pour du lait. Pendant que vous irez, je garderai « Cécelle ».

« Je vais servir les clients; ça ne dura pas longtemps. Tout à coup j'entends un cri terrible... Je me précipite... « Cécelle » était dans son lit, agonisante : elle tournait les yeux... Jeanne Weber la tenait... Ça dura une minute... « Cécelle » était morte !... »

Et Mme Poyatos, à ce souvenir, éclate en sanglots.

Son mari reprend :

— J'étais là... J'ai crié : « Cécelle ! Qu'est-ce que tu as?... » La pauvre petite, je l'ai vu, voulait répondre : elle n'a pas pu... Elle a passé !... Jeanne Weber, je m'en souviens comme si c'était d'hier, avait une main posée sur sa poitrine, et, de l'autre main, elle la soutenait par le dos !... Et elle ne voulait pas qu'on la touche !...

— Elle était toute seule auprès de votre enfant, au moment où celle-ci a crié ?

— Oui, toute seule !...

— Et qu'ont dit les médecins ?

— Ils sont venus à trois, en comptant le médecin des morts... Ils ont dit : « Méningite foudroyante... » Une si belle enfant, monsieur, si gaie, qui chantait toujours !...

Un silence. Le père reprend :

— Après, Jeanne Weber est revenue ; elle voulait emmener mon fils jouer avec son fils à elle ; mais le petit n'a jamais voulu. On aurait dit qu'il en avait peur...

— Et puis ?

— Et puis, peu après, on a remarqué que Jeanne Weber se saoulait ; un jour, ma femme l'a trouvée ivre-morte à la cave. Alors, on l'a mise à la porte... Elle n'est plus revenue...

— Il y a longtemps que votre fillette est morte ?

— Il y a eu trois ans au mois de novembre ; c'était avant que son fils meure... Comment est-il mort, celui-là ? Et comment sont morts tous ses autres enfants ? Car elle en a eu plusieurs, qui sont tous morts...

— Vous ne l'avez pas soupçonnée, lors de la mort de votre enfant ?

— Non... Comment voulez-vous?... Notre chagrin était si grand .. On n'aurait jamais pu croire qu'une mère de famille pouvait tuer un enfant... Mais depuis, il y a eu l'histoire de ses nièces... Je n'ai rien dit, alors ; on ne peut pas charger le monde, n'est-ce pas ?... On pouvait se tromper dans ses idées... Et puis, ça ne nous aurait pas rendu « Cécelle »... Mais pourquoi l'a-t-on acquittée ?... Pourquoi ?...

Un court silence, puis M. Poyatos s'écrie :

— Ce doit être une folle, ou une hystérique... *Elle doit ressentir du plaisir, peut-être, en voyant mourir les enfants sous ses mains...*

Alors, Mme Poyatos, tout en larmes, de dire :

— On ne va pas nous la sortir de son tombeau, n'est-ce pas, monsieur, notre pauvre petite « Cécelle »?... On va la laisser dormir tranquillement, n'est-ce pas?... Qu'est-ce qu'on pourrait voir, dites?... Et ça nous la rendrait-il?...

Le père, à ce moment, reprend :

— Ah ! Malheur ! Et dire que c'était pour lui avoir du bon lait, qu'on avait acheté cette laiterie !... Mais comment les médecins n'ont-ils pas vu qu'elle l'avait tuée !... Ce n'est pas des pauvres gens comme nous qui pouvons savoir... Et puis, quand on pleure devant un enfant mort, on ne pense pas plus loin... On ne va pas chercher... On pleure... Ce sont les médecins qui doivent voir... Vous pensez bien que si j'avais pu me douter, je l'aurais tuée de mes propres mains, cette misérable !... Car, je le vois, maintenant, c'est elle qui a tué mon enfant !...

Au milieu de ses sanglots, Mme Poyatos murmure :

— Tuer des enfants !... Est-il possible qu'on ait le cœur de tuer des enfants ?...

Et devant cette douleur, que je viens de raviver, je ne peux que m'excuser timidement de mon indiscretion et me retirer.

Les époux Poyatos, interrogés, quelques jours après la publication de cet article, par le juge Belleau, confirmèrent en tous points

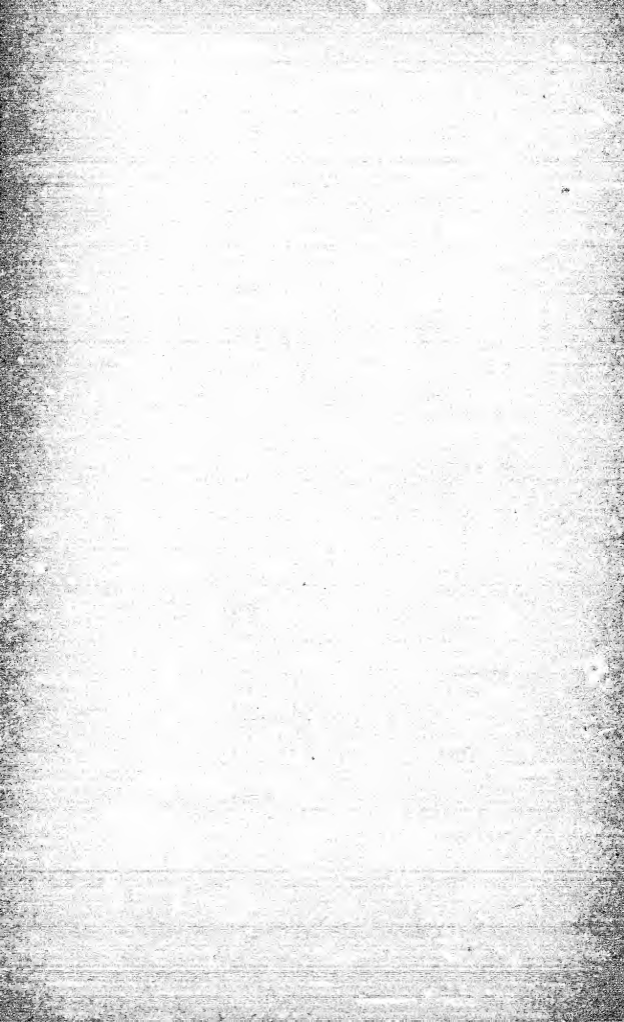
le récit qu'ils avaient fait au rédacteur du *Journal*.

Ainsi, donc voici une des *victimes inconnues* de Jeanne Weber, retrouvée.

Retrouvera-t-on les autres ?

Car il y en a d'autres.

Il est impossible d'en douter...



VII

LE CRIME DE VILLEDIEU

Arrivons au crime commis par Jeanne Weber à Villedieu.

Le 17 avril 1907, vers 7 heures du matin, succombait dans un hameau de la commune de Villedieu, près de Châteauroux, un enfant de neuf ans, le petit Auguste Bavouzet. Cet enfant était soigné depuis quelque temps par une femme connue dans le pays sous le nom de M^{me} Blaise et que le père Bavouzet avait fait venir de Paris.

M^{me} Blaise s'occupait du ménage et des trois enfants, Germaine, Auguste et Louise. Il paraît qu'elle partageait aussi le lit du père Bavouzet.

Le 16 avril, Auguste Bavouzet était bien portant. Il était allé à l'école et nul ne s'était aperçu qu'il pouvait être souffrant. Vers cinq heures, l'enfant repartit pour Villedieu. Il fut croisé sur la route de Chambon par M. Blin, domestique à Chamousseau, qui le fit monter dans sa voiture avec un de

ses camarades. Le trajet était de 2 kilomètres. Auguste Bavouzet était très gai ; il chanta tout le long de la route. M. Caillet, conseiller municipal de Chambon, mariait ce jour-là sa fille. Auguste Bavouzet vint rôder autour des tables du festin ; on le savait malheureux. On le fit chanter et on lui donna de la galette. Auguste Bavouzet ne se fit pas prier et les gens de la noce s'amusèrent à le faire boire. Vers sept heures du soir, se sentant mal à l'aise, l'enfant rentre chez son père et dit à une voisine, M^{me} Faguet, qu'il avait mal à la tête et voulait se coucher.

Il dit à une autre voisine, M^{me} Boussin, qui le trouvait rouge et congestionné : « J'ai mangé beaucoup de galette et j'ai bu du vin pur. »

Lorsque M^{me} Blaise rentra, Auguste Bavouzet se plaignait de maux de tête. Elle envoya ses sœurs Louise et Germaine chercher à Villedieu le D^r Papazoglou, en leur disant que « leur petit frère était pour mourir ».

M^{me} Boussin offrit d'accompagner les fillettes et toutes trois arrivèrent à neuf heures du soir chez le docteur Papazoglou. Le docteur les interrogea. L'enfant paraissait atteint d'une simple indigestion sans gravité. Il prescrivit une potion et des sinapismes, recommandant qu'on le prévint si l'état s'aggravait.

L'enfant prit la potion. On lui appliqua les sinapismes et on lui mit sur le front des compresses vinaigrées. Il se plaignait de maux de tête, mais n'avait pas de convulsions. M^{me} Boussin, qui était restée auprès de l'enfant avec M^{me} Blaise, dit aux fillettes d'aller chercher leur père, qui couchait fréquemment à quelque distance de là, dans une forêt où il travaillait. Les fillettes partirent aussitôt et M^{me} Boussin rentra chez elle, laissant M^{me} Blaise seule avec le petit Auguste Bavouzet.

Le père arriva avec ses deux filles vers trois heures et demie. M^{me} Blaise s'était couchée; l'enfant dormait; il paraissait calme et le père fit remarquer que s'il avait pu prévoir qu'il ne fût pas plus souffrant, il ne se serait pas dérangé. Les deux fillettes allèrent se reposer. Vers cinq heures et demie du matin, le père réveilla sa fille aînée, Germaine, qui allait travailler à Villedieu. Le petit Auguste s'éveilla, embrassa sa sœur et lui dit de lui rapporter du sucre noir. La plus petite, Louise, dormait profondément.

Le père Bavouzet sortit pendant quinze à vingt minutes pour chercher du lait; quand il rentra, il alluma du bois dans le foyer, sans s'inquiéter de son fils Auguste, qu'il venait de voir en bon état. Tout à coup, M^{me} Blaise, qui était seule auprès de l'enfant, l'appela et

lui dit : « On croirait qu'il va mourir. »

En effet, Auguste Bavouzet étouffait : le père, effrayé poussa un cri qui réveilla la petite Louise, et sortit en courant pour chercher un médecin. Il se précipita sur la route de Villedieu, courut chez le docteur Papazoglou.

Le docteur Papazoglou partit à motocyclette, disant à Bavouzet de l'attendre pour rapporter les médicaments nécessaires. A son arrivée, l'enfant était mort et M^{me} Blaise avait déjà fait sa toilette, sa chemise de nuit étant, paraît-il, souillée de déjections. Elle l'avait vêtu d'une chemise propre et placé sur un grand lit, les couvertures ramenées sur son pauvre petit corps glacé. Elle reprocha au docteur de ne pas être venu plus tôt.

Le docteur, examinant l'enfant, dont le col de la chemise n'était pas boutonné, aperçut autour du cou un sillon suspect. M^{me} Blaise, prenant les devants, dit au docteur : « Qu'est-ce que c'est que cela ? »

Le docteur répliqua : « Oui, comment cela s'est-il fait ? » M^{me} Blaise ne répondit pas. Le docteur assujettit le col autour du cou de l'enfant pour voir s'il s'appliquait au sillon : le col de la chemise était beaucoup plus large que le cou. Il constata ensuite que le col de la chemise que l'enfant avait portée toute la nuit était plus large encore. Il posa

quelques questions. M^{me} Blaise répondit que l'enfant avait eu « comme des convulsions ».

Le docteur Papazoglou sortait après avoir constaté le décès, lorsque M^{me} Blaise le rejoignit et lui demanda : « De quoi est il mort ? » — « De convulsions, répliqua le docteur, c'est vous qui l'avez dit. »

M^{me} Blaise dit alors que les enfants Bavouzet étaient très malheureux, mal nourris, et que le petit Auguste avait pu « manger des choses malfaisantes ».

Le docteur n'avait aucune raison de soupçonner un crime. Cependant, il interrogea la femme Blaise et lui demanda qui elle était. — « Je suis la sœur de la femme de Bavouzet. — D'où venez-vous ? — De Paris. J'étais cuisinière, mon mari a été employé de chemin de fer, il quitta sa place à notre mariage et entra comme piqueur chez un maître. Il gagnait dix francs par jour et nous avions un loyer de cinq cents francs. Mon mari est mort, je tombai malade et le médecin me recommanda l'air de la campagne. Je suis venue ici et, voyant la maison misérable, je me suis mise à travailler. »

On voit avec quel soin « M^{me} Blaise » dissimulait sa véritable identité.

Le docteur revint à Villedieu et avertit le père Bavouzet. Le bruit courut bientôt que l'enfant était mort de la variole noire, parce que les femmes, venues pour jeter de l'eau

bénite sur le corps, avaient remarqué des taches suspectes autour de son cou et sur son front. Le maire chargea le docteur de faire de nouvelles constatations, afin de précipiter l'inhumation et de procéder de suite, si l'enfant était mort de la variole, à la désinfection du local.

Le lendemain matin, le docteur Papazoglou revint à Chambon. Il examina le corps de l'enfant, qui présentait sur les parties internes des taches violacées. Le sillon autour du cou était plus net. Etant données les marbrures violacées et la déclaration de M^{me} Blaise, que l'enfant avait pu « manger des choses malfaisantes », il se dit qu'il s'agissait peut-être d'un empoisonnement accidentel.

Le 19 avril, le docteur Papazoglou fut appelé de nouveau à Chambon pour visiter M^{me} Blaise et c'est sous ce nom qu'il l'inscrivit sur son carnet de visites. La consultation terminée, M^{me} Blaise lui demanda *si l'on avait fait l'autopsie* et quel en avait été le résultat !!! Le docteur, sans remarquer l'étrangeté de cette question de la part d'une femme en apparence très ignorante, répondit qu'il n'y avait pas eu d'autopsie.

De retour à la mairie, il dit au maire que la mort pouvait paraître suspecte, que des traces bizarres autour du cou pouvaient faire croire à la strangulation et que des plaques

violacées sur le corps pourraient se rapporter à un empoisonnement. Le maire fit sa déclaration à M. le procureur de la République.

Le Dr Audiat, de Châteauroux, fut commis par le Parquet pour examiner le cadavre et procéder à l'autopsie, s'il y avait lieu.

La réquisition portait seulement comme indication « empoisonnement ».

Le cercueil avait été porté à la mairie de Villedieu. Le père Bavouzet avait déclaré qu'il ne possédait rien, qu'il était dans la misère et qu'il ne pouvait aucunement s'occuper de ce qui se passait à propos de son enfant.

Le Dr Audiat fit ouvrir le cercueil. Le maire, le Dr Papazoglou, un gendarme et un menuisier étaient présents. Tous constatèrent devant le cou, à la gorge, des traces rougeâtres assez larges, sous forme d'un sillon; ils remarquèrent, d'autres traces noirâtres sur le front, des taches violacées sur les cuisses et la partie inférieure du corps.

Il s'agissait surtout, dans l'esprit du maire, de savoir si l'enfant avait succombé à la variole noire. Personne dans l'entourage de l'enfant ne paraissait devoir être suspecté de manœuvres criminelles. D'autre part, l'enfant avait eu mal à la tête et M^{me} Blaise avait affirmé au Dr Papazoglou qu'il avait

présenté, le matin de sa mort, des accidents convulsifs.

Voici le texte du rapport du Dr Audiat :

Je soussigné, Charles Audiat, docteur en médecine, domicilié à Châteauroux, requis par M. le juge d'instruction près le tribunal de Châteauroux, à l'effet de me transporter à Villedieu et d'examiner le corps du jeune Bavouzet, âgé de neuf ans environ ;

De rechercher et faire savoir quelles sont les causes de la mort de cet enfant survenue le 17 avril ;

Serment préalablement prêté entre les mains de ce magistrat, me suis transporté sur les lieux, le 18 avril, à quatre heures de l'après-midi, et ai constaté ce qui suit :

Le cadavre qui m'a été présenté est celui d'un enfant de neuf ans environ, de constitution délicate, assez maigre. La mort paraît remonter à vingt-quatre heures environ. La rigidité cadavérique n'est pas complète et la putréfaction n'est pas commencée. Les pupilles sont dilatées. Une ecchymose rougeâtre fait le tour du cou et semble produite par le col de la chemise de l'enfant qui, boutonné, s'adapte parfaitement à l'empreinte constatée.

Sur les parties déclives du corps, et sur les cuisses, on constate deux larges traces ecchymotiques telles qu'on peut en apercevoir souvent sur le cadavre d'individus ayant succombé à des affections diverses. Ces taches n'ont aucun caractère pathognomonique. Rien autre chose à noter.

Des renseignements fournis et de l'étude des circonstances qui ont entraîné la mort de cet enfant (mort qui a été rapide, mais non pas

subite), il semble résulter que cet enfant qui, depuis quinze jours déjà, était manifestement souffrant, qui se plaignait de la tête, que son maître d'école a vu à plusieurs reprises se coucher sur son pupitre, pâlir subitement, etc., que cet enfant, dis-je, était atteint d'accidents méningés et qu'il a été pris d'accidents convulsifs constatés par le médecin traitant et qui ont amené la mort.

Conclusion. — La mort de cet enfant semble avoir été produite par des phénomènes convulsifs consécutifs à des accidents méningés préexistants depuis une quinzaine de jours. En tous cas, toute idée criminelle doit être écartée.

Chateauroux, le 19 avril 1907.

Signé : D^r AUDIAT.

Seul jusqu'alors, le père Bavouzet savait que la femme Blaise n'était autre que Jeanne Weber.

Or, le 22 avril, cinq jours après la mort du pauvre petit enfant, se produit un coup de théâtre : surexcitée, arrive à la gendarmerie, la fillette au bec de lièvre, Germaine Bavouzet, qui dit : « La femme qui est depuis le 13 mars dernier chez mon père n'est pas M^{me} Blaise, c'est Jeanne Weber » ; en même temps, elle montre un fragment d'un vieux journal, où se trouvait, avec le compte rendu du premier procès, le portrait de Jeanne Weber ; « Je crois, dit Germaine Bavouzet, que c'est elle qui a étranglé mon petit frère. J'ai entendu cette femme dire à

M^{me} Faguel, en parlant de ma sœur Louise et de moi : « je leur ferai ce que j'ai fait à l'autre ». J'ai vu des taches autour du cou de mon petit frère, comme si on l'avait serré. J'ai peur que cette femme m'en fasse autant, ainsi qu'à Louise. » Et, sur une question du gendarme, la fillette continua : « Mon père a ramené cette femme un soir de mars, il nous a dit que c'était une cousine de notre mère, qu'elle s'appelait Weber, mais qu'il ne fallait pas le dire ; on l'a appelée d'abord M^{me} Moulinet, puis M^{me} Blaise. Hier, j'ai pris un paquet de vieux feuillets découpés par mon père. Il y avait une image : j'ai reconnu Jeanne Weber ; j'ai lu et j'ai vu qu'elle avait étranglé quatre enfants. Je n'ai rien dit parce qu'elle était là et que j'avais peur. Dès que j'ai pu je suis venue vous prévenir. »

Le maréchal des logis se livra à une enquête rapide. Il s'assura que le père Bavouzet connaissait le nom et les antécédents de Jeanne Weber. Interrogé sur la mort de son fils Auguste, le vieux bonhomme se montra très réservé et ne voulut rien dire.

Cependant, en présence de la dénonciation formelle de Germaine Bavouzet, le juge d'instruction de Châteauroux, M. Belleau, ordonna l'autopsie d'Auguste Bavouzet et commit à cet effet les D^{rs} Audiat et Bruneau, ce dernier ancien interne du professeur Brouardel.

L'autopsie fut pratiquée le 23 avril, à quatre heures du soir.

Après l'autopsie, les docteurs Audiat et Bruneau demandèrent communication du dossier de l'affaire Weber devant les assises de la Seine; ils devaient consulter ce dossier avant de déposer leur rapport; celui-ci, expédié par erreur à Châteaudun, parvint à Châteauroux avec un retard de trois jours. MM. Audiat et Bruneau déposèrent leur rapport le 3 mai; en voici le texte :

Rapport des D^{rs} BRUNEAU et AUDIAT, relatant l'autopsie qu'ils firent, le 23 avril 1907, du cadavre du jeune Bavouzet.

Nous, soussignés, Bruneau Frédéric et Audiat Charles, docteurs en médecine de la Faculté de Paris, commis par M. Belleau, juge d'instruction, déclarons nous être transportés au cimetière de Villedieu-sur-Indre, dans l'après-midi du 23 avril, et avoir procédé (seraient préalablement prêtés), à l'autopsie, après exhumation, du cadavre du jeune Bavouzet Auguste, âgé de neuf ans, et décédé le 17 avril, à neuf heures du matin.

Le cadavre est sorti de la bière, enveloppé dans un petit drap revêtu d'une chemise et de divers effets d'habillement. Nous enlevons ces vêtements et nous portons le cadavre sur une table installée devant la chapelle du cimetière.

La première chose qui frappe est un large cordon ecchymotique faisant le tour du cou. Ce cordon, de la largeur du pouce (2^{cm},5 environ), entoure le cou à peu près complètement.

Il se porte en arrière avec tendance à se terminer en angle aigu *au-dessous* de la nuque du côté droit. Là, il existe une solution de continuité du cordon qui paraît se dissoudre et s'étaler en plaques irrégulières ecchymotiques séparées par des intervalles de peau normale et non ecchymosée sur la face antérieure du cou, au niveau du bord inférieur du cordon ecchymotique. Au-dessous du cartilage cricoïde, nous relevons plusieurs éraflures linéaires comme faites à l'ongle, dont l'une a 4 centimètres de longueur.

La peau du cercle ecchymotique est incisée au bistouri; elle est, en plusieurs endroits, comme parcheminée. Les muscles du cou, à droite du larynx et de la trachée, sont, sur un point limité, imprégnés de la matière colorante du sang.

Le visage est pâle, d'aspect cireux; à l'union du tiers supérieur avec les deux tiers inférieurs du front, existe un sillon violacé large de 0,005, en forme de demi-cercle, à concavité supérieure. La branche gauche de ce sillon s'arrête en avant de la tempe gauche; la branche droite, au contraire, traverse complètement la tempe droite. On dirait l'impression sur la peau d'un lacet fortement appliqué ou du bord d'un cercle rigide.

Le ventre est marqué d'une coloration verdâtre, indice d'un commencement de décomposition. Sur la poitrine et sur le ventre, aucune ecchymose, aucune trace de blessure n'est relevée. La peau de la face antérieure des cuisses, leur face postérieure et interne sont tachées d'une forte coloration rosée presque uniforme.

La même coloration existe, mais un peu

plus sanée, sur les fesses et dans la région lombaire.

A l'ouverture du thorax, nous trouvons des adhérences pleurales à droite dans une assez grande étendue. Les poumons sont violacés, congestionnés, infiltrés d'un sang noirâtre dans les deux tiers inférieurs. Il n'existe pas d'ecchymoses sous-pleurales.

Le péricarde a extérieurement un aspect singulier, il a une teinte comme bleutée; nous l'ouvrons et nous trouvons cette cavité toute pleine d'un sang noir liquide, au milieu duquel nage le cœur. La crosse de l'aorte est rouge vif et infiltrée de sang. Les carotides ne présentent rien d'anormal. Le cœur est flasque, mou; les cavités droites et gauches sont totalement vides de sang et ne contiennent aucun caillot.

Le larynx et les bronches n'offrent rien d'anormal, sauf une vascularisation notable de la muqueuse.

Les poumons, à la coupe, ne présentent aucune trace de tuberculose.

L'estomac n'a rien d'anormal extérieurement; il est enlevé entre deux ligatures pour permettre l'examen chimique du contenu.

Le foie, les intestins et les reins, à l'examen extérieur et à la coupe, ne nous ont rien décelé de particulier.

L'ouverture du crâne est faite pour l'examen du cerveau.

Le cerveau offre un état congestif notable; les petites ramifications vasculaires se dessinent nettement. Les faces externes et supérieures des lobes cérébraux sont plaquées çà et là de quelques taches rouges, qui résistent au lavage.

De chaque côté de la scissure interhémisphé-

rique, nous trouvons plusieurs groupes de petites granulations d'un blanc grisâtre, indices d'une méningite tuberculeuse tout à fait au début.

La pie-mère et l'arachnoïde présentent quelques adhérences, mais très limitées de chaque côté de la scissure interhémisphérique.

Les parties latérales antérieures et postérieures du cerveau sont indemnes de tout tubercule.

Il en est de même de la face inférieure, moins congestionnée que la partie convexe ; le cervelet et le bulbe n'offrent rien d'anormal.

Le cerveau, sectionné en tranches successives, n'a dans ses différentes coupes aucune lésion appréciable. On ne trouve dans les ventricules ni sang, ni sérosité, ni pus. La substance cérébrale paraît normale.

Après examen de toutes ces parties, il nous est difficile d'arriver à des conclusions absolues au sujet de la mort du jeune Auguste Bavouzet. Toutefois, il nous semble démontré que les empreintes signalées autour du cou de l'enfant, que le sillon indiqué sur le front, sont dus à des violences exercées pendant la vie ; que ces violences ont pu être produites au moyen d'un galon ou d'un mouchoir dont les deux extrémités ont été fortement attirées en arrière et peut-être tordues par la main, dont les doigts prenants ont dû se placer entre la peau du cou de l'enfant et les deux chefs du mouchoir ou du galon.

La solution de continuité du collier ecchymotique, en arrière et à droite, serait une présomption en faveur de cette façon d'agir.

L'état congestif des poumons, malgré l'absence d'ecchymoses sous-pleurales, l'épanche-

ment sanguin du péricarde sont en faveur d'une violente compression du cou, ayant pu amener des symptômes d'asphyxie et la suffocation.

L'examen du cerveau démontre que l'enfant couvrait une méningite tuberculeuse, qu'il était tout à fait au début de cette affection, à une période où la mort ne survient pas habituellement.

La question d'épanchement de sang dans le péricarde nous a beaucoup préoccupés. Les épanchements sanguins dans le péricarde sont rares en dehors des traumatismes; on les signale chez les tuberculeux et les cancéreux arrivés à la dernière période de la cachexie, et encore comme des faits peu fréquents.

Nous nous sommes demandés si cet épanchement sanguin n'était pas dû, chez le jeune Bavouzet, à une compression du cœur par une main fortement appliquée sur la région cardiaque et à l'épigastre, ou même par des chocs brusques portés sur la région épigastrique. Ces chocs et cette pression s'exerçant sur une surface large et molle ont pu ne laisser aucun signe extérieur.

Il nous est difficile, en la circonstance, d'émettre un avis absolu.

Il existe bien dans le rapport de MM. Brouardel, Descouts et Thoinot, (première affaire Weber), la relation d'études et observations faites à ce sujet par Tardieu.

Il semble que des épanchements sanguins puissent se produire à la surface des poumons et du cœur par une pression lente et continue à l'épigastre ou par des chocs répétés en cette région. Les cas de ce genre ne sont pas communs dans la science, et, tout en admettant la

possibilité de ce genre de mort, il ne nous est pas permis, en la circonstance, d'en accuser la certitude absolue.

L'épanchement sanguin du péricarde constaté à l'autopsie du jeune Bavouzet ne nous paraît pas compatible avec une activité physique normale ; il est donc de toute probabilité que cet enfant, qui avait circulé toute la journée la veille de sa mort, n'en portait pas trace à ce moment, que cet épanchement a dû se faire rapidement, la nuit pendant laquelle il a été malade et que, dans ce cas, il est bien difficile de ne pas l'attribuer soit à des violences faites dans la région épigastrique et précordiale, soit à la tentative de strangulation subie par l'enfant.

En somme, pour nous résumer, nous nous trouvons en présence d'un sujet qui a subi des violences certaines au cou, possibles au cœur.

Malgré tout, nous ne pouvons affirmer d'une façon absolue, d'une façon tout à fait sûre et certaine, que la mort du jeune Bavouzet tiende à ces violences. Nous pouvons dire : la chose est possible, nous avons des tendances à le croire, mais il ne nous semble pas que nous ayons le droit d'aller plus loin.

Les signes de méningite de début ne nous autorisent pas non plus à attribuer la mort à cette affection ; mais la présence de ces symptômes, même de début, est une difficulté de plus pour les experts et les obligent à des réserves, dont il ne semble pas possible qu'ils puissent se départir.

Châteauroux, 3 mai 1907.

D^{rs} BRUNEAU et AUDIAT.

Depuis plusieurs jours, l'opinion publique, très montée, réclamait l'arrestation de Jeanne Weber.

On accusait M. Belleau, juge d'instruction, de longanimité.

On disait qu'il n'accomplissait pas son devoir.

Mais le juge, indifférent aux attaques, voire aux insultes, attendait le rapport des médecins légistes.

Il pouvait d'autant moins arrêter Jeanne Weber avant d'être en possession de ce rapport, que le père même de l'enfant, M. Bavouzet, se refusait à l'accuser, la défendait même avec insistance.

Les renseignements qu'il possédait sur l'ogresse n'étaient, à part cela, rien moins que bons.

Le juge avait appris qu'à Chambon, commune de Villedieu, quelques jours après son arrivée, Jeanne Weber avait noué des relations avec un homme du village, veuf et ivrogne.

Celui-ci était venu deux soirs, chez Bavouzet père, en son absence. Il avait apporté du vin et était resté tard. Les deux enfants Bavouzet étaient là et, le second soir, Germaine, l'aînée, trouvant que cet homme restait trop tard et que c'était inconvenant, l'avait congédié.

La femme Weber avait reconduit cet

homme à la porte; il était près de une heure du matin.

Le lendemain, elle avait dit qu'elle était malade, et avait envoyé les deux jeunes Bavouzet chercher leur père dans les bois.

Quand Bavouzet, ses filles et son petit garçon arrivèrent, vers sept ou huit heures du soir, ils trouvèrent Jeanne couchée avec le voisin!...

Le juge apprit d'autres détails; des témoins lui déclarèrent que la femme Weber envoyait acheter souvent du vin.

Le matin de l'enterrement, elle s'était enivrée. Elle était tombée sur le carreau, chez la propriétaire; Mme Faguet, embarrassée, était allée chercher deux voisins très honorables. Quand ceux-ci, entrèrent la femme Weber s'était relevée; elle était affalée sur une chaise. Elle était ivre et ne pouvait se tenir debout.

Le soir, chassée par Bavouzet, elle s'était rendue chez un habitant du pays, *père de cinq enfants*, y était demeurée pendant trois jours, après quoi elle était rentrée chez le père de sa petite victime, qui avait bien voulu la reprendre.

Elle n'avait pas assisté aux obsèques du petit Bavouzet!

Malgré tous ces renseignements, le juge, nous l'avons dit, attendait le rapport des médecins experts.

Dès qu'il fut en possession de ce rapport, il signa un mandat d'arrêt et, le 4 mai au matin. Jeanne Weber était écrouée. A la question habituelle relative au choix d'un avocat, elle répondit que ce choix lui était indifférent. M. le bâtonnier du barreau de Châteauroux désigna aussitôt M^r David.

Mais dès le 5 mai, M^r Henri Robert écrivit de Paris au juge Belleau, qu'il était choisi comme défenseur par Jeanne Weber.

Celle-ci, en effet, s'était ravisée, et avait écrit à l'avocat qui l'avait fait acquitter à Paris, pour le prier d'accepter de nouveau sa défense. M^r Henri Robert avait accepté tout de suite et déjà il demandait au juge l'adjonction aux D^{rs} Audiat et Bruneau de deux nouveaux experts, les D^{rs} Thoinot et Socquet, pour examiner les pièces médico-légales et pour procéder à une nouvelle autopsie du cadavre. Le juge d'instruction, M. Belleau, accepta de soumettre le rapport des D^{rs} Audiat et Bruneau aux D^{rs} Thoinot et Socquet, mais souleva des objections au sujet d'une nouvelle autopsie. Le juge d'instruction se conformait, pour ce refus d'une nouvelle autopsie, aux instructions du Parquet général, l'autorité supérieure ayant seule qualité pour ordonner des expertises onéreuses pour le budget.

Une simple remarque doit trouver place ici : le juge d'instruction de Châteauroux

aurait-il accepté de soumettre le rapport de MM. Audiat et Bruneau à la critique du professeur Thoinot s'il avait su à ce moment que le D^r Thoinot avait conclu dans l'affaire de la Goutte-d'Or en faveur de Jeanne Weber? Assurément non. Il était de toute évidence que la culpabilité de Jeanne Weber, si elle venait à être établie pour Auguste Bavouzet, paraîtrait bien vraisemblable pour les enfants Weber.

Le professeur Thoinot serait ainsi convaincu d'erreur et le juge de Châteauroux avait trop de bon sens et d'expérience des hommes pour accepter comme contre-expert un médecin légiste ayant déjà connu de l'affaire.

Mais le juge n'avait pas encore pris connaissance de tout le dossier de Paris.

Le 27 mai, il fait copier le rapport Bruneau et Audiat, et l'expédie à MM. Thoinot et Socquet, lesquels sont commis, en qualité d'experts, le 30 mai.

La réponse des D^r Thoinot et Socquet fut rédigée le 1^{er} juillet. Les experts parisiens conclurent, *d'après la simple lecture du rapport de leurs collègues de Châteauroux*, que « le sillon constaté autour du cou du jeune Bavouzet était un faux sillon, un sillon de position, résultant de l'attitude inclinée de la tête sur le corps ou de la pression d'une pièce de vêtement s'exer-

çant après la mort sur les parties molles du cou. » Ils critiquèrent d'ailleurs les termes mêmes du rapport de Châteauroux. « Les Dr Audiat et Bruneau, écrivent-ils, parlent d'un cordon ecchymotique. L'expression de «cordon» n'est pas usitée et n'a pas une signification bien nette en médecine légale; ce sillon, pour l'appeler de son nom, n'est pas signalé comme accompagné d'ecchymoses sous-cutanées, phénomène le plus constant dans les cas de strangulation ».

Pour ce qui est de l'épanchement de sang dans le péricarde, ils affirment que « dans aucun cas classique de mort par compression de la poitrine (la mort par compression limitée du cœur et du creux épigastrique étant inconnue) on n'a signalé une extravasation de sang dans le péricarde. Enfin une contusion de la région précordiale capable d'occasionner un épanchement de sang dans le péricarde serait fatalement révélée par des lésions évidentes du péricarde, du cœur, de ses vaisseaux propres et des vaisseaux de sa base. » Et les experts parisiens critiquent pas à pas le rapport des Dr Audiat et Bruneau, en faisant pour chaque organe, pour chaque hypothèse, une savante dissertation théorique.

Le gros reproche que l'on peut faire immédiatement à ce contre-rapport, c'est précisément sa prétention de réduire à néant,

par une simple discussion, des conclusions basées sur des constatations précises.

Les experts parisiens font un cours de médecine légale sur les différents modes de strangulation et de suffocation et décrivent des cas particuliers qui ne se rapportent aucunement au cas du petit Bavouzel.

On lit dans le rapport des D^s Audiat et Bruneau :

« La peau du cordon ecchymotique, sectionnée au bistouri, est à certains endroits comme parcheminée; les muscles sous-jacents, à droite, sont imprégnés de la matière colorante du sang en un point limité. »

Pour quiconque veut comprendre les termes de cette description, il s'agit d'une ecchymose des muscles du cou. Mais le mot n'y est pas; donc, concluent les experts parisiens, cette suffusion sanguine ne doit pas être prise en considération.

Les experts de Châteauroux ont constaté dans le péricar le une « grande quantité de sang noir, liquide, au milieu duquel nage le cœur », et ils font observer qu'« un tel épanchement ne peut pas être compatible avec une activité normale, qu'il a donc dû se faire rapidement dans la nuit qui a précédé la mort. Il est donc bien difficile de ne pas l'attribuer à des violences. »

Avec adresse, les experts parisiens, Thoinot

et Socquet, affirment l'innocuité de toutes ces constatations.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que le Dr Bruneau, comme le professeur Thoinot, a été l'élève et l'interne du professeur Brouardel.

Le professeur Thoinot, cependant, ne se sentait pas très solide dans ses critiques du rapport de Châteauroux. Pris de scrupule, il provoqua une consultation précise de son collègue, le professeur Lacassagne, de Lyon.

Le professeur Lacassagne confirma de point en point les conclusions des experts parisiens. En résumé, déclare le professeur Lacassagne, « le rapport d'autopsie de l'enfant Bavouzet n'est pas suffisamment coordonné et les lésions ne sont pas assez caractéristiques pour permettre de partager l'opinion des experts et de croire aux causes de la mort, qu'ils laissent soupçonner sans en avoir apporté la preuve. »

Le professeur Lacassagne vient ainsi se joindre aux Drs Thoinot et Socquet pour critiquer, sur la simple lecture de leur rapport, leurs collègues, les Drs Audiat et Bruneau, qui n'avaient cependant aucune raison de décrire des lésions imaginaires.

Les experts de Châteauroux, après avoir pris connaissance de l'avis des Drs Thoinot, Socquet et Lacassagne, protestèrent en termes très vifs et dirent qu'ils « mainte-

naient dans leur intégralité leurs premières conclusions. »

En présence de ce désaccord, M. le juge d'instruction Belleau, à la demande de M^e Henri Robert, et sur le désir qu'en exprimaient les D^rs Thoinot et Socquet décida de faire procéder à une nouvelle autopsie. Mais il désigna un cinquième expert, qui devait départager les quatre déjà commis. Ce cinquième expert, le D^r Témoin, de Bourges, accepta que l'autopsie fût pratiquée le 27 juillet. Cette autopsie eut donc lieu à Villodieu, ce jour-là, en présence des D^rs Audiat, Bruneau et Papazoglou. Les D^rs Thoinot et Socquet s'étaient fait accompagner par les D^rs Dervieux et Ch. Paul, tous deux diplômés de l'Institut de médecine légale de l'Université de Paris. Le D^r Témoin, au dernier moment, fit savoir qu'il ne pouvait venir. Deux personnes étrangères au monde médical assistèrent encore à cette autopsie : un journaliste venu de Paris et un secrétaire de M^e Henri Robert. Le juge Belleau et son greffier se trouvaient là, mais il ne fût pas fait appel à leur concours. Il y eut, dès le commencement de l'autopsie, désaccord complet entre les deux groupes d'experts : ceux de Paris, qui voulaient appuyer par des constatations précises leurs conclusions antérieures, ceux de Châteauroux, qui ne voulaient pas céder.

Ce désaccord fut si absolu, que les experts de Châteauroux, à l'issue de l'autopsie, refusèrent de s'associer au rapport et aux conclusions des docteurs Thoinot et Socquet, et rédigèrent, de leur côté, un rapport.

Deux rapports furent donc rédigés séparément par les experts de Paris et par les experts de Châteauroux. Nous ne citerons que les points les plus importants de ces rapports :

1^{er} Rapport des D^{rs} Thoinot et Socquet.
« Il n'existe aucune trace de sillon... Les opérateurs précédents n'ayant fait aucune recherche des lésions possibles dans l'épaisseur de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané du cou et de la nuque, nous procédons à ces recherches. Nous n'avons trouvé aucune ecchymose cutanée ou sous-cutanée au cou même. Une seule a été trouvée dans le tissu cellulaire de la nuque. Cette suffusion sanguine, parfaitement conservée, parfaitement observable, parfaitement nette, siégeait au niveau de la 7^e vertèbre cervicale, à 0,02 centimètres au-dessus, et à droite; elle avait la largeur d'une pièce de un franc. Or cette ecchymose est située à un niveau très inférieur au sillon... C'est d'ailleurs sur ce point que le sillon était interrompu par un intervalle où se trouvaient quelques ecchymoses. (Rapport des D^{rs} Audiat et Bruneau.)

« Par suite il ne paraît pas y avoir de relations de cause à effet entre le sillon et les deux ecchymoses cervicales. » (Voir *Archiv. d'anthropologie crim.* n° 173, 15 mai 1908, page 363.)

Quelle singulière façon de discuter ! Nous lisons au début du rapport : Il n'existe aucune trace de sillon... nous n'avons trouvé aucune ecchymose cutanée ou sous-cutanée au cou même... » ; et ailleurs : « c'est en ce point que les deux extrémités du sillon disparaissent... » ; puis, un peu plus loin : « il ne paraît pas y avoir de relations entre le sillon et les deux ecchymoses cervicales ».

Il n'y a pas de sillon, affirment les experts parisiens et *il n'y a pas d'ecchymoses autour du cou*.

Plus loin ils parlent de *deux ecchymoses cervicales*, et ils ajoutent que ces *ecchymoses* sont sans rapport avec le sillon « qui remontait jusque dans la partie chevelue de la tête ».

Le sillon, d'abord absent, est sans doute devenu évident aux yeux de ces messieurs lorsque, découvrant cette ecchymose au-dessus de la 7^e vertèbre cervicale, ils ont jugé nécessaire de prouver qu'elle ne signifiait rien du tout.

Reportez-vous au premier procès : il existait une ecchymose évidente au cou de Suzanne Weber ; le professeur Thoinot a

conclu que cette ecchymose ne signifiait rien. En médecine légale, il est cependant de notion vulgaire que l'*ecchymose*, c'est-à-dire l'infiltration sanguine bien caractérisée, le caillot sanguin infiltré dans les tissus, est une lésion qui ne peut se produire que pendant la vie. L'*ecchymose* peut résulter, chez l'adulte, d'une déchirure produite dans un effort brusque. Mais cette cause d'*ecchymose* ne pouvait pas être invoquée chez des enfants comme Suzanne Weber et Auguste Bavouzet. Les experts parisiens ne pouvaient pas ignorer ces détails élémentaires de la science médico-légale.

Comment alors expliquer cette persistance à détourner l'attention de ce fait matériel, cette avalanche d'explications contradictoires, tandis qu'il était si simple de conclure : « Il y a une ecchymose en tel point, une ecchymose en tel autre point. Ces ecchymoses sont indiscutablement des traces de violences exercées pendant la vie, mais nous n'avons pas fait de constatations suffisantes pour préciser la nature de ces violences. »

Pour ce qui est du sillon, les contradictions du même rapport* sont encore plus extraordinaires, puisque ce sillon est nié au début du rapport et qu'on le retrouve avec une description précise au moment où cette description devient nécessaire pour

enlever toute valeur à une ecchymose indiscutable et véritablement bien malencontreuse.

Voyez-vous d'ici le professeur Thoinot, la pipe à la bouche, découvrant cette ecchymose, se précipitant sur le cou du petit cadavre pour retrouver ce sillon, dont il venait de nier l'existence quelques minutes auparavant. Les choses allaient assez mal jusqu'ici. Tout à coup, une trouvaille : l'intestin n'a pas été ouvert.

Le professeur Thoinot incise l'iléon et découvre des lésions indiscutables de fièvre typhoïde. « Toutes les follicules, dit-il, forment une saillie très marquée et présentent une teinte jaune cire clair qui tranche d'une façon très nette sur la surface interne environnante. Les plaques de Peyer inférieures sont hypertrophiées, colorées en jaune brun clair, et tranchent sur la surface intestinale voisine.

« L'une d'elles présente une exulcération non douteuse, arrondie et qui va jusqu'à la séreuse...

« Les ganglions mésentériques présentent une hypertrophie considérable... »

Et de conclure que : « 1° Auguste Davouzet n'a aucunement succombé à une mort violente, qu'il n'a été victime d'aucune tentative de strangulation à la main ou avec lien, pas plus que de suffocation par compression

de la région épigastrique; 2° nous nous croyons parfaitement autorisés à *affirmer* qu'il a succombé naturellement à une fièvre typhoïde du type clinique dit « ambulatorio » (c'est-à-dire où le malade, tout en étant indisposé, ne garde pas le lit et vaque à ses occupations), parvenue à la 2^e ou 3^e semaine de son évolution. Nous avons en effet trouvé sur le cadavre, des lésions caractéristiques de la fièvre typhoïde. Ces lésions n'eussent pu échapper aux précédents experts, s'ils avaient pris soin d'ouvrir l'intestin, ce qu'ils n'ont pas fait. »

Quelle bonne aubaine que cet intestin non incisé à la première autopsie et avec quel art on allait jouer des plaques de Peyer hypertrophiées, des ganglions mésentériques, etc. !

Une réflexion bien simple vient cependant à l'esprit. Supposons, si invraisemblable que ce pût être, que le petit Bavouzet ait été atteint de cette forme rare, dite ambulatoire, de la fièvre typhoïde, qu'il ne se soit pas alité, qu'il ait pu aller à l'école et jouer avec ses camarades. Supposons même qu'il ait été atteint d'une fièvre typhoïde grave, l'obligeant à garder la chambre ? Le fait d'étrangler un enfant malade ne serait-il pas pour la coupable une circonstance aggravante ?

Admettons donc un instant que le professeur Thoinot ait relevé sur le cadavre, des

lésions indiscutables de fièvre typhoïde, il devait les signaler, mais ces lésions de l'intestin annulaient-elles les autres constatations faites non seulement par les D^{rs} Audiat et Bruncau à la première autopsie, mais faites par eux-mêmes à la deuxième autopsie, à savoir, le sillon remontant vers la nuque, interrompu à ce niveau, les ecchymoses indiscutables et le sillon cutané autour des tempes et du front.

Le juge d'instruction demeurait cependant convaincu de la culpabilité de l'ogresse. Il prit soin de demander au professeur Thoinot une nouvelle consultation sur la possibilité de la mort subite dans la fièvre typhoïde ambulatoire. Le professeur Thoinot, qui n'avait plus qu'à prendre sa meilleure plume, répondit au juge que cette hypothèse était parfaitement compatible avec l'état de santé du jeune Bavouzet, qui paraissait bien portant une heure avant sa mort. « Nous nous croyons autorisés à répondre, écrivit le professeur Thoinot : il est parfaitement admissible que le jeune Bavouzet ait pu, le 17 au matin, de 6 à 7 heures, présenter une amélioration telle des symptômes accusés par lui le 16 au soir, qu'il ait pu demander à se lever, à aller à l'école, etc., et qu'il ait ensuite succombé de façon inopinée, tué par sa fièvre typhoïde. »

On ne peut être plus affirmatif.

Les D^r Audiat et Bruneau, nous l'avons dit, avaient refusé de s'associer, à la rédaction du rapport des D^r Thoinot et Socquet et avaient rédigé un contre-rapport, dont voici les principaux passages : « Nous laissons à MM. Thoinot et Socquet le soin de faire les diverses opérations, nous bornant à les contrôler... Le corps est recouvert de larves grouillantes et dans un état de décomposition des plus avancés... Sur le front, dont la peau est momifiée, il n'existe plus trace du sillon primitif... la peau du cou, que nous avons séparée des parties molles sous-jacentes, n'est plus qu'une loque informe de couleur noirâtre... »

C'est donc le sillon décrit par MM. Audiat et Bruneau dans les premières autopsies, dont MM. Thoinot et Socquet, après l'avoir rejeté, ont admis l'existence, lorsqu'il s'est agi d'évoquer sa direction ascendante vers la nuque, pour prétendre que l'ecchymose sous-jacente était sans valeur. Voici ce que disent les experts de Châteauroux de cette ecchymose : « En arrière du cou et un peu à droite, en un point où les parties molles avaient été respectées, on constate une ecchymose de 3 centimètres de diamètre. Une autre ecchymose avait déjà été signalée du même côté du cou, sur la partie droite du larynx. Ces deux ecchymoses, nettement

constatées, corroborent l'hypothèse d'une constriction violente exercée autour du cou de l'enfant...

« Les autres organes sont dans un état de décomposition tel que leur examen est purement négatif...

« ...Les experts parisiens se sont étonnés de ne pas avoir trouvé l'intestin ouvert; or l'estomac et une partie de l'intestin ont été envoyés à Paris avec leur contenu pour l'examen toxicologique. Le reste de l'intestin a été déroulé entre les doigts et il n'a pas été possible d'y découvrir la moindre trace de congestion ni de vascularisation qui pût faire prévoir une lésion de la paroi interne.

« Cependant sur quelques points de l'intestin grêle, MM. Thoinot et Socquet ont cru remarquer quelques modifications pathologiques. Nous avons vu des plaques de Peyer vaguement apparentes, quelques-unes ne se retrouvant que par transparence. L'une d'elles nous a paru avoir été érodée par l'extrémité des ciseaux. MM. Thoinot et Socquet ont cru reconnaître une ulcération typhoïde. Nous avons refusé de nous associer à cette interprétation... » et les experts de Châteauroux citent l'opinion du Dr Vibert « un des auteurs les plus compétents en cette matière », qui dit dans son traité de médecine légale, page 87 : « Il importe de

savoir que chez les jeunes enfants on trouve très fréquemment et d'une façon presque constante les plaques de Peyer volumineuses, blanches, saillantes et très apparentes; une telle constatation ne peut suffire pour établir une fièvre typhoïde. »

MM. Bruneau et Audiat affirment « qu'il n'y avait pas de ganglions mésentériques volumineux, mais seulement des vacuoles remplies de liquide sanieux et provenant de la décomposition cadavérique. »

Les experts de Châteauroux concluent en ces termes : . . .

1^o Les constatations faites sur un cadavre en pleine décomposition ont peu de valeur et ces constatations ont plutôt renforcé qu'affaibli nos premières conclusions.

2^o L'hypothèse d'une fièvre typhoïde, mise en avant par les experts parisiens, repose sur les bases les plus fragiles, les plus incertaines, pour ne pas dire les plus imaginaires.

On voit que les D^r Audiat et Bruneau se sont défendus avec énergie. Déjà à la lecture de la critique de leur premier rapport par le D^r Thoinot et le professeur Lacassagne, ils avaient ainsi répliqué :

1^o Le rapport de MM. Thoinot et Socquet tranche de loin et sans hésitation, d'une façon systématique, des questions délicates et difficiles à apprécier, même sur les lieux, avec tous les documents en main.

Les experts soussignés ont été surpris de ce manque de réserve et de sang-froid. Cela indique un état d'esprit singulier et l'oubli des principes de l'analyse scientifique les plus élémentaires. Les affirmations hasardeuses et les interprétations fantaisistes ne manquent pas dans ce rapport...

2° Le rapport du professeur Lacassagne, de Lyon, leur a paru être l'écho affaibli et suggestionné du rapport parisien.

3° Ils ont l'honneur de prévenir M. le juge d'instruction qu'ils maintiennent leurs conclusions.

Lorsqu'ils eurent connaissance du rapport des experts parisiens sur l'autopsie du 27 juillet, les D^r Audiat et Bruneau protestèrent en ces termes :

Nous soussignés, etc.....

Nous sommes en désaccord absolu sur tous les points avec MM. Thoinot et Socquet; nous avons refusé de la façon la plus formelle de participer à la rédaction de leur rapport et de le contresigner.

Estimons que l'état de putréfaction avancée du cadavre exhumé après trois mois ne permettait plus de retrouver les lésions précédemment constatées lors de la première autopsie; de plus il nous a semblé que l'interprétation qu'ils donnaient aux faits observés ne leur semblait pas pouvoir se concilier avec la vérité scientifique. Les conclusions plutôt troublantes qu'ils avaient adoptées dans la première affaire Weber, dans les quatre autopsies successives, ne diminuaient-elles pas leur liberté d'appréciation ? Nous l'avons presque pensé.

Le cadavre est dans un état de décomposition très avancée et tout à fait méconnaissable. La peau du front absolument desséchée ne présente aucune trace du sillon que nous avons constaté, et dont les experts parisiens ne se sont jamais occupés; celle du cou, véritable ne présente également aucune trace du large sillon ecchymotique constaté et décrit lors de la première autopsie. L'état parcheminé n'existe plus.

Il est dit page 4 du rapport Thoinot-Socquet: « Les opérateurs précédents n'ayant fait aucune recherche des lésions possibles dans l'épaisseur de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané du cou et de la nuque... » Or la peau avait été soigneusement disséquée, séparée des parties sous-jacentes, les muscles de la région plexertébrale incisés, et il avait été constaté dans notre rapport une infiltration sanguine dans les muscles peli-laryngo-trachéens à droite.

De ce fait, il résulte que l'ecchymose constatée tout à fait à l'article du niveau de la septième vertèbre cervicale n'est plus unique.

Passant à l'examen des viscères abdominaux, MM. Thoinot et Socquet nous accusent tout simplement d'avoir déclaré sains des organes que nous n'aurions pas examinés.

Or nous avons dit textuellement: « Le foie, les intestins et les reins à l'examen externe et à la coupe, ne nous ont offert rien de particulier. » Il semble que le terme examen externe doit s'appliquer ici à l'intestin comme le mot coupe au foie et aux reins.

Nous avons en effet soigneusement déroulé l'intestin sur les doigts et c'est parce que cet organe était extérieurement sain, sans la moin-

une trace de vascularisation ou de congestion anormale, que nous n'avons pas jugé utile de pousser plus loin nos investigations. On sait en effet, que, dans un intestin grêle distendu par des gaz, une inflammation de quelque importance se reconnaît par la demi-transparence et se traduit extérieurement par une vascularisation anormale.

L'ouverture de l'extrémité inférieure de l'intestin faite devant nous n'a pu modifier notre impression.

MM. Thoinot et Socquet ont cru remarquer quelques modifications pathologiques auxquelles nous sommes loin d'attribuer l'importance qu'ils leur donnent.

Les plaques de Peyer légèrement apparentes que nous avons pu voir, loin de nous sembler caractéristiques d'une fièvre typhoïde, nous paraissent plutôt un phénomène de décomposition cadavérique.

Tout au plus, présentaient-elles l'aspect que Viber signale dans son *Traité de médecine légale* et contre lequel il met en garde les observateurs, considérant cet aspect comme normal chez les enfants en dehors de tout état pathologique.

On sait que, dans la fièvre typhoïde, au niveau des plaques de Peyer infiltrées ou ulcérées, l'intestin présente extérieurement, et d'une façon constante, des traces de congestion et de vascularisation anormale et souvent des accidents péritonéaux.

Or, rien de tout cela n'existait lors de la première autopsie.

Quant à l'ulcération signalée, elle nous a paru être une simple érosion produite par le ciseau de l'opérateur sectionnant l'intestin.

Quant aux ganglions mésentériques que nous avons trouvés volumineux, lors de la première autopsie, ils n'existaient plus, du fait de la putréfaction; malgré une recherche prolongée, il n'a pas été possible à MM. Thoinot et Socquet de nous en montrer un seul.

Ils nous ont fait voir sur le mésentère trois ou quatre petites vacuoles de 1 centimètre de diamètre environ, remplies d'une bouillie grisâtre, qu'ils ont considérées comme des loges ganglionnaires, et que nous avons, nous, considérées comme des points de décomposition cadavérique. *Nous sommes donc profondément étonnés et surpris de lire ce qui suit à la page 8 de leur rapport.*

« Les ganglions mésentériques présentent une hypertrophie considérable...

« Beaucoup de ces ganglions en bordure de l'attache intestinale, mesuraient encore 2 centimètres et demi à 3 centimètres de large, accusant ainsi un gros accroissement de volume ».

.

MM. Thoinot et Socquet nous paraissent liquider un peu rapidement l'épanchement péricardique.

Il n'est pas commun de trouver dans le péricarde 150 grammes environ d'un sang noir liquide.

Si l'on se reporte aux phénomènes de congestion cérébrale et pulmonaire signalés dans notre premier rapport, aux larges taches alternativement rosées et ecchymotiques que nous avons signalées à la face antérieure des cuisses, sur les flancs et dans le dos; on ne peut s'empêcher de penser que la circulation du

sang a dû être à un moment donné violemment troublée chez l'enfant Bavouzet.

Les experts parisiens (page 11 de leur rapport), nous font dire ce que nous n'avons pas dit. Nous avons nettement indiqué une suffusion sanguine à droite du larynx.

La deuxième ecchymose trouvée en arrière et à la nuque, ne fait que corroborer notre première hypothèse, encore que ces messieurs lui refusent toute valeur au point de vue strangulation.

Quant aux lésions superficielles intéressant la peau, nous avons déjà dit que, vu l'état de putréfaction du cadavre, il n'en restait plus trace.

Le sillon violacé si net qui cerclait le cou avait disparu. MM. les experts de Paris se sont efforcés de considérer ce sillon si net comme un faux sillon dû à la décomposition cadavérique.

Or, ce sillon a été constaté par plusieurs personnes immédiatement après la mort de l'enfant, avant toute décomposition cadavérique.

Le Dr Papazoglou, de Villedieu, l'a reconnu, le cadavre étant encore chaud ; l'interprétation de faux sillon tombait d'elle-même, ce qui n'a pas empêché les experts de Paris, qui avaient pris connaissance du dossier et des dépositions des témoins, de la maintenir à grand renfort d'arguments. Cela nous a paru être la négation de l'évidence.

Quant à la chemise de l'enfant, elle avait trois centimètres et demi de plus que le tour du cou et il était possible d'introduire entre le col de la chemise et la peau du cou, les doigts de la main sans éprouver de constriction.

Nos conclusions, après examen du rapport Thoinot-Socquet sont les suivantes :

Les experts de Paris ont refusé systématiquement d'accorder une importance quelconque aux traces si nettes de violence que nous avons signalées et décrites au front, au cou, dans la peau et dans le tissu cellulaire sous-cutané et les muscles sous-jacents; ainsi qu'à l'épanchement sanguin considérable constaté dans le péricarde.

En revanche, ils attribuent à des lésions légères de l'intestin un rôle que nous nous refusons absolument à leur reconnaître.

L'apparence de plaques de Peyer vaguement apparentes *sur l'intestin d'un enfant*, après trois mois d'inhumation, nous paraît tout à fait insuffisante pour établir que cet enfant était atteint d'une fièvre typhoïde ayant amené une mort subite. L'existence antérieure du jeune Bavouzet ne plaide pas en faveur de cette hypothèse.

La marche lente, graduelle et progressivement déprimante de la fièvre typhoïde n'a pas été observée chez cet enfant qui, la veille de sa mort, était gai, plein d'entrain et avait bon appétit.

MM. Thoinot et Socquet ont prélevé en notre présence sur les intestins, dans les points qui leur paraissaient les plus atteints, des fragments pour *l'examen histologique et bactériologique*.

De plus, une masse musculaire importante a été sectionnée et enlevée dans la partie centrale de l'une des cuisses, dans le but du telodiagnostic.

Or, dans leur rapport, il n'est pas fait mention du résultat de ces recherches.

Il semblerait donc que ce résultat ait été négatif.

Maintenant de la façon la plus formelle nos premières conclusions, nous déclarons très sincèrement que nous ne saurions souscrire à une théorie qui fait table rase de toutes les violences observées et qui repose uniquement sur les données les plus fragiles.

Signé : D^r BRUNEAU et AUDIAT.

Que décider en présence de ce rapport en contradiction si flagrante avec celui de MM. Thoinot et Socquet?

Trois nouveaux experts furent désignés par le juge d'instruction pour trancher en dernier ressort : les professeurs Brissaud, de Paris, Lande, de Bordeaux, et Mairét, de Montpellier.

Ces nouveaux experts devaient donner leur appréciation sur les pièces du dossier.

Les différents rapports furent donc soumis à leur examen.

La séance décisive eut lieu à Châteauroux le 1^{er} novembre 1907. Les experts se réunirent au Palais de Justice. Le juge d'instruction avait mis à leur disposition la salle des délibérations de la cour d'assises. MM. Lande, Mairét et Brissaud entendirent d'abord MM. Thoinot et Socquet. Après une courte conférence avec le juge d'instruction, ils firent entrer les D^r Papazoglou, Bruneau

et Audiat qui maintinrent leurs déclarations antérieures.

L'incident le plus grave de cette réunion se produisit à propos d'une épreuve photographique représentant une plaque de Peyer ulcérée et caractéristique de la fièvre typhoïde et que les professeurs Thoinot et Socquet *avaient, plus d'un mois après le dépôt de leur rapport, adressée à l'instruction*. Les trois médecins de Châteauroux affirmèrent qu'ils ne reconnaissaient pas dans cette photographie ce qu'ils avaient vu à Villedieu sur l'intestin de l'enfant Bavouzet.

Ils déclarèrent, en outre, qu'ils s'étonnaient de la production tardive d'une telle photographie, dont MM. Thoinot et Socquet n'avaient pas fait état dans leur rapport du 6 août. Or, cette photographie avait été tirée, selon les dires de M. Thoinot lui-même, le 29 juillet.

MM. Audiat et Bruneau firent encore observer que les docteurs Thoinot et Socquet, lors de l'autopsie du petit Bavouzet, avaient bien pratiqué des prélèvements sur le cadavre, mais qu'ils n'avaient point pensé que les professeurs dussent s'en servir autrement que pour des recherches étrangères à leur mission; et cela était si vrai, que les professeurs n'avaient point fait placer sous scellés, comme cela est de coutume, ces fragments prélevés sur le cadavre.

MM. Lande, Mairet et Brissaud s'étonnèrent et demandèrent aux docteurs Bruneau et Audiat s'ils accusaient les professeurs de Paris d'avoir truqué la photographie qu'ils produisaient devant eux.

— Si une telle accusation était fondée, déclara M. Mairet, ce serait la mort de la médecine légale.

M. Bruneau répliqua qu'il ne voulait pas en dire plus que ce qu'il avait déjà dit.

Les pièces prélevées sur le cadavre l'avaient été sans aucune formalité, sans aucune garantie judiciaire, et la photographie de l'une de ces pièces ne représentait pas ce que lui et le Dr Audiat avaient vu sur le cadavre.

MM. Lande, Mairet et Brissaud eurent une si nette perception de la gravité de cet incident qu'ils mandèrent le juge Belleau, lequel confirma que les professeurs Thoinot et Socquet ne lui avaient pas demandé d'apposer ses scellés sur les pièces prélevées par eux sur le corps du petit Bavouzet.

La situation se compliquait. C'est alors que les trois arbitres firent comparaitre à nouveau devant eux les professeurs Thoinot et Socquet, et leur demandèrent de prêter, entre les mains du juge, serment que les épreuves apportées par eux provenaient bien du cliché qu'ils avaient fait tirer d'après un lambeau d'intestin du petit Bavouzet.

Sans hésitation, les deux experts prêtèrent ce serment.

« Le cliché, déclara le professeur Thoinot, a été exécuté le lundi 29 juillet au laboratoire de la préfecture de police... La photographie a été faite par transparence, le fragment d'intestin étant placé entre deux plaques de verre qui le comprimaient légèrement. Les deux épreuves envoyées le 11 septembre à M. le juge d'instruction de Châteauroux ont été tirées directement sur le cliché, sans retouche. »

La séance fut levée et les trois experts annoncèrent que leur rapport ne serait prêt qu'au bout de quelques semaines.

Le résultat de ce rapport était prévu à l'avance. Seule la question de l'authenticité des photographies avait momentanément ébranlé MM. Brissaud, Lande et Mairet. La déclaration de MM. Thoinot et Socquet, affirmant sous la foi du serment que la photographie était bien celle de l'intestin de l'enfant Bavouzet, avait entraîné leur conviction.

Le 30 décembre 1907, les trois experts firent connaître leurs conclusions.

A part quelques légères réserves, MM. Lande, Mairet et Brissaud adoptaient les conclusions de MM. Thoinot et Socquet.

Le jour même où il reçut ce rapport, le juge interrogeait à nouveau Jeanne Weber et clôturait son instruction par une ordon-

nance de renvoi de l'ogresse devant la Cour d'assises.

Ce fut une véritable levée de boucliers contre le pauvre magistrat.

On le qualifia de bourreau, de tortionnaire, on le signala aux foudres du garde des Sceaux.

La Chambre des mises en accusation de Bourges, saisie du dossier, rendit le 6 janvier un arrêt, qui, contrairement à la thèse du juge d'instruction, concluait à un non-lieu.

Le juge n'avait qu'à s'incliner ; il signa l'ordonnance de non-lieu. Le jour même Jeanne Weber était mise en liberté et emmenée triomphalement en automobile par des journalistes parisiens qui allaient la confier à M. Bonjean.

Jeanne Weber allait poursuivre son infernale carrière, à Fontgombault, un peu partout, et à Commercy...

Le professeur Thoinot triomphait. Il venait de remporter un succès éclatant, un succès qui dépassait encore son premier triomphe dans le procès de Paris.

Sa modestie ne pouvait en rester là. Il lui fallait écraser définitivement ces experts de province, qui avaient osé tenir tête à la médecine légale officielle.

La question de l'incompétence des experts de province fut soulevée le 13 janvier 1908,

devant la Société de médecine légale, par M^r Henri Robert, et le 21 janvier, devant l'Académie de médecine, par les professeurs Thoinot et Lacassagne, auxquels s'adjoignit le professeur Pinard ; le vœu suivant fut soumis au vote de l'honorable Société :

« L'Académie émet le vœu que des dispositions soient introduites au plus tôt dans la législation pour donner toutes garanties de la compétence des experts au criminel et toutes garanties au corps médical dans les questions de responsabilité médicale. »

Ce vœu, mis aux voix le 28 janvier, fut adopté à l'unanimité.

Le professeur Thoinot avait une belle occasion de s'imposer comme le Grand Maître de la médecine légale. Il provoqua l'intervention de l'Institut de médecine légale, fondé en 1904 par le professeur Brouardel. Cet Institut, dirigé par le professeur Thoinot, a seul qualité pour décerner « le diplôme de médecin légiste de l'Université de Paris ».

L'Institut de médecine légale réclama que seuls pussent être choisis comme experts en médecine légale les docteurs en médecine munis du diplôme qu'il a le droit de conférer.

Ce vœu provoqua au conseil municipal de Paris l'intervention d'un de nos édiles, qui réclama l'inscription sur des listes spéciales,

des médecins munis de ce diplôme, ces listes devant être affichées dans tous les commissariats de police.

L'honorable édile s'appuyait, pour faire cette proposition, sur l'affaire Weber :

« On se souvient, dit-il, de l'affaire Weller, de cette femme qui avait été accusée d'avoir tué ses neveux et qui a d'ailleurs été acquittée parce que les premières constatations médico-légales avaient été imparfaitement faites et qu'on avait laissé s'établir la légende d'une strangulation qui n'a pas été authentifiée. »

Il y avait ainsi deux médecines légales, l'une, la médecine légale officielle, la seule véritable, la seule infailible, la médecine légale des professeurs Thoinot et Socquet, des professeurs Lacassagne, Brissaud, Lande et Mairet.

L'autre, celle des petits experts de province, « dont l'insuffisance a été si souvent démontrée ».

Le cas de Jeanne Weber ne consacrait-il pas le triomphe éclatant de la médecine légale officielle ? Les magistrats, hommes terribles, trop enclins à voir le mal, ne s'étaient-ils pas laissés égarer à Paris, comme à Châteauroux, par de simples coïncidences, par la mort successive et toute fortuite de plusieurs enfants de la même famille, enfants débiles, fils et filles d'alcooliques invétérés et qui

avaient succombé à la mort naturelle, par suite de ces tares héréditaires ?

Seul contre tous, à Paris d'abord, puis à Châteauroux, le professeur Thoinot avait eu le courage de défendre cette pauvre mère de famille, cette femme si dévouée, si digne d'intérêt, qui était injustement accusée et que des magistrats se refusaient à reconnaître innocente. Seul il avait assumé la lourde charge de défendre l'innocente et d'entraîner la conviction des autres experts.

Quel crime abominable allaient commettre, sans l'heureuse intervention des experts, ces magistrats, prêts à condamner une pauvre femme inoffensive !

La tâche avait été rude. Le professeur Thoinot n'avait-il pas dû lutter contre l'acharnement incroyable de trois médecins de province ? Et l'acharnement de ceux-ci avait été tel qu'il avait dû lui-même en appeler à ses collègues les plus autorisés, au professeur Lacassagne, de Lyon, au D^r Socquet, aux professeurs Brissaud, de Paris, Lande, de Bordeaux, Mairet, de Montpellier.

Heureusement tous ces experts avaient la science infuse, cette science officielle et infaillible dont le professeur Thoinot est, pour la médecine légale, le chef incontesté.

Sans avoir vu le cadavre en litige et sur la simple lecture d'un rapport, ces experts extra-lucides ont eu la clairvoyance éton-

nante de découvrir les erreurs des pauvres petits médecins de province.

Sur la simple lecture de ce rapport ils ont démontré d'une manière indiscutable que leurs conclusions ne pouvaient être acceptées, qu'elles ne reposaient sur aucune constatation précise, que toute la science de la médecine légale les repoussait avec mépris. Sans l'heureuse intervention des experts officiels, c'était la ruine de la médecine légale, la honte pour ces pauvres experts d'occasion, qui allaient avoir sur la conscience la condamnation d'une innocente, d'une bonne mère de famille, d'une femme digne du plus grand intérêt.

VIII

LES AVATARS DE L'OGRESSE

Jeanne Weber était libre. Elle était libre grâce à l'intervention extraordinaire de toutes les âmes sensibles, de tous les philanthropes étranges et incohérents qui avaient pris à cœur son sauvetage.

Vous pensez peut-être que toutes ces âmes charitables qui s'étaient fait à propos de Jeanne Weber une petite réclame personnelle, allaient s'occuper de cette pauvre victime, qu'ils allaient lui chercher des moyens d'existence ? La sagesse la plus élémentaire leur prescrivait au moins de mettre Jeanne Weber, puisque, malgré tout, un doute subsistait, dans l'impossibilité de se trouver à nouveau toute seule avec des petits enfants.

Car, enfin, les sauveurs de Jeanne Weber, même persuadés, surtout persuadés de son innocence, devaient avoir à cœur de la préserver *de tout danger*.

Un enfant pouvait, par hasard, mourir de mort naturelle entre ses mains. N'était-il pas nécessaire d'éviter à tout prix un tel événement?

N'était-il pas nécessaire d'éviter cela, dans l'intérêt de celle même dont on avait fait, à grand'peine, proclamer l'innocence?

Comment ! Voilà une femme accusée du meurtre de quatre enfants ; elle comparait en Cour d'assises, elle est acquittée, mais un doute subsiste.

Cette femme, un an après son acquittement, est encore accusée du meurtre d'un enfant ; arrêtée, elle bénéficie d'une ordonnance de non-lieu, et ici encore, subsiste un doute...

Et c'est à cette femme, proclamée innocente, mais sur laquelle pèse — disent ses défenseurs eux-mêmes — une terrible fatalité, c'est à cette femme, que vous allez permettre l'approche des berceaux !

Malheureux !!!

Mais si, dans un de ces berceaux, un enfant succombe, veillé par la Weber, n'allez-vous pas faire naître une troisième affaire Weber ? N'allez-vous pas réveiller les haines que l'ogresse a suscitées ? [N'allez-vous pas livrer une fois de plus la Weber aux juges ? Et si cette fois-là vous ne pouvez pas démontrer l'innocence de votre protégée, n'allez-vous pas vous attirer les colères de la foule,

qui vous accusera d'avoir jadis arraché au châtiment mérité, une mégère?...

Quand la Weber sortit de prison, triomphalement emmenée à Paris par des journalistes heureux de leur victoire, un homme qui, dans un journal de Châteauroux, n'avait cessé de dire que cette femme était coupable, M. Emile Nivel, s'écria : « Elle recommencera ! » Et le juge Belleau, trainé dans la boue par les défenseurs de l'ogresse eut ce mot :

— Je serais désolé qu'elle tuât encore un petit enfant ; et cependant, si cela arrivait, que diraient ceux qui ont arraché cette misérable des mains de la justice?... Quand je pense que cette femme peut recommencer, je suis saisi d'une telle horreur que je souhaite de n'avoir pas une aussi terrible revanche!...

Cette revanche, les amis de l'ogresse devaient tout faire pour ne pas la donner à M. Belleau. Mais les défenseurs de Jeanne Weber se souciaient bien peu d'elle, maintenant qu'elle était sortie de prison !

Ces philanthropes d'occasion, ravis de leur succès, estimaient leur tâche achevée.

— « Tu es sortie de prison, pauvre Jeanne!... maintenant, va... roule la bosse à travers le monde... Advienne que pourra!... »

Advienne que pourra!

Permettez...

Les défenseurs de l'ogresse l'ont conduite chez un brave homme, chez un juge, M. Bonjean, qui a voué sa vie au patronage des petits enfants.

Ils lui ont dit : « Voilà une innocente, protégez-la ; *sous un nom d'emprunt*, trouvez-lui une place, et qu'on ne parle plus d'elle... »

Sous un nom d'emprunt ?

Oui... on a lu dans un des journaux qui ont défendu l'ogresse, que celle-ci allait se créer une vie nouvelle, et qu'elle passerait désormais dans le monde, sans qu'on pût savoir qu'elle était la Weber...

Ici, le cœur se serre...

Comment ! quand cette femme se penchera sur un berceau, l'on ne saura pas que c'est la Weber !... On ne se méfiera pas ! On ne pourra pas se méfier ?.. On ne redoublera pas de surveillance sur le front du petit être qui dormira là ?...

Horreur !...

La Weber sera près du petit enfant, et l'on ne saura pas que c'est la Weber !... Non !... La Weber a changé de nom...

Si elle passe, ce sera la Mort masquée, qui passera !...

Le juge Bonjean recueille donc l'ogresse, qu'il envoie à l'hôpital, où elle devra s'occuper à soigner des malades...

Là, sous le nom de Marie Lemoine, elle

soigne des enfants malades, et, un soir, a-t-on raconté, on la surprend, les yeux hors des orbites, les mains serrées autour du cou d'un pauvre petit varioleux!...

Ah! s'il était mort, celui-là, des experts auraient eu beau jeu, pour dire qu'il était mort de la variole!...

Jeanne Weber, après cette histoire, ne pouvait demeurer à Fongombault.

Elle s'en va, du reste, chassée par ceux qui l'avaient recueillie! Elle n'a pas demandé du reste pourquoi on la renvoyait...

Épave misérable, la voici sur la grande route... Que va-t-elle devenir?

Elle se place ici, et là, régulièrement remerciée après deux ou trois jours d'embauchage, car elle s'enivre, car elle a l'air sournois, car elle a l'air d'une folle, *car elle ressemble à Jeanne Weber!*...

Elle revient à Paris; elle va voir quelques personnes charitables, qui lui donnent un peu d'argent, mais ne veulent pas l'abriter.

Elle se place encore... Et chaque fois, elle se fait renvoyer.

Alors, souffrant de froid, mourant de faim, vêtue comme une bohémienne, le lendemain du mardi gras, elle arrive quai des Orfèvres, demande à être conduite auprès de M. Hamard, directeur de la Sûreté, et, en présence de ce magistrat, elle fond en larmes, *et elle avoue!*...

« Dans la prison, au moins, je mangeais, dit-elle, reconduisez- moi en prison ! je suis une criminelle ! j'ai tué ma nièce Germaine Weber !... »

M. Hamard, très perplexe, en présence de cet aveu, envoie Jeanne Weber à M. Leydet, juge d'instruction.

Celui-ci, qui a instruit la première affaire Weber, ne peut légalement enregistrer l'aveu de l'ogresse.

Cet aveu ne vaut rien. Pour le crime qu'elle avoue, Jeanne Weber a été acquittée par le jury ; elle est juridiquement innocente de ce crime ; il y a chose jugée ; on ne peut reviser un procès quand il a abouti à un acquittement.

— Et c'est dans l'esprit même de la loi que M. Leydet dut dire à l'ogresse : — Ma pauvre femme ! Vous avez tort de vous accuser ! Vous êtes innocente !... — Ah ! si l'ogresse s'était accusée de la mort du petit Bavouzel, il n'en eût pas été de même : là il n'y avait eu que non-lieu ; l'affaire pouvait être reprise ; Jeanne Weber devait le savoir....

Or, M^r Henri Robert arrive, et demande la mise en liberté de sa cliente, qui, dans l'intervalle, s'est reprise, s'est rétractée... On la poussait si peu aux aveux !

Elle a dit :

— Si j'ai avoué, c'est que je voulais me

faire emprisonner, car j'ai faim... Mais je n'ai tué aucun enfant...

Le juge, avant de remettre l'ogresse en liberté, la retient pour délit de vagabondage, la fait examiner par le D^r Legras, médecin aliéniste ; et celui-ci déclare que Jeanne Weber n'est pas folle, qu'on ne peut l'enfermer, comme l'aurait désiré M. Leydet.

Or, dans l'intervalle, Jeanne Weber a reçu de l'argent, d'inconnus qui s'intéressent à elle ; elle n'est plus vagabonde puisqu'elle n'est plus sans ressources ; il va falloir la relâcher.

Grave affaire.

M. de Pressensé, président de la *Ligue des Droits de l'Homme*, qui, jadis, a réclamé la mise en liberté de Jeanne, sent maintenant que cette liberté va être dangereuse ; il réclame du préfet de police des mesures de préservation pour l'Ogresse ; il demande qu'on la recueille dans un asile, car, dit-il, cette malheureuse est folle...

Trop tard... On ne peut pas arrêter l'ogresse en marche vers son affreux destin...

Innocente, on ne peut l'emprisonner ; *saine d'esprit*, on ne peut l'interner...

On l'envoie cependant, à tout hasard, à la maison de Nanterre ; mais elle ne veut pas y demeurer, car, dit-elle, elle est bien libre d'aller où bon lui semble...

Jeanne Weber reprend sa course errante...

à la recherche d'un enfant à étouffer...

Elle court à travers Paris, puis, fouillant dans le tas des lettres qu'elle a reçues, elle se décide à partir pour Lay-Saint-Remy, près de Toul, où un nommé Joly l'appelle, lui offrant un gîte, le couvert, et son amour.

Chez ce Joly, Jeanne Weber se livre à la débauche ; elle se donne à tous les chemineaux qui passent, et finalement, s'en va avec l'un d'eux.

Et c'est ainsi qu'elle échoue à Commercy, chez les époux Poirot, aubergistes, en compagnie du manouvrier Bouchery.

IX

LA MORT DU PETIT POIROT

...Il y a là deux enfants...

L'ogresse les a vus... Et elle s'est insinuée dans les bonnes grâces de la famille, auprès de laquelle elle n'est connue que sous le nom de Jeanne Moulinet.

Elle aide au ménage : elle fait des confidences : elle est malheureuse : son mari (Bouchery) la maltraite, car il est jaloux d'elle...

Après deux jours, Jeanne, qui est pressée d'agir, déclare que son mari rentrera tard, qu'elle craint de coucher seule, que dans la nuit, elle pourrait être battue, car Bouchery est très méchant.

Ne peut-on lui confier un des enfants, qui couchera auprès d'elle, le plus petit, par exemple ?

Sans méfiance, les parents lui confient leur plus petit enfant.

Il était environ dix heures du soir, quand

la propriétaire de la maison, Mme Guirlet, qui couchait dans une chambre contiguë à celle où était Jeanne, entendit du bruit. Elle cria, à travers la cloison, pour demander à sa voisine de se taire. Comme le bruit persistait, et qu'il s'y mêlait des cris, la propriétaire descendit dans la boutique et avertit les époux Poirot qu'on faisait du tapage là-haut et que cela la gênait.

— Du bruit ? Et qui donc en ferait ? demanda Poirot.

— Je vous certifie qu'on fait du bruit ; allez-y voir, répondit la propriétaire.

Poirot et sa femme montèrent, et, après avoir frappé en vain à la porte de leur locataire, se décidèrent à entrer.

Un spectacle effroyable s'offrit alors à leurs yeux épouvantés.

La femme qu'ils avaient recueillie se tenait assise au milieu du lit, hagarde et les cheveux défaits, tirant jusqu'au menton la couverture, comme pour cacher quelque chose.

— Quoi ? Qu'y a-t-il ? fit Poirot.

L'ogresse ne répondit pas ; elle retenait les draps de ses mains crispées.

— Marcel ? Où est Marcel ? cria la mère, en tirant les couvertures.

Alors, apparut aux regards des parents affolés le corps du petit Marcel, chaud encore, mais sans vie : l'enfant gisait, étran-

glé, la langue coupée, couvert de sang!

Et la femme, elle-même, avait sa chemise maculée de taches sanglantes.

Un médecin, mandé en hâte, essaya de pratiquer sur l'enfant les tractions rythmées de la langue.

Pendant deux heures, le docteur s'efforça de rappeler à la vie la petite victime. Ce fut en vain.

La femme Moulinet, cependant, déclarait ne pas savoir ce qui s'était passé.

Des gendarmes arrivèrent; ils fouillèrent le lit et y découvrirent quatre mouchoirs tordus et ensanglantés. La femme prétendit alors avoir saigné du nez.

On remarqua qu'elle avait été interrompue par l'arrivée des parents, pendant qu'elle commençait à laver le corps de l'enfant, dans le but de faire disparaître les traces de son crime.

Les gendarmes, alors, s'emparèrent des vêtements de la femme et y trouvèrent une lettre de M^e Henri Robert, portant l'adresse de Jeanne Weber.

Interrogée sur le point de savoir si cette lettre lui était adressée, la femme avoua qu'elle avait été mariée avec un nommé Weber. *On se trouvait en présence de l'ogresse.* Les gendarmes n'avaient au reste pas besoin de cela pour l'arrêter; le crime

étaient patent. Ils emmenèrent l'étranglaise au violon municipal.

L'ogresse avait recommencé !...

Quand à Paris, l'on connut l'effroyable nouvelle, ce fut, dans le monde des experts légistes, un légitime émoi.

Le professeur Thoinot, interviewé, déclara que les constatations qu'il avait faites à propos des petites Weber et du petit Bavouzet conservaient toute leur valeur, et qu'il n'avait rien à y changer. Son opinion ne pouvait être, dit-il, modifiée par un événement ultérieur quelconque.

L'avocat de Jeanne Weber, dont c'était du reste le devoir de défendre l'ogresse, donna une autre note :

— Le crime de Jeanne Weber, dit-il, ne prouve rien en ce qui concerne les affaires précédentes. Voilà une femme à qui, depuis quatre ans, on répète qu'elle est une tueuse d'enfants. N'y a-t-il pas là une sorte de suggestion qui peut à la fin produire un malheureux résultat ? C'est là, avouez-le, une question troublante et mystérieuse...

Le D^r Bérillon, à qui cette déclaration fut soumise, l'approuva ainsi :

— Je suis tout à fait de l'avis de l'ancien défenseur de Jeanne Weber.

« A première vue, pour les esprits superficiels, le crime dont s'est rendue coupable, à Commercy, celle qu'on dénomme « l'Ogresse »,

semblerait confirmer le bien-fondé des accusations antérieures ; mais cette déduction est par trop simpliste.

« Je crois au contraire que la malheureuse s'est auto-suggestionnée et que c'est sous l'influence d'idées déposées dans son esprit par les inculpations dont elle avait été précédemment l'objet qu'elle a étranglé le fils de l'aubergiste de Commercy.

Le professeur Dupré exprime une opinion semblable :

— C'est un cas extrêmement curieux, et qui ne manquera certainement pas d'intéresser tous les médecins qui s'occupent d'aliénation mentale et de psychiatrie, déclare-t-il.

« Jeanne Weber a étranglé un enfant le fait est indéniable. Mais ce crime, contrairement à ce que va croire l'opinion publique, ne démontre nullement sa culpabilité dans les affaires précédentes.

« Au contraire, je suis absolument certain — et j'insiste sur *absolument* — que les conclusions médico-légales du premier rapport de MM. Brouardel et Thoinot, les conclusions du second rapport de MM. Thoinot et Socquet ont été, sont et demeureront justes.

— Alors comment expliquer cette étrange coïncidence ?

— Par un phénomène psychique des plus curieux.

« Après être sortie de prison, Jeanne Weber, abattue par les épreuves qu'elle venait de traverser, démoralisée, désespérée, donnait des signes évidents de dérangement cérébral. Rappelez-vous sa récente arrestation pour vaga-

bondage et les accusations imaginaires qu'elle porta contre elle-même. Elle s'était en outre mise à boire.

« Or, il est possible — n'ayant pas examiné la malade, je ne puis pas être plus affirmatif que cela — il est possible, dis-je, qu'influencée par les épreuves multiples qui ont si cruellement pesé sur sa vie, la malheureuse se soit laissée aller à accomplir un acte dont elle avait été si longtemps obsédée.

« Cette perpétuelle obsession du meurtre, cette hantise d'enfants égorgés ont fini par s'emparer de son cerveau et par diriger sa pensée du côté du crime. »

Et le professeur Lacassagne ?

Le professeur Lacassagne, aussitôt informé, déclara :

— Je cr is à la bonne foi absolue de la médecine légale. Jeanne Weber a été déclarée saine d'esprit en 1906. Cette année, on a prouvé son innocence dans la mort du jeune Bavouzet. Si elle a commis le crime de Commercy, il faudra examiner son état mental actuel.

Un peu plus tard, il publia, dans les *Archives d'anthropologie criminelle de médecine légale*, n° du 15 juin 1908, à la suite d'un très long article sur l'affaire Weber, le récit du crime de Commercy et fit suivre celui-ci des lignes suivantes :

— L'opinion publique, dès que tout cela a été connu, n'a pas hésité à affirmer la culpabilité de Jeanne Weber dans les faits antérieurs ;

tous les enfants, ses neveux et nièces, le petit Bavouzet, ont été étranglés, et si l'ogresse n'a pas été condamnée, c'est à cause des médecins experts. *Voilà bien l'explication simpliste des foules !* Attendons patiemment les rapports des médecins de Nancy.

Nous ne croyons pas plus à l'infailibilité des juges qu'à celle des experts ; mais, pour prouver les fautes commises par les uns ou les autres, il faut d'autres preuves que le fait de Commercy invoqué aujourd'hui par la plupart des journaux. Les documents que nous avons publiés montrent la légitimité de cette prudente réserve. *Il nous paraît que les experts parisiens n'ont pas commis les erreurs qu'on leur impute ; ils ont été à la hauteur de la mission que la justice leur avait confiée.*

Et voilà ! C'est très simple !

Le crime de Commercy prouve-t-il, dit M. Lacassagne, la culpabilité de l'ogresse, à Châteauroux et à Paris ? Pas du tout. La Weber est innocente de la mort du petit Bavouzet comme elle est innocente de la mort des enfants Weber, et le professeur insinue, dans un des coins de son plaidoyer en faveur de M. Thoinot, que, depuis le procès de Châteauroux, l'ogresse a peut-être perdu la raison.

Les rapports des experts, affirme le professeur Lacassagne, sont inattaquables.

Que le professeur Lacassagne se laisse entraîner à défendre par esprit de corps les conclusions du professeur Thoinot, cela

lui serait permis à la rigueur, s'il n'avait pas pris position lui-même dans cette triste affaire.

Cependant, les D^r Thiéry, Michel et Parizot procédèrent à l'autopsie de l'enfant Poirot, et cette autopsie confirme la strangulation de la malheureuse petite victime de Jeanne Weber...

Voici, du reste, des extraits du rapport officiel de cette autopsie :

Sillon du cou. — Trois points de repère peuvent servir à en indiquer la direction générale.

1^o En arrière, à gauche, le tourbillon postérieur des cheveux, qui se trouve à un centimètre à gauche de la ligne médiane.

2^o En avant la saillie formée par le cartilage thyroïde.

3^o En arrière, à droite, un point situé à 15 millimètres à droite de la ligne médiane, au niveau de la 6^e vertèbre cervicale.

Ce sillon n'est donc pas horizontal, mais décrit une véritable spirale autour du cou, l'extrémité postérieure gauche se trouvant sur un plan supérieur, à l'extrémité droite, et étant distante de cette dernière de 6 centimètres environ.

Partant du tourbillon postérieur des cheveux, à gauche de la ligne médiane, le sillon se dirige d'arrière en avant et de haut en bas, peu marqué dans ce premier trajet, il gagne la face latérale gauche du cou, s'accroît, est constitué par une première empreinte de 3 centimètres de long, très nette, parcheminée, avec

tous les enfants, ses neveux et nièces, le petit Bavouzet, ont été étranglés, et si l'ogresse n'a pas été condamnée, c'est à cause des médecins experts. *Voilà bien l'explication simpliste des foules !* Attendons patiemment les rapports des médecins de Nancy.

Nous ne croyons pas plus à l'infailibilité des juges qu'à celle des experts ; mais, pour prouver les fautes commises par les uns ou les autres, il faut d'autres preuves que le fait de Commercy invoqué aujourd'hui par la plupart des journaux. Les documents que nous avons publiés montrent la légitimité de cette prudente réserve. *Il nous paraît que les experts parisiens n'ont pas commis les erreurs qu'on leur impute ; ils ont été à la hauteur de la mission que la justice leur avait confiée.*

Et voilà ! C'est très simple !

Le crime de Commercy prouve-t-il, dit M. Lacassagne, la culpabilité de l'ogresse, à Châteauroux et à Paris ? Pas du tout. La Weber est innocente de la mort du petit Bavouzet comme elle est innocente de la mort des enfants Weber, et le professeur insinue, dans un des coins de son plaidoyer en faveur de M. Thoinot, que, depuis le procès de Châteauroux, l'ogresse a peut-être perdu la raison.

Les rapports des experts, affirme le professeur Lacassagne, sont inattaquables.

Que le professeur Lacassagne se laisse entraîner à défendre par esprit de corps les conclusions du professeur Thoinot, cela

lui serait permis à la rigueur, s'il n'avait pas pris position lui-même dans cette triste affaire.

Cependant, les D^r Thiéry, Michel et Parizot procédèrent à l'autopsie de l'enfant Poirot, et cette autopsie confirme la strangulation de la malheureuse petite victime de Jeanne Weber...

Voici, du reste, des extraits du rapport officiel de cette autopsie :

Sillon du cou. — Trois points de repère peuvent servir à en indiquer la direction générale.

1^o En arrière, à gauche, le tourbillon postérieur des cheveux, qui se trouve à un centimètre à gauche de la ligne médiane.

2^o En avant la saillie formée par le cartilage thyroïde.

3^o En arrière, à droite, un point situé à 15 millimètres à droite de la ligne médiane, au niveau de la 6^e vertèbre cervicale.

Ce sillon n'est donc pas horizontal, mais décrit une véritable spirale autour du cou, l'extrémité postérieure gauche se trouvant sur un plan supérieur, à l'extrémité droite, et étant distante de cette dernière de 6 centimètres environ.

Partant du tourbillon postérieur des cheveux, à gauche de la ligne médiane, le sillon se dirige d'arrière en avant et de haut en bas, peu marqué dans ce premier trajet, il gagne la face latérale gauche du cou, s'accroît, est constitué par une première empreinte de 3 centimètres de long, très nette, parcheminée, avec

petites ecchymoses de râclément. Les bords en sont irréguliers. Le supérieur présente des érosions sur la peau sous forme de traînées dirigées de bas en haut ; puis apparaît une surface de peau saine de 8 millimètres, à laquelle succède dans un plan légèrement supérieur, mais dans la même direction de haut en bas, une autre empreinte parcheminée mesurant 3 centimètres de long. L'ensemble de ces deux empreintes séparées par un pont de peau saine est de 6 centimètres 8 millimètres ; la largeur en est variable, accentuée surtout en arrière où elle est de 12 millimètres, tandis qu'en avant elle tombe à 3 millimètres. En avant du bord antérieur du sterno-mastoïdien, le sillon disparaît pour faire place jusqu'au larynx à une teinte brunâtre, constituée par deux traînées légères parallèles, finement gaufrées, de 2 millimètres de hauteur chacune et séparées l'une de l'autre par un demi-centimètre.

Cette empreinte atteint ainsi la partie saillante du larynx ; à ce niveau elle prend une teinte ecchymotique. Telle est la description de la partie du sillon qui va obliquement en descendant, depuis la nuque jusqu'au devant du larynx.

Partie droite du cou. — L'empreinte, moins nette à la partie antérieure, n'était représentée que par une teinte brunâtre à contours indécis, sur laquelle se voient par place des points légèrement excoriés, parcheminés ; à droite du larynx, notamment, existe une surface de peau parcheminée de 1 centimètre de long sur quelques millimètres de hauteur. Presque horizontale dans ce premier trajet, l'empreinte s'infléchit sur la partie latérale du cou, devient de plus en plus manifeste pour se montrer,

au niveau du rebord antérieur du trapèze, sous l'aspect d'un sillon accentué, nettement parcheminé, de 15 millimètres de long et de 3 millimètres de largeur. De ce point, l'empreinte gagne la partie postérieure du cou, en s'inclinant de haut en bas vers la 6^e vertèbre cervicale. Dans cette partie terminale, elle est constituée par une série de petits points superficiellement excoriés sur une longueur de 6 centimètres environ. En disséquant la peau du cou, nous trouvons dans les tissus sous-jacents *des ecchymoses plus nombreuses à droite qu'à gauche.*

.

Mécanisme de la strangulation. — On peut supposer qu'un lien de ce genre, formé peut-être par deux mouchoirs tordus et enroulés est placé autour du cou de l'enfant, l'anse s'ouvre en arrière, les chefs sont croisés dans la main droite, par exemple, qui les saisit au niveau de la nuque ; en cet endroit la main est interposée entre le lien et la peau de l'enfant. Cette hypothèse peut être justifiée par le fait d'observation que l'empreinte du sillon fait défaut dans cette région sur une étendue de six centimètres environ. La main ainsi placée fait un mouvement de torsion de gauche à droite, qui a pour conséquence de relever la partie gauche de l'anse vers la racine des cheveux et d'abaisser la partie droite vers les vertèbres cervicales inférieures.

Les particularités que nous avons relevées dans l'étendue du sillon, lequel s'élève à gauche pour s'infléchir à droite vers la sixième vertèbre cervicale, nous autorisent à émettre cette hypothèse.

De plus, vers la racine des cheveux, à droite, une érosion triangulaire, faite comme à l'emporte-pièce fait présumer qu'il s'agit d'une trace unguéale au cours de la torsion.

L'intestin. — Sur l'intestin ouvert dans toute sa longueur, nous trouvons des *plaques de Peyer* très apparentes, surtout au niveau de la valvule iléo-cœcale ainsi que des follicules clos dans le gros intestin ; ni plaques de Peyer ni follicules clos ne sont congestionnés ou ulcérés.

Il existe quelques petits ganglions du volume d'un pois au voisinage de l'appendice.

Trois segments de l'intestin sont conservés dans l'alcool pour être soumis à l'examen microscopique. Les coupes histologiques faites par le Dr Lucien montrent le *développement important* pris par les plaques de Peyer.

Dans le cas présent, ce dernier caractère ne saurait être envisagé comme répondant à un état pathologique, car il se rencontre dans la plupart des cas où le thymus présente un certain degré d'hypertrophie.

..

Cependant, Jeanne Weber, dans sa prison, niait avoir tué le petit Poirot.

Depuis la minute où elle avait été arrêtée, prise en flagrant délit, elle ne se départait pas de ce système ingénu de défense qui lui avait déjà par deux fois réussi.

Elle niait comme elle avait nié à Paris, comme elle avait nié à Châteauroux : elle

osa même accuser la mère d'avoir apporté dans son lit l'enfant déjà mort !

Mais cette fois elle avait été prise sur le fait et les constatations médico-légales ne l'innocentaient pas ; au contraire, accablantes, elles l'accusaient, ce qui était, dans cette affaire extraordinaire, un véritable *fait nouveau*.

Devant ce *fait nouveau*, nous l'avons dit, les experts officiels ne se sont pas inclinés ; les professeurs Lacassagne et Thoinot ont maintenu leur avis sur la première et sur la seconde affaire Weber.

La troisième affaire Weber ne prouve rien.

Leur en faudrait-il une quatrième ? En ce cas, qu'on relâche Jeanne Weber... Elle ne tardera pas à se faire arrêter, auprès d'un nouveau cadavre...

Le professeur Lacassagne, après la découverte du crime de Commercy, a écrit à un journal du matin une lettre où il fulmine de nouveau contre l'inexpérience des experts de province et où il renouvelle son vœu à l'Académie de Médecine, de créer des médecins spécialistes en médecine légale, qui auraient seuls qualité pour les expertises judiciaires.

Véritablement, cette insistance dépasse les bornes. Des témoins honorables, des médecins et non des moindres, apportent à

l'instruction lors du premier procès, des dépositions tellement accablantes que Pogresse, malgré son système de dénégations, allait être condamnée.

Le professeur Thoinot intervient : il n'a rien vu, ses autopsies sont négatives. Il devait déclarer purement et simplement ce résultat négatif.

Ce rôle trop effacé ne lui convient pas ; il veut émettre un avis, et sur des constatations négatives il conclut comment sont morts les enfants.

Ses conclusions paraissent tellement vraisemblables que les experts aliénistes sont ébranlés à leur tour. Jeanne Weber devient pour eux une femme extraordinairement intelligente, et c'est sur sa déclaration qu'ils la consacrent la meilleure des mères. Quant aux enfants Weber ils étaient fils et petits-fils d'alcooliques, Jeanne Weber le leur a dit. Il n'est donc pas étonnant que ces enfants aient succombé aux tares de l'hérédité.

Les témoignages recueillis à l'instruction s'effondrent devant ces conclusions formelles et l'accusée est triomphalement acquittée.

Cet acquittement donne à d'étranges individus l'idée d'écrire à Jeanne Weber : « J'ai confiance en vous, venez soigner mes enfants. »

Le père Bavouzet est de ceux-là, et voici que son enfant meurt !

Les D^r Papazoglou, Bruneau et Audiat concluent à une mort criminelle.

Le professeur Thoinot s'émeut. « Mais ce n'est pas vrai ! s'écrie-t-il, cette femme n'est pas une criminelle ! » : sans avoir vu le petit cadavre, il condamne *a priori* les conclusions des experts de Châteauroux et, pour donner plus de poids à son argumentation, il en appelle à l'autorité de son collègue Lacassagne.

Le professeur Lacassagne, naturellement, abonde dans le même sens.

Que le professeur Thoinot se soit trompé dans la première affaire, on pouvait ne pas insister sur son erreur. Qui donc peut se prétendre infailible ? Mais le professeur Thoinot se considère comme engagé par le premier procès ; il lui faut un « non-lieu. »

Que lui importent les experts de province ! Fera-t-il plus de cas de leurs constatations qu'il n'a fait, au premier procès, des constatations du D^r Labelle, de l'interne Saillant et du D^r Sevestre ? Lui seul Thoinot, lui seul est capable de voir et, s'il n'a rien vu, il affirme qu'il ne s'est rien passé.

Cette manière de raisonner est inacceptable, lorsqu'il peut s'agir de l'honneur, de la liberté ou de la vie de son semblable.

Le professeur Thoinot est-il sûr, d'ail-

leurs, d'avoir pris toutes les précautions exigibles dans un cas aussi grave? La réputation de deux médecins était en jeu. Il est de notion vulgaire que les pièces des autopsies judiciaires doivent être divisées en deux parties, les unes pour être soumises à l'expertise immédiate, les autres pour être conservées au Greffe dans le cas d'une expertise contradictoire.

Quelles sont les précautions dont s'est entouré le professeur Thoinot pour le prélèvement des fragments d'intestin du petit Bavouzet où il a affirmé avoir découvert des stigmates certains de fièvre typhoïde. Lisons à ce propos la lettre qu'adressèrent les D^r Audiat et Bruneau au *Figaro*, qui avait publié le 14 janvier 1908, sous ce titre : « Autopsie à Châteauroux » un véritable acte d'accusation contre les experts de Châteauroux.

Le *Figaro* n'a pas cru devoir publier cette lettre :

Monsieur le Directeur du *Figaro*,

Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien insérer dans votre estimable journal la lettre suivante qui remet au point certains faits concernant l'affaire Weber, faits relatés dans un article que vous avez publié le 14 janvier dernier.

Nous espérons que les choses ne se sont pas passées à la Société de médecine légale de

Paris comme l'indique le correspondant de votre journal : cette société a un passé sérieux et il n'est pas supposable qu'elle ait pu subitement dévier de cette façon.

Les experts de Châteauroux sont tout à fait tranquilles au sujet de la première autopsie qu'ils ont faite à Villedieu. Ils ont entre les mains plus de documents qu'il n'en faut pour se défendre et au besoin pour attaquer, si on les y contraint.

Ils tiennent seulement à dire aujourd'hui qu'ils se sont trouvés en désaccord formel, absolu, avec MM. Thoinot et Socquet sur tous les points, qu'ils ont refusé de participer à la rédaction de leur rapport et de le contresigner et ce n'est pas sans motifs sérieux qu'ils ont agi de la sorte.

Les experts de Paris sont venus faire l'autopsie d'un cadavre en pleine décomposition; trois mois et dix jours après le décès, ils ont déclaré qu'il était étonnant de conservation.

Ils ont cru trouver dans l'intestin les lésions de la fièvre typhoïde. Les experts de Châteauroux ont considéré que ces apparences de lésions n'avaient pas la moindre valeur.

MM. Thoinot et Socquet ont renvoyé de Paris des photographies représentant une plaque de Peyer avec des ulcérations et des parties bourgeonnantes. Les médecins de Châteauroux ont déclaré sans la moindre hésitation que cette photographie ne représentait pas ce qu'ils avaient vu sur l'intestin au cimetière de Villedieu.

Le Dr Papazoglou, de Villedieu, qui assistait à la deuxième autopsie non pas comme expert mais comme témoin, a fait, de la façon la plus formelle, la même déclaration.

Les experts de Paris ont oublié de faire apposer sur les éprouvettes, dans lesquelles ils ont placé les fractions d'intestin prélevées, le sceau du juge d'instruction.

Ils ont oublié de laisser au greffe du tribunal de Châteauroux une partie de ces pièces anatomiques, rendant ainsi impossible tout contrôle ultérieur de leurs recherches, chose indispensable dans une contre-expertise.

Si ces oublis ont été involontaires, comment qualifier une pareille légèreté de la part d'un professeur de médecine légale de la Faculté de Paris, qui est chargé d'apprendre aux futurs médecins l'importance capitale et la nécessité impérieuse de toutes ces précautions sans lesquelles toute pièce pathologique reste sans valeur au point de vue de l'authenticité ?

Si ces oublis ont été volontaires, dans quel but ont-ils été faits ? Les mêmes experts ont encore oublié de faire l'examen histologique des pièces prélevées. Et ce sont eux, auxquels nous avons fait jusqu'ici l'aumône du silence sur tant d'irrégularités, qui se permettent d'attaquer, dans une Société médicale, des absents, dénaturant leurs actes et leurs dépositions !

Ce sont eux qui font vanter tous les jours par la presse leur écrasante supériorité scientifique, se décernant des brevets de capacité médicale et intellectuelle, pas toujours justifiés.

Nous demanderons à la Société médico-légale de Paris si elle a l'intention de couvrir de son autorité et de son approbation les irrégularités que nous avons signalées et d'autres encore, qui ne sont pas minces et dont nous ne

parlerons pas aujourd'hui, mais que nous serons disposés à lui soumettre, si cela peut lui être agréable.

D^r AUDIAT.

D^r BRUNEAU.

[Ancien interne des Hôpitaux de Paris.

Les procédés de M. Thoinot contre des confrères d'une parfaite honorabilité ont soulevé du reste d'autres protestations.

Parmi celles-ci, nous citerons presque en entier, en raison de son importance, l'article du D^r Variot (1).

(1) *La Clinique Infantile*, 1^{er} juin 1908.

X

CE QUE DIT LE DOCTEUR VARIOT

L'affaire de Jeanne Weber, dite l'Ogresse, qui a étranglé sept enfants. — La déposition de Sevestre. — Les experts de Châteauroux et le Professeur Thoinot.

I

En 1905, la femme Weber, née Jeanne Moulinet, était accusée d'avoir commis, presque coup sur coup, quatre meurtres sur des enfants :

« 1^o D'avoir, le 1^{er} mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Georgette Weber (agée de dix-huit mois);

« 2^o D'avoir, le 11 mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Suzanne Weber (agée de trente-quatre mois);

« 3^o D'avoir, le 26 mars 1905, à Paris, commis un homicide volontaire sur la personne de Germaine Weber (agée de sept mois);

« 4^o D'avoir, le 5 avril 1905, à Paris, commis une tentative d'homicide volontaire sur la personne de Maurice Weber (agé de dix mois),

laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur¹. »

Le lendemain de l'enterrement de la petite Germaine Weber, le jeune Marcel Weber, âgé de sept ans, le fils de l'accusée, mourut aussi dans une suffocation. L'autopsie de cet enfant n'ayant pas permis d'infirmer le diagnostic de diphtérie et de croup posé par le médecin qui a soigné l'enfant, cette mort soudaine n'a pas été imputée à la charge de l'accusée.

Il faut bien remarquer que tous les enfants dont la mort est attribuée par l'acte d'accusation à Jeanne Weber sont morts dans des circonstances presque identiques. — Ce sont des neveux et nièces de l'accusée, *bien portants jusque-là*; les parents ont été écartés sous un prétexte quelconque, par Jeanne Weber, qui reste *seule* avec chacun des enfants; quand on revient, au bout d'un temps variable, les enfants sont morts ou mourants, avec la figure violacée, les yeux convulsés, etc...

Au procès de 1908, les médecins légistes parisiens déclarèrent formellement que l'on ne trouve pas, sur ces enfants ou sur leurs cadavres, les traces de la strangulation et leur déclaration fait acquitter Jeanne Weber.

Celle-ci, sous le nom de Jeanne Moulinet, est recueillie dans un petit village du département de l'Indre, à Villedieu, par un bûcheron,

1. Conclusions de l'acte d'accusation du procureur général près la Cour d'appel de Paris. Les citations entre guillemets attribuées aux experts et contenues dans cet article sont extraites du compte rendu officiel du procès, dans les *Bulletins* de la Société d'hygiène et de médecine légale, mars 1906.

nommé Bavouzet, qui a trois enfants : l'un d'eux, qui, la veille, allait et venait, le petit Auguste Bavouzet, âgé de neuf ans, meurt subitement le 17 avril 1907. Les docteurs Bruneau et Audiat, dans le rapport médico-légal de l'autopsie, prétendent retrouver des stigmates probants de la strangulation. Le professeur Thoinot conteste ces faits et emploie tout son crédit pour faire rejeter les conclusions des experts de Châteauroux. Il obtient gain de cause, Jeanne Weber est remise en liberté sur une ordonnance de non-lieu; nous la retrouvons au mois de mai 1908, dans le département de la Meuse, à Commercy, où elle est devenue la maîtresse d'un sieur Joly.

Là, on découvre, près d'elle, dans sa chambre, le cadavre d'un jeune garçon, le petit Poirot, âgé de neuf ans, qui lui a été confié par ses parents pour passer la nuit. Les médecins experts de Nancy, les professeurs Parizot et Michel et le Dr Thierry, médecin légiste à Saint-Mihiel, après l'autopsie médico-légale du cadavre du petit Poirot, affirment la strangulation à l'aide d'un mouchoir tortillé et serré autour du cou.

L'ogresse prise sur le fait, cette fois, comme un pick-pocket pris la main dans le sac, prétend, malgré les témoignages écrasants des témoins, ignorer qui a commis le meurtre du petit Poirot. — Elle a une force incroyable de dissimulation et une ténacité dans la négation de l'évidence, qui ont certainement contribué à égarer les experts et la justice dans les procès antérieurs.

La culpabilité de cette misérable n'est donc plus contestée; mais comme certaines personnes qui se piquent d'intellectualisme, certains

médecins experts soulignent encore, pour pallier leurs erreurs initiales, qu'il n'y a pas connexité directe entre le dernier crime de Jeanne Weber et les meurtres qui lui ont été antérieurement attribués, nous allons passer rapidement en revue les dépositions des médecins et les expertises médico-légales du procès de 1905 et du procès de 1907. Le rôle des médecins légistes dans cette affaire criminelle est tout à fait capital et il apparaîtra clairement, d'après les citations *textuelles* que nous allons faire.

Nous n'avons pas à faire état ici des témoignages multiples mais non médicaux, plus ou moins probants, qui pouvaient établir la culpabilité de Jeanne Weber.

Dès 1903, le Dr Cordoux, exerçant dans le quartier de la Chapelle, fut appelé chez Jeanne Weber pour donner des soins à son enfant, qui avait subi un commencement d'asphyxie par les gaz d'un réchaud de charbon; il eut l'impression d'être en présence d'une tentative criminelle pour attenter à la vie de l'enfant; mais comme il n'avait pas d'élément de certitude, il ne déposa pas de plainte.

En 1905, le Dr Labelle qui, lui aussi, exerce rue de la Chapelle, fut mandé lors des accidents qui précédèrent la mort de la petite Germaine Weber. M. Labelle a déclaré au juge d'instruction, M. Leydet : « qu'il avait été appelé auprès de la petite Germaine un samedi, pour de prétendues convulsions survenues pendant qu'on avait confié l'enfant à Jeanne Weber, restée seule avec lui et qu'il avait constaté, ainsi que l'entourage, des ecchymoses autour du cou; qu'il avait revu l'enfant vivante le lendemain à une heure, en présence de la

famille, et qu'enfin, rappelé d'urgence à six heures, il avait constaté le décès survenu brusquement entre les mains de Jeanne Weber, laissée toute seule avec la petite Germaine. »

C'est donc inexactement que M. Thoinot, dans sa consultation au juge (pièce n° 8), a dit : « Le Dr Labelle, lui, n'a rien vu, il a donné une ordonnance à distance, il n'a vu qu'un cadavre; la mort lui a paru singulière, extraordinaire même, mais ce n'est là qu'une opinion, une impression. Ce n'est pas une preuve médicale, tirée de l'observation des faits. »

Ainsi, M. Thoinot dénia toute valeur au témoignage d'un praticien distingué, qui n'avait certes aucun parti-pris pour expliquer le décès de la petite Germaine.

Mais voici la déposition d'un des maîtres de la pédiatrie française, du regretté Sevestre, dont le sens clinique était si affiné, et dont l'opinion aurait dû peser d'un grand poids dans ces circonstances.

Déposition de M. le Dr Sevestre, médecin de l'hôpital Bretonneau, en date du 21 juillet 1905 :

« Le jeudi, 6 avril dernier, en arrivant le matin dans mon service à l'hôpital Bretonneau, vers neuf heures et demie, j'ai trouvé le jeune Maurice Weber, entré de la veille, en état d'asphyxie prononcée. La mère, qui était entrée la veille avec l'enfant qu'elle nourrissait au sein, a raconté que cette asphyxie était apparue au cours d'une courte absence qu'elle avait faite chez sa belle-sœur la veille.

« L'enfant, admis à l'hôpital le mercredi 5, avait été immédiatement soumis à un traitement sous la direction de mon interne, M. Sallant. Les phénomènes d'asphyxie avaient progressivement disparu à la fin de la journée.

« Le jeudi matin, en examinant l'enfant, je ne trouvai plus trace d'asphyxie, mais je constatai, *à la partie postérieure du cou*, c'est-à-dire au-dessous de la ligne des oreilles, une *ecchymose* linéaire peu foncée, mais cependant très apparente. Cette ecchymose présentait la largeur de trois à quatre millimètres ; elle était un peu irrégulière et ne se retrouvait pas en avant sur la partie antérieure du cou. J'appelai l'attention de mon interne sur ce fait en lui disant de prendre une note sur les phénomènes constatés.

« Le lendemain 7 avril, j'appris que la mère était partie la veille avec son enfant.

« Il est possible que la trace observée par moi se soit atténuée peu à peu au point d'avoir disparu le lundi.

« Il semble manifeste que l'ecchymose observée sur le cou de l'enfant soit le fait d'une constriction, mais je ne puis vous dire quelle est la cause de cette constriction. »

M. Thoinot crut devoir répondre à cette déposition si probante et si prudente à la fois, par la consultation suivante, adressée au juge d'instruction :

« Monsieur le juge,

« Ainsi qu'il a été convenu dans l'entretien que j'ai eu avec vous, jeudi 3 août, dans votre cabinet, au sujet de l'affaire contre femme Weber, je viens vous donner mon avis sur les dépositions que vous m'avez communiquées.

« Ces dépositions émanent de MM. les D^{rs} Sevestre, médecin de l'hôpital Bretonneau, Labelle et L. Frankel, médecins de l'état civil.

« M. le D^r Sevestre a vu le jeune Maurice

Weber à Bretonneau; mais il me semble que sa déposition n'apporte pas grand éclaircissement dans la cause : *elle ne fait qu'y jeter, au contraire, un nouveau doute.* M. le Dr Sevestre, en effet, dit bien qu'il a observé un sillon chez l'enfant, mais ce sillon, chose assez singulière, ne siégeait qu'à la nuque, au-dessous de la ligne des oreilles. Sans doute, on peut observer dans la strangulation un pareil sillon, si la partie antérieure du cou est protégée par quelque vêtement; mais il faut avouer que les cas exceptionnels, en médecine légale, n'ont toujours qu'une valeur discutable et ne permettent pas une affirmation bien nette.

« Le Dr Sevestre a d'ailleurs apporté à sa déposition les restrictions nécessaires en disant qu'il lui avait bien paru se trouver en présence d'un sillon de constriction, mais qu'il ne pouvait préciser de quel genre de constriction il s'agissait.

« Le Dr Labelle, lui, n'a rien vu; il a donné une ordonnance à distance et n'a vu qu'un cadavre. La mort lui a paru singulière, extraordinaire même; mais ce n'est là qu'une opinion, une impression; ce n'est pas une preuve médicale tirée de l'observation des faits.

« Quant au Dr Frankel, il affirme bien avoir vu le cadavre, que l'on prétendait qu'il n'avait pas découvert. Il n'a rien constaté de suspect, et, s'il a demandé une enquête, c'était plutôt par suspicion morale que par suite d'une constatation médicale précise, imposant l'idée de mort violente.

« Les trois témoignages, ainsi recueillis, n'apportent donc à l'affaire aucune lumière décisive. Celui du Dr Sevestre même, *tend à rendre fort douteuse la conviction que les dépo-*

sitions précédentes avaient paru imposer, de la violence exercée sur le jeune Maurice.

« Vous m'avez demandé, en outre, monsieur le juge, si la suffocation à la main pouvait ne laisser aucune trace interne, aucune lésion viscérale. Oui, sans doute. Mais c'est là une exception, et il serait singulier que dans nos quatre autopsies, nous eussions quatre fois rencontré une exception médico-légale.

« Ce 4 août 1905. »

En quoi les signes manifestes d'une constriction faite sur le cou du petit Maurice pouvaient-ils infirmer les dépositions des témoins qui étaient en faveur d'une tentative de strangulation ?

Sevestre ne pouvait être plus explicite qu'en disant : « il semble manifeste que l'ecchymose observée sur le cou de l'enfant soit le fait d'une constriction » ; mais comme il n'avait pas vu l'ogresse en train d'opérer, il ajoutait prudemment : « mais je ne puis vous dire quelle est la cause de cette constriction ».

Ce regretté maître n'avancait rien dont il ne fût pas sûr, mais l'interprétation de son témoignage dans le sens de l'innocence de la femme Weber a dû lui paraître bizarre...

Voici une déclaration complémentaire faite tout dernièrement à un grand journal de Paris (le *Figaro*), par le Dr Saillant, qui était alors interne de Sevestre à l'hôpital Bretonneau, et qui est maintenant médecin à Monthuçon :

« Alors que j'étais interne à Paris, à l'hôpital Bretonneau, avec, comme maître, le Dr Sevestre, on amena un jour, dans l'après-midi, un jeune garçon qui était mourant. C'était, je crois, le 5 avril 1905. Le pauvre petit, qui suc-

combait à l'asphyxie, fut aussitôt l'objet d'un traitement approprié; on lui fit respirer de l'oxygène et on le ramena à la vie. A la contre-visite, le soir à six heures, j'examinai le petit malade, Maurice Weber, et je constatai aussitôt qu'il portait un sillon noirâtre autour du cou et des ecchymoses sur la figure. « Mais on a tenté d'étrangler cet enfant! » m'écriai-je. Et j'appelai les externes et le Dr Sevestre, qui, tous, comme moi, purent voir les preuves évidentes d'une tentative de strangulation parfaitement caractérisée.

« Grâce à nos soins, le petit Maurice Weber put sortir guéri de l'hôpital Bretonneau peu de temps après. Il avait bien failli devenir la cinquième victime de Jeanne Weber. Aussi fus-je convoqué par M. Leydet, juge d'instruction, pour déposer. La convocation vint me trouver dans les Pyrénées, où je soignais un malade; je m'y rendis cependant, et les termes de ma déposition furent exactement ceux que je viens d'employer. Ma conviction absolue était qu'on avait voulu étrangler le petit Maurice Weber, et je le déclarai péremptoirement à M. Leydet.

« Mon maître, le Dr Sevestre, porta les mêmes accusations que moi.

« Comme médecin légiste, le professeur Thoinot n'a pas vu une seule fois le petit Maurice Weber pendant son séjour à l'hôpital, et il n'a connu — notez bien ceci, — des détails sur les symptômes observés sur cet enfant que par moi; je les lui ai donnés sur sa demande, mais il ne voulut pas en faire état, malgré mes indications précises et accusatrices. M. Thoinot conclut à l'encontre de mes constatations et fit ainsi établir une première fois l'innocence de Jeanne Weber. J'ajoute que ma déposition eut

le don d'exaspérer le professeur Thoinot, qui me fit à ce sujet une sortie assez vive. Ce professeur était figé dans son erreur primitive, et son pontificat ne pouvait pas lui permettre de la reconnaître. »

M. Thoinot ne s'est pas contenté de contester la valeur des témoignages de ses confrères, il a rejeté, hors de la cause, une constatation anatomique positive qu'il *a faite lui-même* dans l'une des autopsies des enfants Weber.

« Chez Suzanne Weber, nous avons noté à l'autopsie, dit le professeur de médecine légale, dans l'épaisseur du muscle sterno-mastoïdien gauche, une ecchymose bien nette et *qui nous paraît avoir été faite pendant la vie*. C'est la vue des lésions qu'on peut rencontrer dans le syndrome anatomique de la strangulation. Mais vraiment il serait plus qu'aventureux de conclure que Suzanne Weber a succombé à la strangulation, sur la constatation de cette lésion tout isolée et qui, dans l'espèce, est privée de toute signification. »

L'expert oublie de nous dire pourquoi cette constatation anatomique est privée de toute signification, surtout venant s'adjoindre aux constatations positives faites pendant la vie par les docteurs Labelle et Sevestre.

Est-ce parce qu'il n'a pas trouvé de stigmates bien manifestes de strangulation sur les trois autres cadavres? Mais l'autopsie de Georgette Weber, décédée le 2 mars, n'a été faite que le 14 avril, et les processus de la putréfaction ont pu faire confondre des ecchymoses préexistant pendant la vie, avec des sugillations cadavériques, des extravasats de matière colorante du sang dans le derme ou dans les tissus plus profonds, dans les viscères, etc., etc.

Quant à l'autopsie de la petite Germaine, il n'est pas surprenant que M. Thoinot n'ait pas retrouvé les vestiges d'ecchymoses limitées, observées durant la vie par le docteur Labelle, que l'on eut le tort, d'ailleurs, de ne pas convoquer à l'expertise. « La conservation du cadavre est bonne, dit M. Thoinot, et l'enfant est tout à fait reconnaissable. La putréfaction externe ne se marque que par la *couleur vert noir de la face*, des membres et du tronc. »

Comment, nous le demandons, distinguer des ecchymoses limitées, au milieu de cette coloration vert noir produite par la putréfaction? Ne semble-t-il pas que l'expert ait l'esprit troublé par l'idée préconçue de l'innocence de la femme Weber et qu'il prenne à tâche de la défendre, au lieu d'enregistrer impartialement les faits pour éclairer les juges?

Pour donner plus de poids à ses affirmations, M. Thoinot les fit endosser dans une consultation médico-légale signée par MM. Brouardel, Descouts et Thoinot. On relève dans cette consultation la déclaration suivante: « La lecture des dépositions des témoins permet d'écartier comme cause réelle de la mort de Georgette, Suzanne et Germaine Weber, la suffocation ou la strangulation par la main agissant sur la face ou le cou, ainsi que la strangulation par un lien. »

Pour infirmer la déposition si probante de Sevestre, voici, exactement, l'opinion émise par les consultants:

« Pour ce qui est de Maurice Weber, il semble que l'enfant n'a été laissé seul avec la femme Weber que quelques minutes. Si pendant ce temps la femme Jeanne Weber avait voulu l'étrangler avec la main, celle-ci aurait

laissé son empreinte sur la partie antérieure du cou et non sur la *partie postérieure*. »

Pour qui connaît la souplesse des anneaux de la trachée, à dix mois, il paraît aisé d'obtenir son calibre par une pression diffuse de l'éminence thénar en avant, sans produire d'ecchymose; celle-ci sera plutôt causée par l'empreinte des doigts et du pouce, en arrière, au-dessous des oreilles, comme l'avaient noté Sevestre et son interne, M. Saillant.

Pour expliquer ces quatre décès consécutifs d'enfants de la même famille, morts subitement coup sur coup, alors que la veille ils étaient encore bien portants, les experts font jouer un grand rôle au spasme de la glotte et aux convulsions.

« L'un des enfants, Georgette Weber, avait, à la bifurcation des bronches, un petit ganglion tuberculeux, gros comme une noisette, qui a pu provoquer un accès de spasme glottique mortel. On ne peut l'affirmer sans réserve, mais cet accident a été déjà noté dans des cas semblables. »

Si, au lieu de combattre la déposition de Sevestre, les experts eussent pris son avis sur ces questions qui touchent à la pédiatrie, ils eussent appris qu'il est absolument exceptionnel qu'un ganglion de si petit volume cause un spasme de la glotte et que, d'ailleurs, la mort subite par un spasme de la glotte, sans maladies pré-existantes, telles que laryngite suffocante, croup, etc., est excessivement rare; on en voit quelques exemples chez des enfants rachitiques. Mais il n'est pas fait mention de lésions de rachitisme dans les autopsies des petits Weber.

Attribuer quatre décès soudains, survenus chez des enfants non rachitiques, au spasme

de la glotte, à des convulsions essentielles, sans cause appréciable¹, c'est connaître mal les causes de la mort subite dans le premier âge; tous les pédiatres partageront notre opinion. Mais MM. Brouardel et Thoinot ont été plus loin encore dans leurs déclarations orales devant le Tribunal.

M. Brouardel donna des explications qui parurent très plausibles sur les causes de la mort naturelle chez les quatre enfants. M. Thoinot, s'avancant plus encore, a affirmé que ces enfants n'avaient pas succombé à des manœuvres de strangulation, puisqu'il n'en avait pas relevé les traces. Ces déclarations catégoriques venant des experts faisant autorité au Palais de Justice, annihilèrent tous les autres témoignages, et l'avocat général, M. Seligman, renonça à faire appeler les témoins à charge qui restaient à entendre; il abandonna solennellement l'accusation. Le jury, presque sans délibération, prononça l'acquiescement.

Les médecins légistes étaient sortis de leur rôle d'experts : ils étaient devenus les avocats de Jeanne Weber : M^e Henri Robert, le défenseur, n'avait plus à intervenir. Leur erreur devait coûter la vie au petit Bavouzet, et, plus tard, au petit Poirot.

II

La femme Jeanne Weber, mise en liberté, arrive le 13 mars 1907, à Villedieu-sur-Indre, et elle est recueillie, sous le nom de Jeanne

1. Il n'eût pas été superflu d'examiner le squelette et de sectionner les épiphyses chez des enfants soupçonnés de mort par spasme glottique.

Moulinet, par le bûcheron Sylvain Bavouzet, veuf et père de trois enfants : Germaine, Louise et Auguste, âgés respectivement de 16, 11 et 9 ans.

Un peu plus d'un mois après son arrivée, le 17 avril 1907, Auguste Bavouzet mourait d'une manière inopinée. Des voisins constatèrent des taches sur le cou et sur le front du petit cadavre, et on s' alarma. Le Dr Papazoglou, qui fut prié par le maire d'aller s'informer, pensa à une mort suspecte. Le parquet de Châteauroux commit, en qualité d'expert, le Dr Audiat qui, dans un rapport daté du 19 avril, conclut à une mort naturelle.

Le permis d'inhumer fut donc délivré, mais le 22 avril, Germaine Bavouzet, âgée de 16 ans, ayant appris que Jeanne Moulinet n'était autre que la femme Weber, l'accusa d'avoir tué son frère.

Dans ces conditions, le juge d'instruction de Châteauroux, M. Léonce Belleau, commit les docteurs Bruneau et Audiat, pour procéder à l'autopsie du jeune Bavouzet. — Cette autopsie eut lieu le 23 avril 1907. On remarquera que le Dr Audiat, après avoir conclu un peu hâtivement à la mort naturelle, changea d'opinion, lorsqu'il eut été éclairé par l'autopsie complète qu'il fit avec le Dr Bruneau.

(Le Dr Variot publie le texte du rapport des Dr Bruneau et Audiat.)

Tel est ce rapport dont les conclusions prudentes et réservées, poursuit-il, devaient être attaquées avec tant de violence par les experts parisiens, s'enlisant dans leur erreur de 1905.

M. Henri Robert, qui avait défendu Jeanne

Weber, demanda une contre-expertise, qui fut confiée au Dr Thoinot !

Un juge, qui a déjà connu d'une affaire, ne peut plus légalement être chargé d'une nouvelle instruction pour une affaire connexe ; pourquoi n'en est-il pas de même pour les experts au tribunal ?

MM. Thoinot et Socquet, dans un rapport qui compte 39 pages de dactylographie, examinèrent les différentes causes de mort invoquées par les docteurs Bruneau et Audiat et conclurent à l'in vraisemblance des hypothèses admises par eux ; ils réclamèrent une nouvelle autopsie qui leur fut accordée et qui fut faite plus de trois mois après le décès du petit Bavouzet.

On exhuma encore une fois le cadavre, et les docteurs Thoinot et Socquet prétendirent avoir trouvé, en ouvrant l'intestin, les signes caractéristiques de la fièvre typhoïde, tuméfaction des plaques de Peyer et ulcération de l'une d'elles. Comme, d'autre part, les ganglions mésentériques et la rate auraient été tuméfiés, le diagnostic de fièvre typhoïde s'imposait disaient-ils.

Les experts de Châteauroux refusèrent de s'associer aux conclusions des experts de Paris. Le cadavre, selon eux, était dans un état de décomposition puante tellement avancée, qu'on ne pouvait plus faire de recherche anatomique ayant un caractère positif ; de plus, ils se plainquirent justement que les pièces recueillies aient été placées dans des bocaux bouchés d'une manière quelconque, sans la garantie judiciaire habituelle des scellés, pour éviter une substitution possible de pièces. Plus tard, ils ont vu la réalité des constatations faites par les experts parisiens.

Profitant de ce que les docteurs Bruneau et Audiat avaient omis d'ouvrir l'intestin et le larynx, MM. Thoinot et Socquet les accusèrent de négligence grave et même de mauvaise foi ; ils allèrent jusqu'à prétendre que leurs constatations, lors de l'autopsie, ne méritaient aucune confiance.

Cependant, en admettant que, dans la forme, l'autopsie pratiquée par MM. Bruneau et Audiat ne fût pas à l'abri de toute critique, les observations très nettes qu'ils avaient faites sur les stigmates de la strangulation dans la région cervicale, n'étaient pas attaquables. « La première chose qui frappe est un large cordon ecclésiastique faisant le tour du cou. Ce cordon de la largeur du pouce (2 centimètres et demi environ), entoure le cou à peu près complètement...

« Il se porte en arrière avec tendance à se terminer en « angle aigu, au-dessous de la nuque du côté droit. Là il y a une interruption du sillon en arrière. » Plus loin, les experts ajoutent : « Il nous semble démontré que les empreintes signalées autour du cou de l'enfant, que le sillon indiqué sur le front, sont dus à des violences exercées pendant la vie et que ces violences ont pu être produites au moyen d'un galon ou d'un mouchoir, dont les deux extrémités ont été fortement attirées en arrière, et peut-être tordues par la main, dont les doigts prenants ont dû se placer entre la peau du cou de l'enfant et les deux chefs du mouchoir ou du galon. » Ce que l'on sait du rapport médico-légal de MM. Parizot et Michel, de Nancy, sur l'autopsie du petit Poirot, montre que l'Ogresse l'a étranglé de la même manière que le petit Bavouzet, et que les suppositions des experts de Château-

roux étaient tout à fait conformes à la réalité.

MM. Thoinot et Socquet, qui ont reproché avec aigreur aux experts provinciaux leurs omissions, n'ont cependant pas fait preuve d'une grande rigueur scientifique. N'ont-ils pas omis eux aussi de rechercher les stigmates du rachitisme dans une série de quatre enfants qui, selon eux, seraient morts de spasme de la glotte ou d'éclampsie? Ils osent affirmer, dans une muqueuse intestinale, après trois mois et demi de putréfaction, des lésions des plaques de Peyer, sur un cadavre qui a été déjà ouvert une fois, et qui a été réinhumé, sans l'injection d'aucune substance antiputrescible!

La muqueuse intestinale, normalement si friable, lorsqu'elle est tombée en putrilage, permet-elle de semblables constatations, sans qu'on puisse conserver de doutes?

M. Thoinot a fait photographier ces plaques de Peyer lésées, pour les mettre sous les yeux d'une commission de contre-experts composée de professeurs de l'Université ses collègues et ses amis : MM. Brissaud (de Paris), Lande (de Bordeaux), et Mairat (de Montpellier). Une photographie de plaque de Peyer ainsi putréfiée ne doit guère être démonstrative, et l'on peut s'étonner que les contre-experts se soient prononcés sur de tels documents pour condamner l'expertise des médecins de Châteauroux.

Dès ce moment, la cause était sortie du domaine scientifique; les défenseurs de Jeanne Weber allèrent jusqu'à saisir la Ligue des droits de l'homme de ces dissentiments entre médecins légistes. — Nos braves confrères Bruneau et Audiat furent couverts d'injures et d'outrages. « On les accusa d'avoir menti, et par là, d'avoir contribué, pour une part, à

prolonger de quatre mois la prison préventive de Jeanne Weber. »

Les grands journaux se firent l'écho de ces calomnies, et les experts de Châteauroux furent attaqués jusque dans leur honorabilité professionnelle. — Tout cela est bien loin aujourd'hui : les injures retournent à ceux qui les ont proférées et le *corps médical tout entier* saura, par une manifestation imposante, dont la forme reste à choisir, faire oublier à Bruneau et à Audiat, qu'ils ont souffert pour la recherche et la défense de la vérité.

M. Thoinot, ayant perdu tout sang-froid, laissa porter ces discussions passionnées devant la Société de médecine légale, et des avocats allèrent jusqu'à demander des sanctions pénales contre les médecins experts de province.

On voulait leur faire expier leur *l'audace* d'avoir refusé de s'incliner devant les *grands* maîtres de la médecine légale à Paris.

On alla plus loin encore, on saisit l'Académie de médecine d'une proposition tendant à enlever aux médecins de province les expertises médico-légales. Des efforts inouïs ont donc été faits par le professeur Thoinot pour justifier ses premières expertises de 1905, en collaboration avec Brouardel et ses déclarations orales devant le tribunal. A aucun prix, la femme Weber ne devait être reconnue coupable d'avoir étranglé le petit Bavouzet, car tout l'échafaudage d'erreurs si laborieusement édifié en 1905 s'écroulait. — Mais voilà qu'on innocente encore une fois l'Ogresse. Les contre-experts, MM. Brissaud, Lande et Mairet, M. Lacassagne (professeur légiste de Lyon), font cause commune avec MM. Thoinot et Soc-

quet contre les experts de Châteauroux. Jeanne Weber est mise en liberté.

Peu de temps après elle étrangle le petit Poirot à Commercy. Cette fois elle est prise en flagrant délit. Les experts de Nancy et de Saint-Mihiel sont absolument d'accord sur la strangulation. Bien plus, d'après les détails qui ont déjà été fournis sur l'autopsie du petit Poirot, comme nous l'avons dit, les manœuvres pour la strangulation ont été les mêmes que pour le petit Bavouzet; c'est le coup du mouchoir, *le garotillo*.

Chose vraiment incroyable, il se trouve encore des personnes pour ne pas voir l'enchaînement si clair de tous les meurtres commis sur des enfants par Jeanne Weber! — Elle s'est essayée d'abord sur des petits, là où la strangulation laisse moins de traces; puis elle s'est attaquée à des garçons de neuf ans, qu'elle a étranglés avec un mouchoir. Les intellectuels, qui s'obstinent à défendre encore cette misérable, prétendent qu'à force d'avoir été poursuivie pour des meurtres qu'elle n'aurait pas commis, elle a été suggestionnée, et qu'elle a été induite ainsi à étrangler le petit Poirot. — Je regrette de voir un homme aussi distingué que mon collègue M. Dupré, soutenir un paradoxe contraire au bon sens et à l'examen impartial des faits.

Qu'il veuille bien se reporter au rapport médico-légal des docteurs Joffroy, Dubuisson et Séglas (pièce n° 11), sur l'état psychique de Jeanne Weber; il pourra y lire, comme nous, qu'on ne relève chez elle que des troubles nerveux légers n'entravant en rien ses fonctions intellectuelles et que ces maîtres concluent : « *La femme Weber, née Jeanne-Marie Mouli-*

net, ne nous paraît atteinte d'aucun trouble mental, quel qu'il soit, de nature à expliquer médicalement les actes dont elle est inculpée. »

Que les psychologues se mettent d'accord !

Il faut vraiment avoir une confiance robuste dans l'innocence de cette misérable, pour nier une troisième fois sa culpabilité et sa responsabilité.

C'est à la suite d'un procès contemporain trop célèbre, que l'on a vu naître et se développer chez certaines personnes cette tendance à trouver des innocents dans tous les inculpés, et il est bien probable que l'ogresse a bénéficié de cette sensiblerie un peu malade qui a contribué à égarer les recherches de la justice.

Il y a quelques jours, un homme de lettres fort distingué, me disait naïvement : « J'ai été l'un des premiers partisans de l'innocence de Dreyfus, et je crois aussi à l'innocence de la femme Weber ; j'ai reçu un coup, lorsque j'ai appris le meurtre du petit Poirot à Commercy. Mais cela ne prouve pas qu'elle ait commis les autres meurtres qu'on lui reprochait, elle a été suggestionnée, voilà tout. »

Il y a peut-être autant d'amour-propre que de conviction dans cette manière de penser ; il est si humiliant de reconnaître qu'on a commis des erreurs répétées, qu'on eût pu éviter avec plus d'attention et de jugement.

Quoi qu'il en soit, M. le professeur Thoinot a-t-il encore le crédit, l'autorité scientifique, qui sont nécessaires pour être le grand arbitre dans les questions médico-légales qui surgissent au Palais ?

Qu'il ait commis des erreurs dans les expertises du premier procès en 1905, qu'il ait manqué de perspicacité, pour ne pas dire plus, en

écartant légèrement les témoignages de Sevestre et du D^r Labelle, en s'attachant à les détruire, au lieu de leur laisser leur valeur aux yeux du tribunal, cela ne paraît pas contestable; mais *errare humanum est*, et les médecins légistes n'échappent pas à la loi commune.

Ce qui est plus grave, c'est que M. Thoinot soit entré en lutte violente avec les médecins experts de la province, pour soutenir et étayer ses premières erreurs, qu'il ait réussi, en se servant de tous ses moyens d'action, en faisant appel à ses collègues de l'Université, à ses amis et même à la Ligue des Droits de l'homme, à obnubiler encore une fois la vérité devant la justice; qu'il ait même abusé de sa situation jusqu'à faire blâmer les honorables experts de Châteauroux, devant la Société de médecine légale et devant l'Académie de médecine. — Les événements viennent de lui donner un démenti brutal par la strangulation du petit Poirot.

Cette série extraordinaire d'erreurs judiciaires restera l'une des plus célèbres qui aient été enregistrées dans les fastes de la médecine légale, et elle pèsera lourdement sur toute la carrière du nouveau professeur.

Les experts de la province consentiront-ils maintenant à accepter son contrôle suprême dans les causes litigieuses? Les avocats ne manqueront pas de mettre en doute ses déclarations, quand ils en seront embarrassés. D'ailleurs, il est bien probable que les magistrats eux-mêmes ne lui confieront plus d'expertise d'ici longtemps, tant sa considération comme médecin légiste est profondément atteinte.

En terminant, je dois dire aussi que l'état

d'esprit spécial aux médecins experts professionnels n'a peut-être pas été étranger aux erreurs commises dans l'affaire de l'ogresse. — Ceux-ci, prenant le mot d'ordre de Brouardel, ont toujours cru être sur un piédestal, d'où ils regardaient avec un certain dédain leurs confrères. — Dans des circonstances graves et multiples, Brouardel et ses aides n'ont pas toujours traité les médecins comme ils auraient dû le faire.

N'était-ce pas déjà M. Socquet qui avait rédigé un rapport accablant pour le Dr Laporte, qui fut jeté en prison préventive, alors qu'il n'avait commis d'autre crime que de n'avoir pu sauver une femme en couches, après une tentative malheureuse de craniotomie? Vainement tout le corps médical se leva pour défendre Laporte; il fut condamné en police correctionnelle.

Le Dr Balthazard n'a pas non plus été très équitable pour un praticien qui avait eu la malchance de voir survenir une escharre cutanée chez l'un de ses malades après une application locale de glace.

Brouardel lui-même, lors des poursuites judiciaires intentées au Dr Métivier, ne défendit pas ce digne confrère contre les accusations odieuses auxquelles il était en butte de la part de ses ennemis politiques. On lui reprochait d'avoir empoisonné un enfant à son dispensaire de la rue des Cendriers, avec de l'huile phosphorée. C'était faux : un mot de Brouardel l'aurait lavé de ces soupçons; mais ce mot ne fut pas prononcé, et le Dr Métivier fut acquitté avec des considérants qui le blessèrent profondément.

Quelques mois plus tard, il mourut;

d'ancuns disent de chagrin. Depuis, la population de Belleville reconnaissante, a élevé à ce médecin philanthrope un monument dans le square qui fait face à l'hôpital Tenon¹.

M. Thoinot s'est montré un digne élève de Brouardel, en considérant comme peu fondées les dépositions de Sevestre et du Dr Labelle; mais il a dépassé toute mesure dans la campagne sans merci qu'il a menée contre nos confrères Bruneau et Audiat de Châteauroux. Ceux-ci, à leur tour, sont autorisés à réclamer des sanctions contre les experts parisiens dont les erreurs ont eu des conséquences si terribles.

Puissent ces traditions détestables parmi les experts, disparaître après l'affaire de l'ogresse!

D'ailleurs, pourquoi ne pas s'adresser directement à toutes les compétences pour faire la lumière dans les expertises criminelles? Qu'on fasse appel à un toxicologiste pour une affaire d'empoisonnement; à un chirurgien pour des assassinats par coups de couteau ou par coups de feu; à un gynécologiste pour les affaires d'avortements; à un médecin d'enfants, pour rechercher les causes de la mort dans des cas difficiles comme dans l'affaire Jeanne Weber. Que l'on profite de ces circonstances pour réformer et pour décentraliser le service des expertises au Palais de Justice, que M. Thoinot n'a plus l'autorité suffisante pour diriger. S'il n'appartenait pas au cadre des professeurs de la Faculté de Paris, il est vraisemblable qu'il

1. C'est au Dr Métivier que Gambetta, candidat à la députation dans le quartier de Belleville, avait adressé son fameux manifeste connu sous le nom de « programme Métivier ».

serait rayé de la liste des experts au tribunal de la Seine, car sa responsabilité est gravement engagée.

G. VARIOT.

Nul ne pouvait conclure avec plus d'autorité que le D^r Variot et on peut juger si ses conclusions sont sévères.

XI

LE CAS DU PROFESSEUR THOINOT

La situation du professeur Thoinot est très nette.

La manière dont s'est terminé le procès de Paris démontre bien que c'est à lui seul que la Weber a dû d'être sauvée.

Le D^r Labelle nous le disait hier encore. A la Cour d'assises de Paris, dans la salle des témoins, on avait fait circuler le bruit que le professeur Thoinot allait apporter des preuves irréfutables de l'innocence de l'ogresse. A peine avait-il ouvert la bouche que le défenseur de la Weber, interrompant le D^r Labelle, annonçait à l'avance les conclusions formelles des experts en faveur de l'accusée.

Dès que le professeur Thoinot eut parlé, le même défenseur de la Weber adjura M. le procureur de la République de clore

les débats et, fait incroyable, l'accusation *renonça* à entendre de nombreux témoins, dont un certain nombre étaient des témoins à charge.

Ainsi dans ce singulier procès, tout ce qui était contre l'accusation, témoignages oculaires, constatations médico-légales, tout ce qui chargeait la Weber a été écarté systématiquement, toutes les preuves se sont effondrées devant les affirmations des experts officiels.

Survient le crime de Châteauroux. Le professeur Thoinot aurait pu se tenir à l'écart; il n'en fait rien; il accepte la mission d'examiner le rapport des experts de Châteauroux; on sait de quelle façon il s'attacha à combattre une à une, après simple lecture de leur rapport, les constatations et les conclusions des D^r Bruneau et Audiat.

Mais il ne se sentait pas très sûr de lui-même et pria son collègue, le professeur Lacassagne, de donner son avis sur le même rapport.

Ici se place un incident intéressant. Le professeur Lacassagne, de sa meilleure plume, accable les médecins de Châteauroux, et il se base comme le professeur Thoinot, pour exclure la strangulation, sur l'absence d'ecchymoses sous-pleurales et sous-péricardiques, lésions considérées comme pathognomoniques par Tardieu et décrites par-

tout sous le nom de « taches de Tardieu ».

Or, si nous ouvrons le *Précis de Médecine légale* du même professeur Lacassagne, page 498, édition de 1906, nous y lisons les lignes suivantes :

« En résumé, il n'y a ni signes caractéristiques de l'asphyxie, ni lésions constantes. Il est donc souvent très difficile ou même impossible, si la victime n'a pu se défendre ou si les violences ont été peu graves, de préciser le mécanisme de la mort.

« L'asphyxie, -disait Devergie, est l'écueil de la médecine légale. Une observation de Coutagne est, sur ce point, tout à fait démonstrative.

« Un cadavre d'enfant de vingt-deux mois est trouvé encore chaud dans une allée : à l'autopsie, surface extérieure pâle, sauf aux lèvres et aux oreilles où elle est violacée, pas de mousse aux narines ni à la bouche, pas la plus légère érosion sur le cou ni aucune trace de violence à la dissection de ses diverses couches; la muqueuse buccale, pharyngée et trachéale est pâle; poumons d'un volume moyen, d'une coloration extérieure chamois clair uniforme, *sans taches de Tardieu*, sans traces de congestion à la coupe, cœur plein de sang liquide, rien de particulier dans les organes abdominaux. La seule lésion précise est une périencéphalie étendue, développée aux dépens de

l'hémisphère cérébral gauche. La mère arrêtée avoue jusque devant les Assises qu'elle avait serré brusquement un mouchoir autour du cou de son enfant et qu'elle avait fini de l'asphyxier en l'étouffant sous des couvertures.

« Nous avons dit plus haut l'erreur de Tardieu qui s'imaginait avoir trouvé les causes qui produisaient telles lésions caractéristiques et non d'autres. En médecine légale, il est toujours dangereux d'être aussi simpliste. »

.

N'est-ce pas la description précise d'un cas presque identique à celui de toutes les petites victimes de Jeanne Weber : la constriction du cou avec un mouchoir et l'étouffement qui, pour les crimes de la Weber, consistait en des pressions sur le thorax ou sur l'abdomen.

Nous pourrions conclure de cette discordance entre l'opinion formulée par le professeur Lacassagne sur le rapport des D^{rs} Bruneau et Audiat et le texte même de son précis de médecine légale, ce qu'on disait il y a quelques années d'un des professeurs les plus encombrants de la Faculté de médecine de Paris : il aurait pu connaître la question s'il avait pris la peine de lire son livre !

Une seconde autopsie est ordonnée sur la

réclamation du défenseur de la Weber et, il faut bien le dire, sur la demande du professeur Thoinot lui-même.

Le professeur Thoinot procède à cette deuxième autopsie. Il lui faut une conclusion sensationnelle.

On exhume le cadavre : Quelle chance ! il reste une partie du cou qui n'a pas été incisée. Il incise ; il y a une ecchymose. Mais, bah ! c'est comme pour Suzanne Weber, il va démontrer que cette ecchymose ne signifie rien.

Mais voici mieux. Comment, l'intestin n'a pas été ouvert ! Mais la voici bien, la cause de la mort ! « Voyez, Paul, dit-il, à son assistant, comme c'est bien conservé. » Il extrait l'intestin, l'ouvre, et découvre sur la membrane jaunâtre, d'un gris sale et de teinte feuille morte, quelques saillies, des taches un peu plus colorées. C'est alors que, montrant ces pièces comme des lésions typhiques et ce qu'il considérerait comme une ulcération, le Dr Papazoglou pose cette question, bien différente de celle qui lui a été prêtée : « Fièvre typhoïde ? — une pause — ou plutôt tuberculose ? »

En effet, le diagnostic de tuberculose, si l'ulcération peut être démontrée, serait beaucoup plus vraisemblable que celui de fièvre typhoïde et concorderait beaucoup plus avec les antécédents constatés par le

médecin, avec tout le protocole de la première autopsie.

Le professeur Thoinot s'est ému de la protestation des médecins de Châteauroux à propos du prélèvement de pièces. Il prétend qu'à titre d'expert il n'avait pas à faire apposer des scellés sur les flacons. Il oublie ici un détail capital : il s'agissait non pas d'une expertise ordinaire, mais d'une expertise *contradictoire*. Il s'agissait ni plus ni moins que de déclarer que deux confrères avaient commis une grossière erreur, de rejeter sur ces deux confrères la responsabilité d'un emprisonnement arbitraire.

Croyez-vous que le professeur Thoinot a un instant songé à tout cela ? Pas le moins du monde. Est-ce que le professeur Thoinot fait cas de ses confrères ? Il est *investi* de l'*autorité suprême* en médecine légale : *sic volo, sic jubeo* et il se déclare infaillible.

Le D^r Variot, dans l'article si documenté que nous avons reproduit, rappelle, à propos de cette prétention extraordinaire des experts officiels à l'infailibilité le cas bien connu du D^r Balthazard.

On se souvient que le D^r Balthazard, élève favori du professeur Bouchard, qui ne désirait rien moins que le mettre à la tête d'un nouvel enseignement pour l'obtention d'un nouveau diplôme, « le certificat d'études médicales supérieures », avait conclu contre

un confrère qui avait vu survenir une escharre sur la peau du ventre d'un malade après une application prolongée de glace.

Rappelons le cas un peu plus ancien du Dr Laporte, ce médecin praticien accusé d'homicide par imprudence, pour avoir tenté de délivrer par des moyens un peu rudimentaires une femme en travail depuis plusieurs jours et déjà infectée au moment de son intervention.

Le Dr Laporte, qui avait fait preuve en la circonstance de dévouement auprès d'une femme en danger de mort, n'en fut pas moins condamné en première instance et il fallut l'indignation générale que souleva cette condamnation pour provoquer l'intervention de quelques mandarins et l'acquittement de ce confrère par la cour d'appel.

Il faut que le public connaisse la mentalité d'un certain nombre de ces pontifes.

Vous croyez peut-être qu'il faut posséder des qualités extraordinaires pour être nommé médecin, chirurgien, accoucheur des hôpitaux, ou professeur agrégé à la Faculté de médecine ? Détrompez-vous. Il y a deux qualités bien différentes : le *savoir* et le *savoir-faire*. Chaque fois que s'ouvre un concours, la plupart des candidats ont beaucoup travaillé et trois ou quatre au moins sont en concurrence à presque égalité de valeur personnelle. Mais, direz-vous, les

épreuves vont désigner le plus capable? Vous vous trompez. Les épreuves des concours ne servent qu'à cacher sous un semblant de justice des entorses à l'équité.

Tel candidat fait une mauvaise épreuve et mérite 8 sur 20. Un bon juge fait observer que ce jeune homme est bien méritant, qu'il était ému, déconcerté et on lui vote 17 ou 18. Un autre qui n'est pas le favori du jour se voit coter 19 pour une épreuve de beaucoup, supérieure et, avec une ou deux injustices du même calibre, le favori se trouve le premier de deux ou trois points. Les juges parviennent ainsi à chaque concours de médecine ou de chirurgie à faire arriver le ou les candidats de leur choix en surcotant de plusieurs points chacune de leurs épreuves et en donnant au contraire des points très bas aux candidats qu'ils veulent éliminer.

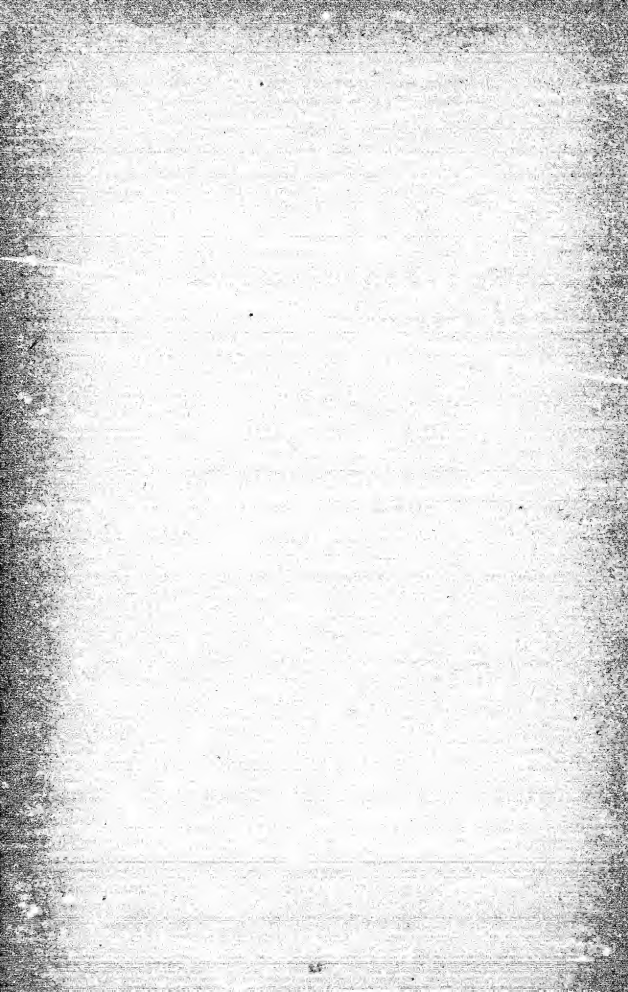
C'est ainsi, écrit le D^r Roux, directeur de l'Institut Pasteur, dans un opuscule récent sur la réforme des études médicales « qu'on voit des Facultés désireuses de s'adjoindre un savant de mérite, l'installer dans un enseignement qui ne lui convient pas. Des neuro-pathologistes justement renommés dans le monde entier en sont ainsi réduits à professer l'histoire de la médecine ou l'anatomie pathologique... »

Il faut que le public connaisse ces petits

dessous de nos Facultés, qu'il sache pourquoi tant de médecins veulent être décorés, pourquoi ceux qui ont le ruban rouge recherchent la rosette, pourquoi les places de professeur, de membre de l'Académie de médecine sont tellement recherchées.

Ne vous en prenez qu'à vous, lecteurs, c'est vous-mêmes qui avez, petit à petit, en accordant votre confiance aux plus décorés, et aux plus titrés, créé tous les mandarins.

Ouvrez les yeux et vous verrez votre erreur. Vous jugerez, si vous examinez d'un peu plus près les hommes et les choses, que les titres et les décorations n'ont jamais donné de valeur à quiconque en est réellement dépourvu.



XII

LA

MÉDECINE LÉGALE EN FRANCE

L'affaire Weber a soulevé la question des expertises en médecine légale.

On a vu avec quelle ardeur le professeur Thoinot et le professeur Lacassagne, courant de victoire en victoire, ont échafaudé sur leurs démonstrations de l'incompétence des D^r Labelle, Saillant et Sevestre, puis des D^r Audiat et Bruneau, la nécessité de créer une caste spéciale de médecine légale officielle.

Le professeur Thoinot ne tend à rien moins qu'à réclamer la direction générale de l'enseignement de la médecine légale dans toute la France. Lui seul, l'expert extra-lucide des procès Weber, aussi bien à Paris qu'à Châteauroux, lui seul l'expert idéal, l'expert indispensable, aurait qualité non seulement pour désigner ou faire désigner les médecins légistes, mais encore pour imposer ses élus aux tribunaux, il a la préten-

tion qu'eux seuls puissent être qualifiés pour instrumenter en matière civile ou criminelle.

Il est vrai que la situation d'expert n'est pas tellement à dédaigner. Les autopsies médico-légales ont bien leur mauvais côté, les cadavres exhumés sentent assez mauvais et la besogne est répugnante. Le professeur Thoinot s'en console en fumant une pipe. Une mauvaise odeur chasse l'autre. Mais il est si bon d'échapper aux soucis de la clientèle et d'avoir cependant sa matérielle assurée ! Joignez à cela la considération inséparable de la haute position.

Vous voulez rire, dira le lecteur, un expert est incapable de ces pensées mesquines.

Croyez-vous qu'un expert plus que tout autre médecin néglige d'accorder à cette question pécuniaire toute l'importance que lui donnent les besoins de la vie ? Ecoutez ceci : dans un cas récent, les experts désignés pour une contre-expertise importante et délicate, devaient arriver de bonne heure ; ils ont manqué le premier train et ne sont parvenus au lieu du rendez-vous qu'avec un retard de plusieurs heures. Pur hasard ? Que non, ces messieurs ont manqué le premier train parce qu'ils n'avaient pas encore été fixés sur les honoraires de leur vacation.

Certains experts professionnels en méde-

cine légale, qui n'ont guère de clients que parmi les « macchabées » plus ou moins avariés, ont ainsi un genre de consultations, bien payé et où ils ne risquent pas de perdre leurs honoraires, puisqu'ils émaient à la caisse publique : « la consultation médico-légale ».

Ce nouvel avatar du médecin consultant présente, en outre de la sécurité pour les honoraires, un grand avantage, c'est que le client ne se plaint jamais et qu'il n'est pas nécessaire de se creuser la cervelle pour imaginer un traitement.

La nouvelle affaire Weber est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Cette goutte d'eau ou plutôt cette goutte de sang, a justement ému, en tombant, l'opinion publique.

Celle-ci a jugé.

« L'enseignement de la médecine légale est insuffisant, se sont écrié Thoinot et Lacasagne, assistés on ne sait trop pourquoi par le professeur Pinard, qui a la douce manie de vouloir assister les personnes embarrassées; il nous faut réglementer cet enseignement.

« Nous voulons le tenir sous notre férule, nous voulons qu'il n'existe en France aucun médecin légiste qui n'ait reçu l'ordination à notre école. »

Voici que tout à coup la Vérité se

dresse, inattendue pour ces professeurs, qui croyaient en avoir fini avec l'affaire Weber. La mort du petit Poirot a tout remis en question...

Que va devenir la médecine légale ? Le professeur Brissaud ne s'est-il pas écrié, le 1^{er} novembre 1907, à Châteauroux, devant les D^r Audiat et Bruneau qui maintenaient leurs conclusions : « Mais ce serait la mort de la médecine légale ! »

Oui, c'est la mort de la médecine légale, mais de *leur médecine légale* : mais c'est en même temps le triomphe de la *médecine légale d'observation* sur la médecine légale théorique et sentimentale.

Le cas des Experts Officiels en médecine légale n'est d'ailleurs qu'un indice du mal qui sévit dans le corps enseignant de la Faculté de médecine.

Nos Facultés n'ont pas de corps enseignant véritable. Les médecins et les chirurgiens officiels, les professeurs agrégés, les professeurs titulaires, conquièrent leur place trop souvent par l'intrigue plus que par la valeur personnelle. Les nominations trop souvent ne sont qu'une compromission des hommes haut placés, des académiciens, des membres de l'Institut.

Tel veut faire arriver son fils ou son gendre, tel un élève préféré, et les places de médecin, de chirurgien des hôpitaux, de

professeur agrégé, se négocient dans les salons.

On se promet réciproquement des voix pour tel ou tel candidat et le public, qui croit à l'équité des concours, subit le mandarinat de ces parvenus.

Survient-il un candidat de grande valeur, un homme d'esprit indépendant et d'une personnalité réelle, une ligue se forme aussitôt pour l'étouffer. La meute des mandarins se resserre, l'accable, l'écrase.

C'est ainsi que le cas de la Weber symbolise le malaise dont souffrent nos Facultés de médecine. Beaucoup de médecins célèbres à juste titre, ont dénoncé ce mal. Le Dr Roux lui-même vient d'en étudier les inconvénients avec la justesse d'esprit et la modération qui le caractérisent.

Il faut être plus énergique, parce que la situation comporte des mesures graves. Il faut que la médecine possède un corps enseignant proprement dit, un corps enseignant comparable à celui des autres Facultés.

Est-ce que les professeurs de la Faculté de droit font partie du Barreau ou de la Magistrature?

Est-ce que les professeurs de lettres ou de sciences ne se contentent pas de leur situation?

Comment devient-on professeur à la Faculté de droit, à la Sorbonne? En se con-

sacrant tout entier à la carrière que l'on a choisie.

Les Facultés de médecine offrent ce spectacle extraordinaire que la plupart des professeurs font de la clientèle et n'ont recherché ce titre que pour augmenter le prix de leurs visites et de leurs consultations.

Un de nos plus grands consultants n'a-t-il pas conquis sa place de professeur par la réputation d'orateur qu'il s'était faite, comme agrégé, en récitant mot à mot, avec force gestes et voix théâtrale, les leçons cliniques de son maître ?

On se souvient encore d'un de nos maîtres les plus renommés, le grand consultant de l'époque, et qui, ayant subi à la bourse une grave perte d'argent, annonça le lendemain à l'Académie de médecine ahurie, qu'il venait de découvrir un bacille déjà connu. Ses collègues n'ont pas osé lui répondre, et l'affluence de riches consultations a permis à ce disciple d'Esculape et de Plutus de rétablir quelque peu l'état de ses finances.

Apprenez donc, lecteurs, que vous ne devez pas confondre le titre de *professeur* à la *Faculté de médecine* avec le titre de « Grand consultant » et que vous devez souvent le considérer comme synonyme de « tireur au flanc », ainsi qu'on dirait au régiment.

Le professeur qui fait de la clientèle médicale sait assez jouer de son titre de profes-

seur, pour n'avoir plus le temps de s'occuper de ses élèves.

C'est ainsi que la plupart des professeurs qui font de la clientèle ne font même pas leur cours ou le font si mal qu'ils n'ont pas d'auditeurs.

Cessez donc, lecteurs, de croire que tel médecin a droit à votre confiance parce qu'il a su conquérir par toutes sortes de moyens extra-scientifiques le titre si désiré.

Considérez que le *professeur de médecine* est simplement un membre du corps enseignant et qu'à ce titre il doit tout son temps à ses élèves et c'est vous qui rétablirez, par votre bon sens, les choses comme la logique l'exige.

Assez des mandarins et du mandarinat, assez des sociétés d'admiration mutuelle, d'où l'on exclut presque toutes les personnalités de valeur. Notre siècle est le siècle de l'*individualisme*. Ce qui fait la force de nos institutions, c'est que tout citoyen, quelle que soit son extraction, peut prétendre aux plus hautes destinées. Mais l'essor des jeunes intelligences est encore enrayé dans toutes les carrières par la force d'inertie des mandarins actuels.

Il faut remédier à cet état de choses en médecine par deux mesures très simples : l'incompatibilité absolue entre les fonctions de professeur et la pratique de la médecine.

La faculté pour les professeurs de faire des cours payants.

Mais, direz-vous, quelle sera l'organisation de l'enseignement médico-légal?

L'organisation de cet enseignement n'est pas si difficile que le prétendent les experts actuels.

La médecine légale comprend, comme tout ce qui touche le droit, un *jargon spécial*. Ce jargon médico-légal, qui est d'un autre âge, ne mérite pas d'être conservé. En dehors de ce jargon inutile, que doit être la médecine légale? Une science d'observation et voilà tout.

Quelle sera la meilleure école de médecine légale? Ce sera la Faculté de médecine où l'enseignement clinique sera le mieux organisé. En effet, que devra faire le médecin légiste appelé à une expertise? Il devra noter et décrire tout ce que peut lui déceler l'examen du sujet ou du cadavre. Où le jeune médecin pourra-t-il acquérir cette habitude de l'observation? A l'hôpital, c'est-à-dire à la salle de consultations, au lit du malade et ensuite à la salle d'autopsies.

Une anecdote suffira pour démontrer la hâte de conclure de certains médecins légistes officiels. Un jeune chirurgien de province est demandé d'urgence à vingt kilomètres de la ville pour recoudre la gorge

d'un riche vigneron, que l'on vient de trouver mourant dans un chemin creux. Il est cinq heures du matin et le premier train part à six heures. Le jeune chirurgien prépare ses instruments. Il arrive au village à sept heures : le blessé était mort depuis une heure déjà. Il n'y avait pas de train avant neuf heures du matin. Les gendarmes étaient présents : « Voulez-vous, leur dit-il, examiner le cadavre avec moi. Notez ce que je vous dirai, cela pourra vous être utile. Voyez, il y a au-devant du cou trois sections profondes, entamant jusqu'à la colonne vertébrale. Ces trois sections ont été faites de gauche à droite, mais elles sont horizontales et aucun sujet, même ivre, n'aurait pu les faire successivement. Les carotides ne sont pas coupées, ni les veines jugulaires internes, parce que l'instrument ne coupait pas assez et les vaisseaux ont fui devant la lame. C'est encore une preuve qu'il s'agit d'un crime, puisqu'il a fallu déployer une grande force pour couper ainsi le cou jusqu'à l'os, à trois reprises successives, avec un mauvais couteau.

« Voyons le reste du corps : tiens, on lui a coupé les testicules. Examinons la plaie. L'un d'eux est encore adhérent au cordon, mais l'autre testicule, le gauche, et la peau ont été complètement détachés. Y a-t-il

d'autres blessures? Oui, une très petite au ventre, entre le nombril et l'épine iliaque antéro-supérieure du côté gauche. Je ne veux pas empiéter sur les fonctions du médecin légiste, mais il n'y a aucun inconvénient à examiner cette plaie: incisons la peau perpendiculairement à la section. La petite plaie présente 10 millimètres de largeur et elle oblique de dedans en dehors et de bas en haut. La peau est incisée perpendiculairement à cette direction, c'est-à-dire de l'ombilic vers l'épine iliaque: voyez, le couteau, qui était pointu, a pénétré de 15 millimètres seulement, et dans une direction oblique, de dehors en dedans, de bas en haut et d'avant en arrière. Notez bien cette petite plaie, dit le jeune médecin aux gendarmes: à elle seule, elle prouve le crime et elle montre comment il a été commis: l'étendue de la plaie permettant de reconstituer à peu près la forme de la pointe du couteau. Sa direction prouve que les bourses ont été attaquées par un individu placé sur le côté droit du blessé et qui, tenant les bourses de la main gauche, a passé le couteau au-dessous, pour les attaquer du côté gauche. Simulez l'opération, vous verrez que la pointe du couteau pourra percer la peau du ventre à l'endroit précis de la plaie et dans sa direction. Prenez toute autre position par rapport au cadavre ou supposez que

le blessé ait voulu se faire lui-même l'opération d'Abélard, et vous n'arrivez pas à expliquer cette plaie. »

On avait relevé le blessé à un kilomètre de là, dans un chemin creux bordé de vignes. Le jeune médecin pria les gendarmes de l'y conduire. Une trentaine de personnes les accompagnaient. On n'avait pas retrouvé l'instrument vulnérant.

Après avoir constaté les traces de sang et l'absence de toute trace de lutte, difficile à voir sur le terrain sec, le médecin plaça les personnes présentes en rang dans la vigne voisine pour rechercher pied à pied le couteau. Il fut impossible de découvrir aucun couteau dans un rayon de 50 mètres.

Toutes les constatations concordaient en faveur d'un crime. La victime s'était enivrée la veille avec deux ou trois compagnons.

Le médecin légiste de la ville, commis à l'autopsie, conclut formellement en faveur du suicide.

Six mois après, on découvrit l'assassin, qui avait eu le tort de jaser dans une crise d'alcoolisme.

La seule école véritable de médecine légale sera l'enseignement clinique bien organisé. Evidemment, les élèves rompus à l'examen des malades et à la pratique des autopsies devront étudier les lésions spé-

ciales qu'ils pourront avoir à rechercher en cas d'expertise. Ils devront étudier les signes de la mort violente, les signes de la pendaison, de la strangulation, de l'asphyxie, des empoisonnements, de la mort par le froid, des attentats aux mœurs, des avortements, etc. Mais le professeur de médecine légale devra leur enseigner avant tout que s'ils doivent consulter dans les cas difficiles les traités de médecine légale, ils doivent faire passer en première ligne, pour la rédaction de leurs conclusions, les constatations précises faites sur le sujet ou sur le cadavre.

Tel médecin habitué à bien observer, à bien examiner un malade, sera, s'il veut étudier l'A. B. C. de la médecine légale, un médecin légiste hors pair.

On ne peut pas s'improviser médecin légiste, pas plus qu'on ne peut s'improviser bon clinicien. La science d'observation exige d'abord des qualités personnelles innées, ensuite une longue éducation.

Ce n'est donc pas aux mandarins actuels que l'on peut confier la tâche délicate de former les médecins légistes en France.

Lisez plutôt la dernière page du *Précis de médecine légale*, du professeur Lacassagne (édit. de 1886, p. 884).

« Nous terminerons ce livre par les appréciations que nous avons données dans notre

leçon sur « Le médecin devant la cour d'assises » :

« Le médecin, en ces circonstances, est plutôt un *juge* qu'un expert. Que de fois il en est ainsi, et même dans les affaires les plus graves ! Il est tel point indispensable pour la connaissance de la vérité, qu'il est seul appelé à résoudre. Et malgré cela, rien dans ses paroles, dans ses appréciations, ne doit trahir un autre jugement que celui de la vérité scientifique.

« Le médecin étranger à l'application de la loi n'a ni à plaider, ni à accuser. Froid et calme, il expose les résultats, et l'impartialité qu'il montre sert si bien au triomphe de la vérité que, malgré le talent du ministère public, malgré le charme souvent irrésistible de l'avocat, le jury, momentanément impressionné, perd, en rentrant dans sa chambre des délibérations, l'entraînement de ces paroles brillantes et, se retrouvant en face de ce terrible problème : cet homme est-il ou n'est-il pas coupable ? se rappelle nécessairement les déductions sévères et inéluctables de l'expertise médico-légale. La science seule lui paraît fournir une base solide pour dicter ses jugements, un refuge pour la tranquillité de sa conscience. »

Lisez, magistrats, ces lignes du professeur Lacassagne. Qu'êtes-vous devant le médecin légiste de l'école Thoinot et Lacassagne ? Rien du tout, moins que rien. Le professeur Lacassagne vous l'a fait dire dans son journal : vous êtes de véritables bourreaux, toujours enclins à voir le mal, toujours vous

êtes prêts à juger coupables, vous interprétez tout contre l'accusé.

Heureusement, devant vous, se lève, radieux dans son auréole de science et de lumière, un Thoinot ou un Lacassagne. Experts, direz-vous? Non, ce sont les *juges*, les véritables *juges*, les *seuls juges*.

Ne vous l'ont-ils pas prouvé au premier procès Weber, puis à Châteauroux?

Vous, des juges, allons donc! Est-ce que vous êtes capables de diriger une instruction, de recueillir des témoignages? Ces témoignages sur lesquels vous vous croyez autorisés à rédiger un acte d'accusation, le médecin légiste, lui, vous en donnera la juste valeur.

Lui seul, froid et calme, exposera les résultats et, de son impartialité, de sa science, jaillira la vérité.

Eh bien, non!

C'est à vous, magistrats, de limiter le rôle du médecin légiste à ce qu'il doit être. C'est à vous de formuler les questions qui lui sont soumises.

Que d'enseignements utiles pour l'avenir nous donne le cas si complexe de l'ogresse!

Le premier juge instructeur avait bien jugé dans son acte d'accusation qu'il ne pouvait pas faire table rase des dépositions des témoins oculaires, et malgré les conclu-

sions du Dr Thoinot, il avait rédigé un acte d'accusation d'une précision absolue, un véritable réquisitoire. Le juge d'instruction de Châteauroux, M. Belleau, n'a pas été plus ébranlé par les conclusions des experts parisiens et de leurs acolytes.

Conservez, magistrats, votre méthode d'investigation à vous. Vous notez, vous, ce qu'on a *vu* et *entendu*. C'est tout ce qu'il faut.

Et soyez circonspects dans vos questions aux médecins légistes. Ne demandez pas à la médecine légale plus qu'elle ne peut donner. Interrogez : Qu'avez-vous vu ? qu'avez-vous constaté ? que pouvez-vous conclure formellement de vos constatations ? et c'est tout.

Mais ne demandez pas à un expert ce qu'il pense des témoignages recueillis à l'instruction. Il n'a pas qualité pour vous répondre sur ce point, qui est de votre ressort et de celui de la cour d'assises.

Si le médecin légiste outrepassé les limites de sa compétence, faites-lui les observations nécessaires et obligez-le à certifier qu'il maintient ses conclusions. Il en aura toute la responsabilité.

La médecine légale n'est pas si clairvoyante que vous pouviez le croire, vous le savez maintenant.

XIII

DANS LA PRISON DE S^T-MIHIEL

Dans la prison de Saint-Mihiel, toujours calme, toujours placide, se conduisant comme une détenue modèle, Jeanne Weber se laisse vivre, attendant que son sort soit fixé.

Quand les gendarmes la conduisent devant le juge instructeur et que celui-ci la presse de questions, elle baisse les yeux, et, obstinément, répète qu'elle n'est pour rien dans la mort du petit Poirot. Elle nie avoir étranglé ce malheureux enfant ; elle nie avec insistance, avec persistance, avec ténacité ; elle nierait, même si on l'avait surprise les mains serrées convulsivement autour du cou de sa victime !...

Elle n'a pas osé, cette fois, faire appel au concours de M^e Henri Robert.

Elle a beau savoir mentir, elle craint certainement de ne pouvoir soutenir le regard clair de l'avocat qui s'est dévoué pour elle, qui a lutté pour elle, qui, par deux fois, l'a

sauvée ; elle a peur de ses reproches ; elle a peur, elle qui pourtant sait si bien mentir, elle a peur de ne pouvoir plus nier devant cet avocat qu'elle connaît trop, et qui, peut-être, cette fois, refuserait d'assumer sa défense !...

Et elle a accepté un avocat d'office, M^r Daupleix, qui ne peut qu'enregistrer ses dénégations, et qui, songeant à la difficile plaidoirie qu'il lui faudrait prononcer devant les Assises, essaie d'éviter à Jeanne Weber sa comparution devant les jurés. M^r Daupleix a donc demandé la mise en observation de Jeanne Weber pendant plusieurs mois dans un asile d'aliénés.

Il espère qu'on arrivera à constater que l'ogresse est folle, et qu'elle est irresponsable...

Folle ! Irresponsable ! Cette femme qui prend un si grand soin d'étrangler ses victimes, sans laisser de traces de son forfait, qui lave le corps des enfants qu'elle a tués, qui leur découvre des maladies et des tares physiologiques ? Dites que c'est un monstre qui se laisse aller au bestial instinct de tuer parce qu'elle éprouve le sauvage bonheur de sentir entre ses mains les sursauts d'agonie d'un pauvre petit corps d'enfant ! Dites que c'est une brute ! dites que c'est une ogresse ! Dites qu'elle tue pour la jouissance sadique de tuer, comme faisait ce tueur de femmes

qui a été condamné à mort, qu'on n'a pas exécuté, et qui a été envoyé au bagne, où il n'a jamais commis aucun acte d'insensé — car il était surveillé de près par les gardes-chiourmes...

Mais ne dites pas que c'est une folle !...

Elle n'est pas folle, quand elle se défend d'avoir tué.

Elle n'est pas folle, quand elle lutte d'adresse avec le juge d'instruction !...

Et si vous la déclarez folle, et que vous l'expédiez dans une maison de fous *sans la juger*, qu'arrivera-t-il ?

Il arrivera que dans un an, dans deux ans, un médecin aliéniste pourra la proclamer guérie ; et alors, il faudra la libérer...

Lisez, à ce propos, ce fait divers d'hier, et frémissez :

CATANÈ, 9 juin. — Un crime monstrueux a été commis dans les environs de Catane, à Troine. Une nommée Castina, sortie récemment d'un asile d'aliénés criminels, où elle avait été enfermée pour avoir tué un de ses enfants à coups de ciseaux, vient d'en tuer un autre avec la même arme.

Hier soir, une de ses fillettes, âgée de dix ans, se réveilla en se plaignant de fortes douleurs au ventre. La mère lui dit : « Je vais te les faire passer. » Elle prit une paire de ciseaux et les enfonça dans l'estomac de la pauvre petite, et pendant que la malheureuse se tor-

dait, sa mère lui fit une plaie hideuse dans le ventre.

La fillette est morte.

Vous le voyez, la folle, libérée, a recommencé, et de la même façon, et avec la même arme...

Enfermez Jeanne Weber dans une maison de fous ; elle en sortira ; et elle tuera de nouveau un petit enfant...

Mais il semble que de hautes, de très hautes influences secondent les efforts de M^e Daupleix, avocat de Jeanne Weber, il semble qu'on veuille, à tout prix, éviter que l'ogresse passe devant la Cour d'assises.

Pourquoi ces hautes influences s'exercent-elles en faveur de Jeanne Weber ?

Est-ce cette malheureuse, si peu intéressante qu'elles désirent sauver ?

En quoi cette femme les intéresse-t-elles ? S'agirait-il d'éviter par hasard aux experts officiels la douleur d'entendre tout à coup, traquée en Cour d'assises par un président retors, l'ogresse avouer ses forfaits, comme elle fut sur le point de le faire, dans le cabinet de M. Leydet ?

Quel effondrement, pour eux, si, soudain, Jeanne Weber avouait avoir étranglé ces enfants, qu'ils ont proclamés, eux, être morts de mort naturelle!...

Il ne faut pas que Jeanne Weber avoue ;

il faut la défendre contre toute tentation d'avouer...

Mais une autre raison a pu mettre en mouvement les influences qui s'agitent en faveur de l'ogresse.

On n'a pas reconstitué entièrement l'existence journalière de Jeanne Weber, depuis son acquittement par le jury de la Seine, jusqu'au jour où elle étrangla le petit Bavouzet.

Supposez, comme l'a déjà soupçonné M. Belleau, juge d'instruction à Châteauroux, qu'un personnage haut placé ait recueilli, sous le couvert de la charité, Jeanne Weber chez lui, et lui ait laissé étrangler un enfant gênant...

Supposez que Jeanne Weber ait fait savoir à ce personnage, qu'elle avouera ce crime si on la traîne en Cour d'assises...

Et concluez...

Mais ces suppositions terribles, il ne faut pas qu'on les laisse se répandre dans le public; il ne faut pas que le public puisse croire que si l'ogresse est impunie, c'est parce qu'elle a rendu un horrible service à un haut personnage...

Pour dissiper cet affreux soupçon, il faut que Jeanne Weber comparaisse devant la cour d'assises, et qu'elle y réponde de l'assassinat du petit Poirot et de l'assassinat du petit Bavouzet, *étranglés de façon identique*,

ainsi que le démontre le rapprochement des rapports d'autopsie. Si l'on doit être déclaré fou, quand on a commis un crime épouvantable, et incompréhensible, pourquoi n'a-t-on pas déclaré Soleillant atteint de folie sadique, pourquoi a-t-on laissé comparaître ce satyre immonde en cour d'assises?

Jeanne Weber n'est pas plus folle que Soleillant ; elle ne s'est pas laissé prendre à son premier crime, voilà tout ; et comme Soleillant, elle doit rendre compte de ses forfaits au jury souverain.

Tant pis, si tout à coup, en cour d'assises, elle avoue quelque crime inconnu et dont l'aveu terrifiera quelque personnage dont le désir ardent est de savoir l'ogresse dans une maison de fous.

Tant pis si la condamnation de l'ogresse est aussi celle des experts officiels qui l'ont déclarée innocente, et qui insinuent, comme l'a fait le professeur Lacassagne, que ses « détentions injustifiées » l'ont rendue folle, et l'ont amenée, pauvre inconsciente, à commettre un crime dont, avec une lucidité parfaite, du reste, elle nie aujourd'hui être l'auteur.

Juin 1908.

TABLE DES MATIÈRES

I	Devant les juges.....	1
II	Les Responsabilités.....	17
III	Le Premier Procès.....	27
IV	Le Professeur Thoinot.....	53
V	L'Épilogue du premier procès.....	115
VI	Les Crimes inconnus de Jeanne Weber.....	143
VII	Le Crime de Villedieu.....	155
VIII	Les Avatars de l'ogresse.....	203
IX	La Mort du petit Poirot.....	211
X	Ce que dit le Dr Variot.....	229
XI	Le Cas du professeur Thoinot.....	253
XII	La Médecine légale en France.....	263
XIII	Dans la prison de Saint-Mihiel.....	279





Paris. — Imprimerie KAPP, 20, rue de Condé.

160^e MILLE

Lieutenant BILSE

PETITE GARNISON

Ouvrage saisi et interdit en Allemagne

Précédé du compte rendu du procès du lieutenant Bilsse
devant le conseil de guerre de Metz.

Un vol. in-16 colombier, couverture en couleurs. Prix broché **3.50**

**32^e
MILLE**

CHÈRE PATRIE

(Liebes Vaterland)

Un vol. in-16 colombier, couverture en couleurs. Prix broché **3.50**

LE CHATEAU BLEU

(Roman)

Un vol. in-16 colombier, couverture en couleur. Prix broché **3.50**

Mémoires d'Ursula comtesse d'Eppinghoven
Ancienne dame d'honneur de l'Impératrice

Guillaume II inconnu

TRADUCTION DE A. MÉVIL

Un vol. in-16. Couverture en couleurs. Prix broché. . . . **3.50**

70^e mille

JEAN LORRAIN

La Maison Philibert

Illustrations de BOTTINI

Prix broché **3.50**

13^e mille

GABRIEL VÉYRE

AU MAROC

Dans l'intimité du Sultan

Prix broché **3.50**

75^e mille

Une Plage d'amour

Roman polyglotte

Prix broché **3.50**

WETTEROFF-ASP

Nicolas II tel qu'il est

(La Crise russe)

Prix broché **3.50**